Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized



ID4D Identification For Development

Diagnostic de l'écosystème de l'identification: Haïti

Novembre 2026

WORLD BANK GROUP

© 2026 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale
1818 H Street NW, Washington, DC 20433
Téléphone: +1-202-473-1000; Internet: www.worldbank.org

Certains droits réservés

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données figurant dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent document n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement qu'elle reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ou de toute organisation participante à laquelle ils s'appliqueraient, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations

L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CCBY 3.0 IGO) http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo. Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution, il est possible de copier, de distribuer, de transmettre et d'adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes:

Mention de la source—L'ouvrage doit être cité de la manière suivante: Banque mondiale. 2026. *Identification for Development (ID4D): Diagnostic de l'écosystème de l'identification – Haïti.* Washington, DC: Banque mondiale. Licence: Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO).

Traductions — Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qu'elle pourrait contenir.*

Cet ouvrage a été publié initialement en anglais par la Banque mondiale en 2026 sous le titre Identification for Development (ID4D): Diagnostic of ID Ecosystems – Haiti. En cas de divergence, la version originale en anglais fait foi.

Adaptations — Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant: *Cet ouvrage est une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.*

Contenu tiers — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu dans cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tierces parties concernées. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences s'adresser à World Bank Publications, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA; courriel: pubrights@worldbank.org.

Crédits photo de couverture: UN World Food Programme Haiti; Banque mondiale

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements 6
À propos de l'initiative ID4D 7
Sigles et acronymes 8
Résumé analytique
Contexte 12
Principaux problèmes des systèmes 13
État civil 14
Identification 16
Cas d'utilisation 18
Diagnostic ID4D d'Haïti et principales recommandations 19

1. Introduction
Contexte 22
Écosystème de l'identification 22
Géographie et relief 24
Démographie 24
Infrastructures 25
Sécurité 26
Cadre juridique et capacités institutionnelles 27
Projets connexes en cours de mise en œuvre 28

2. Écosystème de l'identification en Haïti
Présentation générale 31
Niveaux de couverture 35
État civil (EC) 36
Identification (ID) 36
Difficultés pour les personnes non enregistrées 37

3. Système d'état civil
Présentation générale et contexte 38
Inclusion 40
Éligibilité 40
Coût 40
Difficultés pour la population 41

Gouvernance 42
Bureaux de l'état civil (BEC) 43
Archives nationales d'Haïti 44
Autres acteurs fonctionnels 46
Cycle de vie et processus opérationnels 48
Déclaration de naissance: enregistrement des informations, délivrance des certificats de naissance et transcription dans les registres 48
Gestion des données 51
Obtention de copies des certificats de naissance 52
Interopérabilité et utilisation 53
Récapitulatif des processus opérationnels et des difficultés connexes 54

4. Système d'identification
Présentation générale et contexte 56
Inclusion
Éligibilité 57
Utilisation 57
Coût 58
Difficultés pour la population 59
Gouvernance
Rôle institutionnel 60
Configuration organisationnelle 61
Cycle de vie et processus opérationnels
Enregistrement dans la base de données d'identification 63
Délivrance de la carte d'identité 64
Renouvellement des cartes 65
Remplacement des cartes 66
Modification des données 66
Vérification de la carte d'identification 66
Interopérabilité et utilisation 67

5. Analyse des cas d'utilisation
Protection sociale
Contexte 68
Méthodes d'identification actuelles pour les procédures de protection sociale 71

Problèmes en matière d'identification 72
Pistes d'amélioration 73
Inclusion financière et transferts monétaires
Contexte 74
Problèmes en matière d'identification 75
Pistes d'amélioration 77
Élections
Contexte 78
Méthodes d'identification actuelles pour les élections 79
Problèmes en matière d'identification 79
Pistes d'amélioration 79
Migrations
Contexte 80
Pistes d'amélioration 84
Statistiques
Contexte 85
Problèmes 86
Pistes d'amélioration 87

6. Recommandations 89

Bibliographie *101*

Annexe A: Parties prenantes consultées *103*
Annexe B: Quelques documents de base *105*

ENCADRÉS

Encadré 1.1: La violence atteint aussi les fonctions administratives 26
Encadré 3.1: Le certificat de naissance 40
Encadré 3.2: Articles du décret de juin 2020 relatifs à l'état civil et à l'ONI 42
Encadré 3.3: Bureaux de l'état civil 43
Encadré 3.4: l'extrait d'archives 45
Encadré 3.5: Activités des Archives nationales 46
Encadré 3.6: Bureau de l'agent chargé de l'enregistrement des naissances dans une maternité à *Cap-Haïtien* 47
Encadré 3.7: Actes et registres d'état civil non remis 51
Encadré 3.8: Registres de l'état civil 52
Encadré 4.1: Carte d'identification nationale unique 58
Encadré 4.2: Responsabilités de l'ONI d'après le décret de 2020 60
Encadré 4.3: Exemple de kit mobile déployé dans des zones isolées 62
Encadré 4.4: Un kit d'inscription type dans un bureau fixe 64
Encadré 4.5: Récapitulatif des informations demandées pour la pré-déclaration (avec données fictives, traduit automatiquement en anglais) 65
Encadré 4.6: Zone d'accueil pour les cartes d'identité 66
Encadré 5.1: Faits et chiffres clés 68
Encadré 5.2: Objet du SyNSIP, conformément au décret de 2020 87

REMERCIEMENTS

Alexandre Amard a préparé ce rapport de diagnostic entre novembre 2024 et juillet 2025 pour le compte de l'initiative Identification pour le développement (ID4D) de la Banque mondiale, avec une équipe principale composée de Marolla Haddad, Ailo Klara Manigat et Pascal Jaupart, sous la direction d'Anne-Lucie Lefebvre et de Stela Mocan.

Ce rapport a grandement bénéficié des retours et contributions de Cláudio Machado, Helen Luskin, Jonathan William Lain et Olivia-Kelly Lonkeu. L'équipe remercie les pairs évaluateurs Marie Eichholtzer et Mounir Mahmalat.Elle remercie en outre Priyantha Jayasuriya Arachchi, Stanley Jean Baptiste, Marie Eleonor Jean Baptiste et Tafna Christine Blanc pour leur soutien administratif. Par ailleurs, l'équipe tient à exprimer sa gratitude à Aldo Morri pour sa révision professionnelle et à Carla Berisso Queirolo pour son soutien éditorial complet.

Ce rapport n'aurait pas été possible sans les contributions importantes et l'enthousiasme de tous les partenaires, tant du côté gouvernemental que des communautés du développement et humanitaires, qui s'emploient à améliorer l'identification pour tous les Haïtiens.

Les autorités publiques haïtiennes suivantes ont généreusement mis à contribution leurs connaissances et leur temps pour faciliter la rédaction du présent rapport: le directeur général Jean Wilfrid Bertrand, Paul Dalencourt et Volvick Noel des Archives nationales d'Haïti (ANH), le directeur général Reynold Guerrier, Mirline Dorelien Dorval et Reynaldo Camilus de l'Office national d'identification (ONI), le directeur général Wilson Fièvre, Guy Serge Pompilus et Djason Sylvaince de l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI), Florence Jacques et Jimy Dorsainvil de la Banque de la République d'Haïti (BRH), le directeur général Huguens Prévilon et Joseph Morose du Conseil national des télécommunications (CONATEL), et Sherley Germain de l'Unité d'exécution du projet du ministère des Affaires sociales et du Travail.

L'équipe remercie aussi les partenaires de développement, notamment Rebeca Omaña et Juan Minetto de l'Organisation des États américains (OEA), Claudia Mendieta Navarro, Emmanuel Vassor et Horacio Nemeth de la Banque interaméricaine de développement (BID), Isabella Bianchi, Katia Boudrahem, Jones Pyram, Jouva Remolus et toute l'équipe soutenant le SIMAST au Programme alimentaire mondial (PAM), Carlos Maldonado, Randolph Gilbert et Natacha Leroy de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), Marie Anne Perpignand, Naval Ravoavison et Kevin Pelle du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Grégoire Goodstein et Daniele Febei de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), Georg von Hehn et Gianluca Ogis du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), et Anne Azam-Pradeilles et Jude Saint Natus d'Expertise France / Agence française de développement (AFD).

À PROPOS DE L'INITIATIVE ID4D

Cette publication a été élaborée par la vice-présidence Numérique et Intelligence artificielle du Groupe de la Banque mondiale, avec le soutien du Fonds fiduciaire-cadre multidonateurs pour les infrastructures et les services numériques publics (Fonds DPI et Services).

Les infrastructures numériques publiques (*Digital Public Infrastructure*, DPI) désignent les composantes numériques fondamentales — telles que l'identité numérique, le partage de données et les paiements numériques — qui permettent aux administrations et aux économies de fournir des services à grande échelle.

Le Fonds DPI et Services vise à accroître l'adoption et l'utilisation productive de composantes numériques sûres, inclusives et interopérables, ainsi que de services reposant sur le numérique. S'inscrivant dans une démarche unifiée de la Banque mondiale, cette initiative mobilise les compétences dans les domaines de la transformation numérique, de la protection sociale, de la santé, de l'inclusion financière, de l'agriculture, de la gouvernance et de l'éducation, entre autres. Elle collabore aussi étroitement avec le projet FASTT sur les systèmes de paiement rapide.

Le Fonds DPI et Services repose sur trois piliers:

- **Connaissances:** générer des données probantes et transformer les normes en outils pratiques;
- **Action:** soutenir les stratégies DPI au niveau national, des composantes sûres et inclusives, ainsi que la transformation numérique sectorielle;
- **Mobilisation:** renforcer la communauté mondiale des DPI par l'apprentissage entre pairs, l'harmonisation des normes et les biens publics numériques.

Les activités soutenues par le Fonds DPI et Services s'appuient sur des engagements **transversaux en faveur de l'inclusion et de l'équité entre les sexes, de la conception centrée sur l'humain, de la réutilisabilité via les biens publics numériques, des mesures de sauvegarde, de la protection des données et de la mise en œuvre fondée sur des données probantes.**

S'appuyant sur les bases posées par le Fonds fiduciaire multidonateurs Identification pour le développement (ID4D)–Paiements numériques des gouvernements vers les particuliers (G2Px) (2016–2026), le Fonds DPI et Services s'articule autour de trois axes de travail:

- **L'initiative ID4D** aide les pays à concrétiser le potentiel de transformation qu'offrent les systèmes d'identification pour la réalisation des Objectifs de développement durable, de l'identification de base et de l'enregistrement des faits d'état civil aux services de nouvelle génération en matière d'identité et de confiance numériques. Sa mission est de permettre à tous d'accéder aux services et d'exercer leurs droits, en améliorant le caractère inclusif, la conception et la gouvernance des écosystèmes de services d'identification et de confiance. Pour en savoir plus, consultez le site id4d.worldbank.org.
- **L'initiative G2Px** vise à transformer les paiements des gouvernements vers les particuliers (G2P) dans le but d'accélérer l'inclusion financière, l'autonomisation économique des femmes, la résilience et l'efficacité de l'action publique. Elle aide les pays à moderniser leurs écosystèmes G2P grâce à des cadres centrés sur le bénéficiaire et à des orientations fondées sur des données probantes concernant des modèles durables et inclusifs. Pour en savoir plus, consultez le site www.worldbank.org/g2px.
- **Le volet consacré au partage des données** permet un partage de données sécurisé, interopérable et respectueux de la vie privée entre les secteurs, à l'échelle nationale, en favorisant des cas d'utilisation à forte valeur ajoutée et des retombées inclusives.

Notre travail n'aurait pas été possible sans le généreux soutien de la Fondation Gates, de UK International Development, du gouvernement français, de l'Agence norvégienne de coopération au développement (Norad) et d'Omidyar Network.

SIGLES ET ACRONYMES

ANGLAIS		FRANÇAIS	
AFD	French Development Agency	**AFD**	*Agence française de développement*
ANH	National Archives of Haiti	**ANH**	*Archives nationales d'Haïti*
API	Application Programming Interface	**API**	*Interface de programmation d'applications*
ASPIRE	Adaptive Social Protection for Increased Resilience Project	**PSARA**	*Projet de protection sociale adaptative pour une résilience accrue*
BECs	Civil Registration Offices	**BECs**	*Bureaux de l'état civil*
BONI	ONI Office (Fixed Identity Service Point)	**BONI**	*Bureau de l'ONI (point de service fixe)*
BRH	Central Bank of Haiti	**BRH**	*Banque de la République d'Haïti*
CASEC	Communal Section Administration	**CASEC**	*Conseil d'administration de la section communale*
CEP	Provisional Electoral Council	**CEP**	*Conseil électoral provisoire*
CHNV	Cuba-Haiti-Nicaragua-Venezuela Humanitarian Parole Program	**CHNV**	*Programme de permis de séjour conditionnel pour raisons humanitaires Cuba-Haïti-Nicaragua-Venezuela*
CINU	Unique National Identification Card	**CINU**	*Carte d'identification nationale unique*
CNSI	National Council for Statistics and Informatics	**CNSI**	*Conseil national de la statistique et de l'informatique*
CONATEL	National Telecommunications Commission	**CONATEL**	*Conseil national des télécommunications*
COVID-19	Coronavirus Disease 2019	**COVID-19**	*Maladie à coronavirus 2019*
CR	Civil Registration	**EC**	*État civil*
CRLDI	Centers for Reception and Delivery of Identity Documents	**CRLDI**	*Centres de réception et de livraison des documents d'identité*
CRVS	Civil Registration and Vital Statistics	**CRVS**	*État civil et statistiques de l'état civil*
DELIDOC	ONI Online Application & Tracking Portal	**DELIDOC**	*Portail en ligne de demande et suivi de l'ONI*
DFS	Digital Financial Services	**SFN**	*Services financiers numériques*
DG	Director General	**DG**	*Directeur général*
DGI	General Taxation Directorate	**DGI**	*Direction générale des impôts*
DIE	Directorate of Immigration and Emigration	**DIE**	*Direction de l'immigration et de l'émigration*
DPI	Digital Public Infrastructure	**DPI**	*Infrastructures numériques publiques*
ECLAC	Economic Commission for Latin America and the Caribbean	**CEPALC**	*Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

ANGLAIS		FRANÇAIS	
ECVMAS	Survey on Household Living Conditions after the Earthquake	**ECVMAS**	*Enquête sur les conditions de vie des ménages après séisme*
EMMUSVI	Haiti Demographic and Health Survey (VI)	**EMMUSVI**	*Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services (VI)*
FAES	Economic and Social Assistance Fund	**FAES**	*Fonds d'assistance économique et sociale*
FCV	Fragility, Conflict, and Violence	**FCV**	*Fragilité, conflit et violence*
FSP	Financial Service Provider	**FSF**	*Fournisseur de services financiers*
G2B	Government to Business	**G2B**	*Gouvernement vers entreprises*
G2G	Government to Government	**G2G**	*Gouvernement vers gouvernement*
G2P	Government-to-Person	**G2P**	*Gouvernement vers personnes*
GDP	Gross Domestic Product	**PIB**	*Produit intérieur brut*
HDAP	Haiti Digital Acceleration Project	**HDAP**	*Projet d'accélération numérique d'Haïti*
HDVI	Haitian Deprivation and Vulnerability Index	**IDVH**	*Indice de privation et de vulnérabilité d'Haïti*
HTG	Haitian Gourde	**HTG**	*Gourde haïtienne*
IADB/IDB	Inter-American Development Bank	**BID**	*Banque interaméricaine de développement*
ICAO	International Civil Aviation Organization	**OACI**	*Organisation de l'aviation civile internationale*
ID	Identification	**ID**	*Identification*
ID4D	Identification for Development	**ID4D**	*Identification pour le développement*
IDA	International Development Association	**IDA**	*Association internationale de développement*
IDEEA	ID Enabling Environment Assessment	**IDEEA**	*Évaluation de l'environnement habilitant de l'identité*
IGO	Intergovernmental Organization	**OIG**	*Organisation intergouvernementale*
IHSI	Haitian Institute of Statistics and Informatics	**IHSI**	*Institut haïtien de statistique et d'informatique*
IOM	International Organization for Migration	**OIM**	*Organisation internationale pour les migrations*
IPC	Integrated Food Security Phase Classification	**IPC**	*Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire*
ISO	International Organization for Standardization	**ISO**	*Organisation internationale de normalisation*
KYC	Know Your Customer	**KYC**	*Connaissance du client*

ANGLAIS		FRANÇAIS	
MAE	Ministry of Foreign Affairs	**MAE**	*Ministère des Affaires étrangères*
MAST	Ministry of Social Affairs and Labor	**MAST**	*Ministère des Affaires sociales et du Travail*
MCC	Ministry of Culture and Communication	**MCC**	Ministère de la Culture et de la Communication
MICT	Ministry of the Interior and Territorial Collectivities	**MICT**	*Ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales*
MJSP	Ministry of Justice and Public Security	**MJSP**	*Ministère de la Justice et de la Sécurité publique*
MNO	Mobile Network Operator	**ORM**	*Opérateur de réseau mobile*
MSME	Micro, Small and Medium Enterprises	**MPME**	*Micro, petites et moyennes entreprises*
NINU	Unique National Identification Number	**NINU**	*Numéro d'identification nationale unique*
OAS	Organization of American States	**OEA**	*Organisation des États américains*
OEC	Civil Registrars	**OEC**	*Officiers de l'état civil*
ONI	National Identification Office	**ONI**	*Office national d'identification*
PKI	Public Key Infrastructure	**ICP**	*Infrastructure à clés publiques*
PNPPS	National Social Protection and Promotion Policy	**PNPPS**	*Politique nationale de protection et de promotion sociales*
POS	Point-of-Service	**PdS**	*Point de service*
PR	Population Registry	**RP**	*Registre de la population*
PSI	Strategic Institutional Plan	**PSI**	*Plan stratégique institutionnel*
SDG	Sustainable Development Goal	**ODD**	*Objectif de développement durable*
SIMAST	Social Registry Information System	**SIMAST**	*Système d'information du ministère des Affaires sociales et du Travail*
SNIF	National Strategy for Financial Inclusion	**SNIF**	*Stratégie nationale d'inclusion financière*
SP	Social Protection	**PS**	*Protection sociale*

ANGLAIS		FRANÇAIS	
SyNSIP	National System of Public Statistics and Informatics	**SyNSIP**	*Système national de statistiques publiques et d'informatique*
TA	Technical Assistance	**AT**	*Assistance technique*
UIN	Unique Identity Number	**NIU**	*Numéro d'identité unique*
UNHCR	UN Refugee Agency	**HCR**	*Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés*
UNICEF	United Nations Children's Fund	**UNICEF**	*Fonds des Nations Unies pour l'enfance*
USAID	United States Agency for International Development	**USAID**	*Agence des États-Unis pour le développement international*
WB	World Bank	**BM**	*Banque mondiale*
WFP	World Food Programme	**PAM**	*Programme alimentaire mondial*

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Contexte

Environ 2,7 à 3,1 millions d'Haïtiens adultes (environ un sur trois) ne possèdent pas de carte d'identification nationale unique (CINU) valide, ce qui laisse des pans importants de la population sans preuve officielle d'identité. Parmi les enfants de moins de cinq ans, 85 % ont vu leur naissance enregistrée, mais seulement 77 % possèdent un certificat de naissance, la couverture étant la plus faible parmi les foyers les plus pauvres et les ménages ruraux. Les lacunes en matière d'identification sont plus marquées parmi les 40 % les plus pauvres, les habitants de zones isolées ou peu sûres, les femmes se heurtant à des barrières culturelles à la déclaration des naissances, et les personnes victimes de l'insécurité ou des déplacements forcés, y compris les expulsés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI).

Malgré de remarquables avancées, l'absence de documents d'état civil et d'identification empêche de nombreux Haïtiens d'accéder aux services essentiels et aux opportunités économiques. L'Office national d'identification d'Haïti (ONI) délivre des cartes d'identité nationales (CINU) à une grande partie de la population, et les bureaux d'état civil enregistrent chaque année un grand nombre de naissances et d'autres faits d'état civil. Mais des millions d'Haïtiens restent exclus des systèmes d'état civil et d'identification, faute de pièce d'identité valide ou parce qu'ils ne sont pas enregistrés à l'état civil, ce qui les prive de l'accès à des services tels que l'éducation, l'aide sociale, les services financiers, les communications mobiles, l'emploi formel, ainsi que la participation à la vie civique et politique. La couverture insuffisante accentue l'exclusion des services et empêche les individus d'exercer pleinement leurs droits. Combler ces lacunes est essentiel pour atteindre la cible 16.9 des objectifs de développement durable (ODD), qui vise à "garantir à tous une identité juridique, y compris grâce à l'enregistrement des naissances", et pour favoriser les avancées en matière d'inclusion financière, de protection sociale, d'égalité des sexes et de migration sûre.

Si le Gouvernement haïtien s'est montré résolu à moderniser les systèmes d'état civil et d'identification, des contraintes financières, institutionnelles et stratégiques limitent toutefois les progrès. Les réformes récentes — telles que le décret de 2020 introduisant des cartes d'identification nationale biométriques à puce, ainsi que les efforts déployés pour décentraliser l'impression des cartes et multiplier les points de service — traduisent une volonté claire de renforcer l'écosystème de l'identification de base. Les partenaires de développement ont soutenu ces initiatives par une assistance technique axée sur la numérisation, le renforcement des capacités et l'amélioration de la prestation des services.

Cependant, les résultats demeurent faibles en raison de l'imprévisibilité du financement, de la fragmentation des mandats institutionnels et de l'absence d'une stratégie nationale unifiée et chiffrée. La coordination entre les systèmes

d'état civil et d'identification continue d'évoluer, des discussions étant en cours sur l'harmonisation des procédures, la possibilité de partage des données et l'établissement d'un identifiant unique à la naissance. Bien que des mesures aient été prises pour améliorer l'interopérabilité et l'efficacité, il faudrait un surcroît d'harmonisation en matière de vérification d'identité, d'authentification et d'intégration numérique pour que les réformes se traduisent par une prestation de services inclusive et efficace.

Principaux problèmes des systèmes

Malgré la présence active de bureaux d'enregistrement et d'identification dans de nombreuses villes haïtiennes et certaines zones rurales, la couverture reste inégale. S'agissant particulièrement des régions éloignées ou peu sûres, l'accès est limité par la géographie, les infrastructures et l'insécurité. Le processus d'obtention des documents d'identité est encore compliqué par les exigences en matière de pièces justificatives, les systèmes sur support papier et les capacités limitées du personnel. Des obstacles financiers et logistiques, par exemple les frais informels, les frais de déplacement et le temps d'absence au travail, découragent aussi l'enregistrement en temps voulu, en particulier parmi les groupes vulnérables. Les procédures judiciaires et administratives prévues pour l'enregistrement tardif des naissances ou le remplacement des documents sont souvent complexes et longues.

La modernisation des systèmes d'état civil et d'identification en Haïti reste limitée par un financement imprévisible, des mandats institutionnels fragmentés et l'absence d'une stratégie nationale unifiée et financée. La coordination entre les systèmes d'état civil et d'identification continue d'évoluer, des discussions étant en cours sur l'harmonisation des processus, le partage des données et l'établissement d'un identifiant unique à la naissance.

Les modalités institutionnelles et de gouvernance sont fragmentées et souvent peu claires. La superposition des mandats de l'ONI, des bureaux d'état civil et d'acteurs connexes, tels que le système judiciaire, le secteur de la santé et les archives, sème la confusion tant chez les prestataires de services que chez les usagers. L'absence d'une politique nationale cohérente et d'un cadre juridique actualisé laisse place à l'ambiguïté et à une coordination insuffisante, empêchant une action gouvernementale unifiée dans l'effort de modernisation de l'écosystème. Le manque de collaboration interinstitutionnelle aggrave encore le problème, contraignant les citoyens à multiplier les démarches auprès de plusieurs bureaux pour obtenir des documents de base.

Les insuffisances de la prestation de services sapent également la confiance. Les citoyens se heurtent régulièrement à de longs délais d'attente, au manque de matériel et à une application incohérente des procédures. Les cas de demandes de pots-de-vin ou de pratiques administratives inappropriées érodent davantage cette confiance. Les infrastructures sont inégalement réparties à travers le pays: de nombreux bureaux locaux sont mal équipés et en sous-effectif, tandis que d'autres demeurent inaccessibles aux populations rurales. Ces déficiences créent des goulots d'étranglement dans l'inscription et dans l'enregistrement des faits d'état civil, ce qui décourage les déclarations en temps voulu et alimente un sentiment d'inefficacité.

L'infrastructure numérique du système reste sous-développée. Le papier est encore utilisé pour la plupart des processus, peu de dossiers étant numérisés et le partage de données par voie électronique entre les institutions restant minimal. Haïti ne dispose pas encore d'un cadre opérationnel d'interopérabilité ni d'une infrastructure nationale de partage de données, ce qui restreint l'utilisation des données d'identité et d'état civil pour la prestation de services et l'élaboration des politiques. Des contraintes techniques telles qu'une alimentation électrique peu fiable et une connectivité médiocre, en particulier hors de Port-au-Prince, aggravent ces carences et freinent les efforts de modernisation.

Enfin, la viabilité financière est un défi pressant. Le fonctionnement de l'ONI et la délivrance des cartes dépendent largement du financement des bailleurs de fonds et de contrats de prestation onéreux, tandis que l'état civil ne bénéficie pas de dotations prévisibles dans le budget public. Cette dépendance expose le système aux interruptions de financement et compromet la planification à long terme. Bien que les pièces d'identité soient officiellement délivrées gratuitement, les citoyens continuent de supporter des coûts indirects élevés, notamment les déplacements vers des bureaux d'enregistrement éloignés, les visites répétées à cause des retards et le manque à gagner associé à l'attente. Ces contraintes sont plus lourdement ressenties par les populations pauvres et rurales, limitant ainsi l'enregistrement et accentuant encore l'exclusion, même si elles ne menacent pas directement le fonctionnement de l'ONI.

État civil

En Haïti, l'état civil joue un rôle central en fournissant aux individus une preuve d'identité légale, bien que le paysage se caractérise par la fragmentation, une prestation inégale des services et des obstacles persistants à leur accessibilité. Les officiers de l'état civil (OEC) sont chargés de l'enregistrement des faits d'état civil, mais dans la pratique, la coordination entre les OEC, les bureaux locaux de l'état civil (BEC), les hôpitaux, les sages-femmes et l'ONI demeure faible. Bien que des agents de l'état civil soient déployés dans certains hôpitaux pour faciliter les déclarations de naissance, ces bureaux peuvent être insuffisamment dotés en personnel ou mal intégrés au fonctionnement de l'établissement de santé. Souvent, ces systèmes ne sont pas reliés aux bases de données de l'état civil, ce qui compromet l'efficacité tout en limitant le partage des données en temps réel. Par conséquent, même lorsque les établissements de santé recueillent les informations à la naissance, les parents doivent souvent accomplir des démarches supplémentaires dans d'autres bureaux pour obtenir un acte de naissance valide.

Les disparités géographiques compliquent davantage la couverture. Les services d'état civil sont concentrés dans les centres urbains, laissant les communautés rurales et les populations frontalières mal desservies. Le fonctionnement de nombreux bureaux d'état civil repose sur une infrastructure minimale, un personnel insuffisant et un approvisionnement irrégulier en fournitures. Les agents chargés de l'enregistrement ne sont souvent pas formés ou n'ont pas reçu d'orientations sur la bonne application des lois, ce qui donne lieu à des pratiques arbitraires. Par exemple, certains de ces préposés refusent d'enregistrer une naissance déclarée par une mère célibataire, ou consignent sur les actes de naissance des informations non requises, telles que la situation matrimoniale des parents. Ces pratiques engendrent des discriminations, mettant à mal l'objectif d'enregistrement universel.

Les citoyens se heurtent à d'importants obstacles procéduraux et financiers. Le délai légal de deux ans pour l'enregistrement des naissances demeure un obstacle et toute déclaration tardive doit passer par une autorisation judiciaire, ce qui occasionne des frais supplémentaires et des visites aux tribunaux. Cette situation dissuade les parents, notamment dans les communautés pauvres et isolées, de régulariser la situation de leurs enfants. Par ailleurs, l'absence de documents numérisés signifie que les actes perdus ou non récupérés doivent être réédités manuellement, souvent après une longue attente.

D'autres insuffisances compromettent l'intégrité des registres d'état civil. Dans de nombreuses communes, les OEC doivent acheter leurs propres registres papier en raison de contraintes budgétaires, ce qui donne lieu à des pratiques disparates, augmente les frais pour la population et peut compromettre la validité juridique des actes. Les Archives nationales, censées assurer la conservation des registres, les reçoivent souvent avec un retard important et connaissent des pénuries récurrentes du papier sécurisé nécessaire à la délivrance de copies certifiées. Les actes transmis aux archives ne sont pas systématiquement numérisés, ce qui les expose au risque de perte, de détérioration et de fraude. Les citoyens doivent demander un extrait en personne auprès d'un bureau des Archives nationales, d'un bureau décentralisé de demande et de livraison ou d'un partenaire agréé. Ces exigences restent contraignantes pour les personnes vivant loin des points de service disponibles. L'absence de numérisation et de vérification systématiques au niveau des archives contribue également à d'importants retards dans la délivrance des copies et réduit les possibilités d'exploiter les données d'état civil pour la planification et les statistiques.

La confiance dans les services d'état civil est encore affaiblie par le sentiment de corruption et d'inefficacité. Le signalement de demandes de pots-de-vin et la faiblesse des mécanismes de contrôle contribuent à la frustration des citoyens et à un faible recours à ces services. Dans certains cas, les actes ne sont pas signés rapidement par l'officier de l'état civil, ce qui retarde davantage leur délivrance. De plus, les actes qui parviennent effectivement aux parents ne sont pas toujours bien conservés, en particulier lorsque les documents papier sont exposés à des risques de détérioration ou de perte.

Sur le plan institutionnel, le budget national n'affecte pas de ressources financières suffisantes à l'état civil, qui ne bénéficie pas de la même priorité stratégique que le système d'identification de l'ONI. Le secteur de l'état civil dépend fortement de l'assistance technique et financière extérieure, tant pour les infrastructures que pour le fonctionnement, ce qui se traduit par une prestation de services précaire, le recours à des soutiens ponctuels et une capacité de modernisation limitée. Il n'existe pas non plus d'infrastructure numérique unifiée ni de partage direct de données avec les systèmes de santé ou d'identification ni de mécanisme de retour d'information efficace entre les différentes institutions impliquées dans l'enregistrement des faits d'état civil.

Pour toutes ces raisons, le système ne garantit pas un enregistrement complet, rapide et exact de faits d'état civil, tels que les naissances. Les décès et les mariages sont rarement enregistrés. Cela compromet l'intégrité de l'état civil en tant que fondement de l'identité juridique et affaiblit sa contribution à une prestation de services inclusive, à la confiance du public et à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.

Identification

En Haïti, l'identification a visiblement progressé, même si des problèmes persistent. La couverture s'est améliorée grâce aux efforts de l'ONI, notamment avec l'introduction de la CINU. Toutefois, des difficultés structurelles, juridiques, financières et opérationnelles continuent de nuire à la crédibilité, au caractère inclusif et à la viabilité à long terme du système.

Même si l'ONI indique qu'environ 67% des Haïtiens adultes ont reçu une CINU, il est difficile pour bon nombre d'entre eux d'obtenir une carte. Le réseau des centres d'enregistrement et de distribution des cartes est peu dense et se concentre dans les zones urbaines. Dans les communautés rurales et isolées, l'accès est nettement plus difficile en raison des longues distances à parcourir, des coûts de transport élevés et du coût d'opportunité lié au temps passé loin de son travail ou de ses responsabilités familiales. Ces contraintes sont particulièrement dures pour les femmes, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap. Les infrastructures physiques des centres d'enregistrement sont souvent inadaptées, et le processus est lent, certains demandeurs devant revenir plus d'une fois avant d'obtenir leur carte.

Si la CINU est délivrée gratuitement, son obtention peut occasionner des frais non officiels. C'est particulièrement le cas dans les zones où la demande dépasse les capacités du personnel en poste, ou encore là où des intermédiaires profitent de l'absence de contrôle. En outre, les activités de sensibilisation, peu nombreuses, ne visent pas systématiquement les groupes difficiles à atteindre ou marginalisés, ce qui perpétue les schémas d'exclusion actuels. Par exemple, les populations des zones frontalières, les habitants des quartiers urbains informels et les personnes ne possédant aucune preuve d'état civil demeurent souvent sans pièce d'identité.

Le cadre juridique et institutionnel régissant le fonctionnement de l'ONI reste en constante évolution. Bien que le décret présidentiel de juin 2020 établisse un cadre juridique pour le système d'identité numérique, des questions demeurent quant à sa mise en œuvre concrète, sa cohérence avec les autres textes législatifs et son articulation avec l'écosystème global de l'identification. L'absence d'une loi complète sur la protection des données limite la clarté en matière de gouvernance des données et de responsabilité institutionnelle.

L'intégration interinstitutionnelle et le partage des données restent limités. L'ONI recueille des données biométriques et biographiques, mais ne les partage pas systématiquement avec les autres organismes publics et ne reçoit pas non plus, de manière régulière, de mises à jour des systèmes de l'état civil ou de santé. Il n'existe pas de registre de la population centralisé ou fédéré qui serve de référence pour

l'authentification ou la prestation des services. Par conséquent, d'autres institutions — telles que la *Banque de la République d'Haïti* (BRH) ou les organismes de protection sociale — entretiennent des bases de données distinctes, engendrant ainsi inefficacités, doublons et incohérences.

Peu d'institutions haïtiennes utilisent des services de vérification d'identité numérique de manière normalisée, et il n'existe pas d'interfaces de programmation d'applications (API) ouvertes permettant une authentification sécurisée ou une interopérabilité intersectorielle. L'infrastructure technique de l'ONI comprend un système de déduplication biométrique et un portail de vérification numérique, mais ces capacités restent sous-exploitées. Cela limite la capacité du système à prendre en charge des cas d'utilisation tels que l'ouverture de comptes par téléphone mobile pour les services financiers, l'authentification à distance ou l'intégration numérique.

La faible capacité interne à s'approprier, exploiter et adapter pleinement le système entraîne des risques pour sa maintenance à long terme, son extensibilité et son évolution. La structure opérationnelle du système d'identification relève du secteur public et, bien que des prestataires externes aient contribué à son développement, elle n'est pas exploitée dans le cadre d'un modèle de concession formel, ce qui permet de préserver le contrôle de l'État sur une infrastructure nationale critique. Cependant, le manque de capacité technique dans le secteur public fait que le recours à des partenaires externes et à des technologies exclusives peut déboucher sur la dépendance plutôt que la complémentarité, limitant en définitive la capacité de l'ONI à faire évoluer, à maintenir et à adapter le système de manière autonome, au fil de l'évolution des besoins.

Comme pour l'état civil, la confiance et la sensibilisation restent elles aussi problématiques. Beaucoup d'Haïtiens ignorent les avantages de posséder une CINU ou doutent de sa pertinence, en particulier lorsque la carte n'est pas systématiquement exigée pour accéder aux services. La communication incohérente et une sensibilisation insuffisante limitent la compréhension, tandis que l'absence de garanties juridiques solides autour des données à caractère personnel nourrit les craintes quant au respect de la vie privée et aux risques d'utilisation abusive.

La viabilité financière est un risque permanent. L'ONI s'est largement appuyé sur les financements des bailleurs de fonds pour le développement du système et l'émission des cartes. Bien qu'une partie du financement provienne du budget national, elle demeure insuffisante pour garantir un fonctionnement ininterrompu, les renouvellements futurs et le développement du système. Aucun modèle financier à long terme n'a été adopté pour assurer la continuité de la couverture et la mise à jour du système.

Cas d'utilisation

Malgré la délivrance généralisée des CINU, leur utilisation effective dans la prestation des services et la gouvernance demeure limitée. Le potentiel de l'identification à servir de plateforme de développement inclusif et de transformation numérique demeure largement inexploité.

Le chapitre 5 du présent rapport examine la manière dont ce problème limite la prestation efficace des services publics essentiels et l'exercice des principales responsabilités régaliennes. Les cas d'utilisation examinés sont les suivants: i) la prestation de la protection sociale, ii) la facilitation de l'inclusion financière et des migrations, iii) la gestion des élections, et iv) la collecte de statistiques démographiques et de pauvreté. Quelques observations clés mettent en relief les problèmes importants que peut engendrer un système d'état civil et d'identification insuffisamment développé:

- **Protection sociale.** En raison des liens ténus entre le système d'identification, le registre social et les systèmes d'information sur les bénéficiaires des programmes, les processus d'éligibilité et de ciblage sont souvent inefficaces, reposant sur des méthodes ponctuelles plutôt que sur une vérification solide fondée sur l'identité.

- **Services financiers.** Des exigences strictes en matière de connaissance du client (KYC) freinent l'accès des populations à faible revenu. Les prestataires de services d'argent mobile ne peuvent pas s'appuyer sur des niveaux de vérification simplifiés, ce qui limite la capacité des ménages pauvres à ouvrir des comptes et à participer à l'économie numérique.

- **Statistiques.** De même, le manque d'intégration entre les données d'état civil, d'identification et de l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) empêche la production d'estimations démographiques fiables et d'analyses susceptibles d'éclairer les politiques publiques.

Le manque d'interopérabilité entre les systèmes reste un obstacle important. L'ONI, les Archives nationales et l'IHSI tiennent des ensembles de données distincts, et il existe peu de mécanismes permettant le partage sécurisé et automatisé de ces données. Par conséquent, la vérification de l'identité pour la prestation de services — que ce soit pour les services bancaires, les services d'argent mobile, la protection sociale, les élections ou d'autres utilisations — est souvent manuelle, redondante et sujette aux erreurs. Cela accroît les coûts pour les institutions et crée de la frustration chez les citoyens, qui doivent à chaque fois présenter des documents papier pour prouver leur identité.

Des capacités de vérification numérique existent, mais elles ne sont pas encore utilisées de manière cohérente dans l'ensemble de l'écosystème. L'ONI propose une interface publique de vérification via DELIDOC ainsi que des intégrations par API avec certains ministères, tandis que de nombreux processus de prestation de services continuent de reposer sur des contrôles manuels et des documents papier. De plus, le système n'a pas encore évolué vers l'émission d'identifiants numériques vérifiables qui faciliteraient de futurs cas d'utilisation tels que l'administration en ligne, les signatures électroniques ou l'échange de données intersectoriel.

Diagnostic ID4D d'Haïti et principales recommandations

Le présent diagnostic expose les carences des systèmes d'état civil et d'identification d'Haïti et analyse les besoins sectoriels afin de formuler des recommandations concrètes sur la modernisation de ces systèmes et les investissements nécessaires. L'analyse est guidée par les Principes relatifs à l'identification pour le développement durable[1], approuvés par une large coalition d'organisations mondiales, qui mettent l'accent sur l'inclusion, la conception de systèmes solides et une gouvernance efficace.

Malgré les nombreux problèmes relevés, le système d'identification haïtien offre une base solide sur laquelle s'appuyer. Les infrastructures existantes, la couverture croissante et les capacités techniques peuvent être mises à contribution pour améliorer l'accessibilité, la confiance, l'interopérabilité et la viabilité.

Ce diagnostic recommande un ensemble coordonné de réformes et d'investissements à fort impact dans trois domaines fondamentaux: i) Inclusion, ii) Conception des systèmes et iii) Gouvernance. Plus précisément:

1. Élargir les options et la couverture des titres d'identité et des identifiants. Pour combler les lacunes dans l'accès aux services d'état civil et d'identification, il convient de mettre l'accent sur la décentralisation (via les Centres de réception et de livraison des documents d'identité, CRLDI), l'allègement des procédures d'enregistrement tardif, le pré-enregistrement des faits d'état civil ainsi que l'attribution systématique d'un numéro d'identification nationale unique (NINU) à la naissance. Ces mesures visent à rendre les titres d'identité à la fois plus accessibles et plus inclusifs.

2. Améliorer et faciliter les processus d'inscription. Organiser des campagnes d'inscription de masse (en tirant parti des données sociales existantes telles que le SIMAST et l'IHSI), multiplier les solutions d'inscription mobiles et simplifier les exigences documentaires pour lever ces obstacles. L'ensemble de ces réformes contribuerait à réduire l'exclusion en simplifiant l'inscription et en la rendant moins contraignante, en particulier pour les groupes marginalisés.

[1] *Principles on Identification for Sustainable Development : Toward the Digital Age (English).* Washington, D.C.: World Bank Group. http://documents.worldbank.org/curated/en/213581486378184357

3. Garantir la viabilité financière à long terme. Pour réduire la dépendance aux financements extérieurs et favoriser la viabilité financière, il est recommandé de réserver des lignes budgétaires à l'état civil dans la loi de finances, et d'élaborer des modèles de financement à long terme aussi bien pour l'état civil que pour l'identification. Ces mesures permettraient de sortir progressivement le système de la dépendance envers les bailleurs de fonds en faveur d'une appropriation nationale durable.

4. Lancer un mouvement de sensibilisation et de plaidoyer à l'échelle de la société. Élaborer des guides accessibles, lancer des campagnes de communication et mobiliser directement les communautés lors des campagnes d'enregistrement. Non seulement ces interventions permettraient-elles de renforcer la sensibilisation, mais elles consolideraient en outre la confiance dans le système, réduisant ainsi le risque d'exclusion et de sous-enregistrement.

5. Moderniser et clarifier les politiques et les lois afin d'habiliter et de protéger les capacités d'identification. Mettre l'accent sur la consolidation et la clarification du cadre juridique confus, élaborer et faire appliquer des lois sur la protection des données et la cybersécurité, et formuler une vision de politique nationale afin d'apporter clarté, garanties juridiques et cohérence pour le développement à long terme de l'écosystème de l'état civil et de l'identification.

6. Renforcer les capacités institutionnelles et professionnaliser la prestation de services. Élaborer des kits de formation, des guides pratiques et des dispositifs d'échange entre le personnel, tout en renforçant la gestion des plaintes grâce à des plateformes telles que "Doléances". Parallèlement, renforcer le conseil d'administration de l'ONI en y intégrant des institutions telles que le ministère de la Santé et l'IHSI permettrait d'accroître l'appropriation institutionnelle et la coordination interinstitutionnelle. Ensemble, ces mesures permettraient de professionnaliser la prestation des services, d'améliorer l'expérience des citoyens et de renforcer la responsabilité institutionnelle.

7. Améliorer l'interopérabilité, le partage des données et les capacités de protection des données[2]. Concevoir des cadres d'interopérabilité, créer une infrastructure nationale de partage des données et relier concrètement l'ONI, les Archives nationales, l'IHSI et d'autres institutions afin de remédier aux lacunes systémiques. Associées à des capacités d'anonymisation et de pseudonymisation (techniques qui suppriment ou masquent les identifiants personnels afin de protéger la vie privée des individus), ces réformes permettraient à la fois de protéger la vie privée et de maximiser la valeur des données d'état civil et d'identification à des fins sociales, économiques et statistiques.

[2] Alors que l'anonymisation désidentifie les données de façon permanente et irréversible, la pseudonymisation remplace les identifiants directs par des codes artificiels. Cela permet d'analyser les données en toute sécurité, tout en limitant la capacité de réidentifier les individus aux seuls administrateurs autorisés détenant la clé de déchiffrement.

8. Numériser et décentraliser les processus et les titres d'identité. Décentraliser les fonctions back-end (y compris l'impression des cartes), numériser l'inscription et la délivrance des documents, numériser les archives historiques et les rendre accessibles, et créer des identifiants numériques vérifiables. En investissant dans ces réformes, Haïti pourrait simplifier les processus, accélérer la prestation des services et poser les bases de services publics numériques.

9. Renforcer les infrastructures et les capacités techniques. Évaluer et moderniser les infrastructures, renouveler les kits d'inscription et équiper les bureaux de manière appropriée. Développer des capacités de vérification à distance et des fonctions de signature électronique afin d'accroître l'utilité et la fiabilité des titres d'identité. Ces améliorations permettraient de moderniser l'infrastructure technique de base des systèmes d'état civil et d'identification, les rendant plus capables de résister aux crises. Cela permettrait en outre d'alléger certaines contraintes pesant sur l'infrastructure numérique publique, qui entravent le partage de données entre les bases de l'état civil et de l'identification et les services susceptibles de les utiliser, notamment en matière de statistiques.

Les tableaux 6.1 à 6.3 du chapitre 6 du présent diagnostic présentent des recommandations plus précises pour le système haïtien d'état civil et d'identification, réparties dans chacune de ces catégories. Les recommandations sont présentées en fonction de leur priorité et de l'horizon temporel prévu, allant des "gains rapides" aux améliorations à moyen terme et aux investissements à long terme, afin de faciliter la hiérarchisation et la planification de la mise en œuvre.

La mise en œuvre systématique de ces recommandations permettrait de surmonter les obstacles et d'avancer sur la voie du développement, en contribuant à ce que tous les Haïtiens puissent exercer leurs droits et accéder aux opportunités qui s'offrent à eux. Haïti a l'occasion de mettre rapidement en place un écosystème de l'identification plus inclusif, plus résilient et plus efficace, qui facilite l'accès aux services essentiels, renforce la protection sociale et l'inclusion financière, stimule la participation citoyenne et ouvre l'accès aux opportunités économiques.

1. INTRODUCTION

Contexte

Écosystème de l'identification

Beaucoup d'Haïtiens vivent sans preuve d'identité officielle. On estime que seuls 4,4 à 4,7 millions d'Haïtiens adultes, soit environ deux sur trois, possèdent une carte d'identification nationale unique (CINU) valide. Parmi les enfants de moins de cinq ans, 85% ont leur naissance enregistrée, mais seulement 77% possèdent un certificat de naissance, les taux étant plus faibles dans les foyers les plus pauvres et en milieu rural. Les lacunes en matière d'identification sont particulièrement marquées pour les 40% les plus pauvres de la population, les populations rurales et difficiles d'accès, les femmes confrontées à des obstacles culturels à la déclaration des naissances, les personnes touchées par l'insécurité, ainsi que les populations déplacées de force, qu'il s'agisse de personnes expulsées ou déplacées à l'intérieur du pays (PDI).

L'absence de documents d'état civil et d'identité limite l'accès aux services essentiels et aux opportunités économiques en Haïti. Il s'agit notamment de l'éducation, de l'aide sociale, des services financiers, de la communication via des appareils mobiles, de l'emploi formel et de la participation à la vie politique. L'enregistrement tardif des naissances et la délivrance des pièces d'identité sont entravés par des procédures mal définies, des coûts indirects élevés — notamment les frais de déplacement ou les paiements informels — et une faible interopérabilité entre les systèmes d'état civil et d'identification nationale. Même pour les personnes enregistrées, les retards dans la délivrance sont fréquents: en mai 2025, plus de 650 000 cartes d'identité (soit environ 11% de l'ensemble des cartes produites) sont restées non distribuées, en raison de goulots d'étranglement liés à la centralisation de l'impression des cartes à Port-au-Prince, à des contraintes logistiques et aux conditions de sécurité qui limitent la distribution.

Plusieurs problèmes systémiques expliquent ces faiblesses dans la couverture et la délivrance. Les bureaux de l'état civil (BEC) et les Archives nationales souffrent d'un sous-financement chronique, fonctionnent sur des frais informels et des procédures sur support papier obsolètes, et connaissent une forte rotation de personnel peu formé. Les registres et actes restent souvent bloqués dans les bureaux locaux au lieu d'être transmis aux Archives nationales, ce qui empêche la délivrance d'extraits d'archives sécurisés dont les personnes ont besoin pour accéder à de nombreux services. Le système d'identification, géré par l'Office national d'identification (ONI), est plus numérisé, mais utilise encore largement des documents sources sur support

papier, dont nombre de personnes ne disposent même pas ; de même, sa capacité d'enrôlement, réduite, est concentrée dans les centres urbains. Des kits d'inscription mobile existent, mais ils sont peu nombreux, et leur déploiement demeure limité en raison des risques sécuritaires, de l'inaccessibilité des routes et de l'insuffisance des ressources.

De nombreuses personnes, notamment celles en situation de vulnérabilité ou de déplacement, bénéficient du soutien de partenaires internationaux dans ces démarches. Par exemple:

- l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui collabore avec les pouvoirs publics pour réhabiliter les centres de réception et de livraison des documents d'identité (CRLDI) et d'autres points de service destinés aux personnes sans papiers d'identité;

- l'UNICEF, qui apporte un appui aux initiatives d'enregistrement des naissances, en particulier dans les communautés défavorisées et les situations d'urgence;

- l'Organisation des États américains (OEA), qui a apporté un soutien technique et logistique au système d'identification d'Haïti;

- le Programme alimentaire mondial (PAM), qui aide les personnes à obtenir des pièces d'identité sécurisées indispensables pour les transferts monétaires ciblés au titre de l'aide alimentaire ; et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), qui apporte son concours à la délivrance de documents aux rapatriés et aux apatrides.

Le Gouvernement haïtien a pris des mesures pour remédier à ces problèmes. Il s'agit notamment des réformes législatives introduites par le décret de 2020, de l'introduction de la carte d'identification nationale électronique biométrique équipée d'une puce et des initiatives en cours visant à décentraliser l'impression des cartes vers Cap-Haïtien et d'autres pôles régionaux. Ces réformes s'inscrivent dans le droit fil des mécanismes envisagés dans le cadre de la Politique nationale de protection et de promotion sociales (PNPPS), qui s'intègre dans une vision plus globale visant à élargir l'offre inclusive de services. L'identification joue également un rôle central dans la réalisation d'autres priorités nationales, comme la Stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF), qui a besoin de systèmes d'identification solides pour garantir une vérification sécurisée des clients et l'accès aux services financiers. Le présent diagnostic ID4D a été réalisé sous la forme d'une assistance technique complémentaire liée au Projet d'accélération numérique d'Haïti (HDAP) de la Banque mondiale.

Malgré ces avancées, il n'existe pas de vision unifiée de la manière dont les systèmes d'état civil et d'identification en Haïti devraient s'articuler pour améliorer la prestation des services. Des lacunes importantes persistent en ce qui concerne l'établissement d'un identifiant unique à la naissance, la possibilité de partager les données entre systèmes, et la normalisation des mécanismes de vérification et d'authentification de l'identité.

Géographie et relief

La géographie et le relief d'Haïti s'avèrent considérablement problématiques pour l'identification, l'état civil et la prestation des services publics. Le pays est essentiellement montagneux, escarpé sur une grande partie de son territoire, les plaines côtières ne représentant qu'environ 20% de sa superficie totale. De nombreuses communautés rurales sont installées dans des vallées isolées ou à flanc de coteaux abrupts, ce qui complique l'accès physique aux centres administratifs. Les infrastructures routières sont limitées et souvent en mauvais état, seuls quelques grands axes routiers reliant les principaux centres urbains. Les routes secondaires et rurales sont généralement non revêtues et à la merci des inondations ou des glissements de terrain, en particulier pendant la saison des pluies, ce qui réduit davantage la mobilité.

Pour de larges segments de la population rurale haïtienne, en particulier dans les foyers plus pauvres, les longs trajets à pied restent le principal moyen de locomotion, limitant l'accès aux services. Le coût du transport motorisé est exorbitant, et même lorsque des véhicules sont disponibles, ils ne peuvent pas toujours circuler sur des routes étroites, boueuses ou endommagées. Cet isolement géographique limite la capacité des populations à déclarer les naissances, à obtenir ou à renouveler des pièces d'identité, ou encore à accéder à d'autres services publics. Les campagnes d'enregistrement mobile et les points de service décentralisés, bien qu'essentiels, se heurtent à des contraintes logistiques, notamment le transport du personnel, du matériel et des fournitures vers les zones reculées. L'insécurité qui prévaut dans certaines régions aggrave ces difficultés, créant des obstacles supplémentaires à la sensibilisation et à la continuité de la prestation des services. Par conséquent, les barrières géographiques contribuent directement aux disparités dans la couverture des services d'état civil et d'identification entre zones urbaines et rurales, renforçant ainsi des inégalités plus larges dans l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à la protection sociale et aux opportunités économiques.

Démographie

La population haïtienne est estimée à 11,6 millions d'habitants, d'après les projections établies à partir du dernier recensement national de 2003. L'absence de données de recensement actualisées rend les estimations démographiques incertaines, notamment en raison des flux migratoires importants, des déplacements internes considérables et de l'évolution des modes d'occupation du territoire.

La population du pays est particulièrement jeune: l'âge moyen y est légèrement inférieur à 25 ans, et plus de la moitié des Haïtiens ont moins de 25 ans. Les taux de fécondité, bien qu'ayant progressivement diminué au cours des dernières décennies, demeurent parmi les plus élevés des Caraïbes. Cette natalité durablement élevée engendre une forte demande de services d'enregistrement des naissances, en particulier dans les zones rurales où l'accès à l'état civil reste inégal. Les ménages nombreux, comptant en moyenne environ cinq membres et couvrant souvent plusieurs générations, illustrent à la fois les normes culturelles et les réalités économiques, et peuvent influer sur la hiérarchisation et la mise en commun des ressources consacrées aux démarches administratives telles que l'obtention de pièces d'identité.

L'espérance de vie en Haïti demeure relativement faible, à environ 65 ans pour les hommes et 69 ans pour les femmes. L'espérance de vie plus courte et les problèmes qui accablent le système de santé contribuent aux lacunes dans l'enregistrement rapide des décès, bon nombre de ces derniers survenant en dehors des établissements de santé officiels et sans qu'ils soient enregistrés ultérieurement à l'état civil. Tous ces facteurs démographiques — forte fécondité, population jeune, ménages nombreux et espérance de vie relativement courte — créent des pressions en même temps qu'ils offrent des opportunités pour le renforcement des systèmes d'état civil, indispensables pour consigner avec exactitude les faits d'état civil et fournir des services de manière équitable.

Infrastructures

La couverture électrique reste faible et peu fiable, ce qui entrave la prestation des services. Les coupures sont fréquentes même en zone urbaine, et de larges pans de la population rurale n'ont tout simplement pas accès au réseau électrique. De nombreux bureaux d'enregistrement locaux utilisent des générateurs de secours ou des panneaux solaires, dont l'entretien peut être coûteux et qui limitent la continuité du service.

La connectivité est tout aussi faible. Si le taux de pénétration des téléphones mobiles a progressé, l'accès à Internet reste inégal, en particulier dans les régions reculées où la couverture cellulaire est irrégulière, voire inexistante. Cette fracture numérique limite la capacité à utiliser les systèmes d'état civil, la vérification d'identité et la prestation de services en ligne, et contraint souvent à recourir à des processus sur support papier, plus lents et plus vulnérables aux pertes ou à la détérioration.

Les infrastructures de transport restent insuffisamment développées. Les routes sont mal entretenues, les transports en commun sont limités, et il existe peu de solutions fiables de transport longue distance. Les inondations saisonnières, les glissements de terrain et les blocages routiers causés par des catastrophes naturelles ou par l'insécurité isolent davantage les communautés. Pour de nombreux habitants des zones rurales ou montagneuses, se rendre dans les bureaux d'enregistrement peut demander plusieurs heures, voire plusieurs jours de marche, ce qui retarde l'enregistrement et la délivrance des documents. Combinés, ces problèmes d'infrastructure ralentissent

la modernisation des systèmes d'identification et d'état civil en Haïti et aggravent les disparités dans l'accès aux services publics.

Sécurité

Haïti connaît une crise sécuritaire aiguë, provoquée par l'emprise généralisée des gangs armés sur de vastes portions du territoire, en particulier dans la capitale et ses environs. La violence des gangs s'est intensifiée ces dernières années, touchant tous les aspects de la vie quotidienne et entravant considérablement la prestation des services publics, y compris l'état civil et l'identification. Les affrontements armés fréquents, les enlèvements et les blocus territoriaux ont contraint de nombreux services publics, notamment des centres d'état civil et les Archives nationales, à suspendre leurs activités ou à fonctionner sous de fortes contraintes.

Encadré 1.1 : La violence atteint aussi les fonctions administratives

En raison de la situation sécuritaire actuelle, la plupart des bureaux administratifs à Port-au-Prince ont dû se délocaliser vers la périphérie de la ville, tandis que certains n'ont plus de locaux. Les bureaux accueillant le public ont également été touchés, comme le montre cette photo du bureau d'état civil de Delmas incendié par des gangs.



Photo: Clarens Siffroy/Agence France-Presse — Getty Images

En juin 2025, on estimait qu'environ 1,3 million de personnes — soit 11% de la population nationale — étaient déplacées à l'intérieur du pays, principalement en raison de la violence des gangs et de l'insécurité. En mars 2025, l'UNICEF estimait que plus d'un enfant sur huit était déplacé à l'intérieur du pays, deux fois plus qu'en octobre 2024. Alors que 45% de ces déplacés internes provenaient de la région métropolitaine de Port-au-Prince, la récente propagation de la violence armée dans les régions du Centre et de l'Artibonite a entraîné une augmentation des déplacements dans les provinces du pays. Ce niveau de déplacements place clairement Haïti dans la catégorie des pays en situation de fragilité, de conflit et de violence (FCV).

La situation de fragilité, de conflit et de violence (FCV) crée des obstacles systémiques pour l'identification et l'état civil. L'accès physique aux centres d'enregistrement est souvent impossible dans les zones sous contrôle des gangs ou touchées par le conflit, et

les équipes mobiles de sensibilisation sont exposées à de graves risques sécuritaires. Le déplacement rompt le lien entre les individus et leur lieu de naissance ou de résidence, ce qui complique les processus de vérification et retarde la délivrance des documents. Beaucoup de personnes déplacées perdent leurs pièces d'identité en fuyant, et leur remplacement dans des zones d'insécurité peut s'avérer quasiment impossible. Non seulement cette situation exclut-elle des personnes des services publics essentiels, mais elle accentue aussi leur vulnérabilité, l'absence de pièce d'identité limitant l'accès à la protection sociale, à l'aide humanitaire, à l'éducation et aux opportunités économiques.

Cadre juridique et capacités institutionnelles

Le fossé entre la volonté du législateur et la réalité sur le terrain illustre bien les problèmes de gouvernance plus généraux auxquels Haïti est confronté, les lois étant souvent plus avancées sur le papier que dans la pratique. Ce constat est particulièrement manifeste dans les systèmes d'état civil et d'identification, où la faiblesse persistante des capacités, un financement insuffisant et les difficultés logistiques brident des cadres juridiques progressistes et des mandats institutionnels formels.

Les lois en vigueur en matière d'état civil sont difficiles à appliquer. Le Code civil demeure la référence juridique fondamentale en matière d'état civil, définissant les exigences d'enregistrement des naissances, des mariages et des décès. Cependant, les dispositions pertinentes sont dispersées dans plusieurs articles, ce qui complique leur interprétation et leur application dans la pratique. Des instruments complémentaires — notamment le décret de 2020 qui a redéfini le cadre de l'identification nationale — apportent des précisions supplémentaires, sans pour autant qu'ils soient pleinement intégrés au Code civil ni aux autres lois sectorielles. Cette dispersion rend la compréhension plus difficile pour les praticiens et peut affaiblir la conformité. Par exemple, certains préposés d'état civil interrogés ignoraient le délai légal d'enregistrement d'un enfant, le croyant plus court que ce que prévoit la loi.

Les fonctions institutionnelles reflètent ce manque de cohésion. L'Office national d'identification (ONI), placé sous la tutelle du ministère de la Justice et de la Sécurité publique, gère le système national d'identification, tandis que l'état civil est administré par un réseau décentralisé de bureaux de l'état civil, avec l'appui d'acteurs tels que les tribunaux, les établissements de santé, les autorités communales, les ambassades et les consulats.

Plusieurs facteurs entravent les efforts de réforme. Les réformes ont renforcé le cadre juridique de l'identification et introduit des dispositifs de sécurité modernes, tels que des cartes d'identité biométriques équipées de puces, et les partenaires de développement ont soutenu le renforcement des capacités. Cependant, ces avancées sont freinées par des infrastructures insuffisantes, des processus obsolètes et une faible couverture en dehors des centres urbains.

Projets connexes en cours de mise en œuvre

Plusieurs initiatives de la Banque mondiale et d'autres partenaires de développement se sont employées à renforcer les systèmes d'état civil et d'identification en Haïti ainsi que leur interopérabilité avec d'autres bases de données, avec un succès limité. À ce jour, la plupart de ces efforts ont été, en grande partie, de petite envergure et fragmentés, se bornant souvent à des projets pilotes, des interventions sectorielles ou des activités ciblant des zones géographiques restreintes ou des groupes de population spécifiques. Par conséquent, ils n'ont pas encore permis d'opérer la transformation systémique nécessaire pour moderniser l'écosystème de l'identification de base d'Haïti. Bien que certaines initiatives aient produit de précieux enseignements et des améliorations localisées, leurs effets sont restés circonscrits aux contextes ciblés.

Mettre en place un système d'identification solide et inclusif en Haïti nécessitera une stratégie nationale globale, soutenue par des investissements à la mesure de l'enjeu, comme le souligne la section "Recommandations" du présent diagnostic. Cette démarche devrait viser à créer un écosystème intégré répondant aux besoins des individus, des institutions publiques et du secteur privé. Outre la Banque mondiale, les principaux partenaires de développement œuvrant dans ce domaine comprennent l'Organisation des États américains (OEA), la Banque interaméricaine de développement (BID), des institutions des Nations Unies telles que l'UNICEF, le HCR et l'OIM, ainsi que le Programme alimentaire mondial (PAM) et d'autres acteurs bilatéraux et multilatéraux.

Les tableaux 1.1 et 1.2 décrivent des projets appuyant des initiatives liées à l'enregistrement des populations (y compris identification, état civil et protection sociale), ainsi que des améliorations en matière de données contribuant au renforcement de l'écosystème de l'identification. L'annexe B présente une sélection de documents essentiels sur les systèmes d'état civil et d'identification en Haïti.

Tableau 1.1: Projets impliquant la Banque mondiale

INTITULÉ DU PROJET	SITUATION	DESCRIPTION
Projet de protection sociale adaptative pour une résilience accrue (ASPIRE/PSARA)	En cours	L'objectif de développement du projet (PDO) PSARA est de fournir des transferts monétaires aux ménages ciblés et de poser les bases d'un système de protection sociale adaptative capable de répondre à des chocs tels que les catastrophes naturelles et les pandémies. Ses composantes comprennent la fourniture de transferts monétaires via le programme de filets sociaux Klere Chimen, le renforcement et l'élargissement du registre social existant (SIMAST), et l'amélioration des systèmes de données pour le ciblage et le suivi. Ces activités sont étroitement liées au partage des données, à l'interopérabilité et à la qualité des données personnelles, car elles supposent la mise à jour et la validation des informations sur les ménages, l'amélioration de l'interopérabilité des bases de données de protection sociale et la mise en œuvre d'outils de suivi géolocalisés pour garantir une fourniture précise, transparente et efficace des prestations.
Projet d'accélération numérique d'Haïti (HDAP)	Clôturé	Les PDO consistaient à accroître l'accès aux services de haut débit en Haïti et à poser les bases d'une résilience numérique permettant de répondre aux chocs. Le projet a été mis en œuvre par le ministère des Travaux publics, Transports et Communications (MTPTC). Le présent diagnostic ID4D s'inscrit dans le prolongement du projet HDAP, sous la forme d'une assistance technique complémentaire.

Tableau 1.2: Projets associant d'autres partenaires de développement et acteurs humanitaires

INTITULÉ DU PROJET	SITUATION	DESCRIPTION
Soutien à l'Office national d'identification d'Haïti (ONI) **OEA, MAE, USAID (jusqu'en 2025)**	En cours	Les objectifs sont de renforcer la capacité institutionnelle de l'Office national d'identification d'Haïti (ONI), d'améliorer les systèmes nationaux d'enregistrement et de distribution des cartes d'identité, ainsi que de concevoir et de mener une campagne nationale de sensibilisation du public.
Renforcer les fondements de la transformation numérique de la gestion publique afin d'améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale **BID**	En cours	L'objectif de développement est de contribuer à l'amélioration de la mise en œuvre des politiques et de la prestation de services aux citoyens en favorisant une plus grande efficacité de la gestion publique grâce à la numérisation. Les objectifs de développement spécifiques sont les suivants: i) renforcer la capacité institutionnelle de l'agence gouvernementale du numérique, ii) accroître l'efficacité des systèmes de gestion centraux gérés par le MEF central grâce à la numérisation de sa gestion interne, et iii) renforcer la capacité de surveillance et de gestion de la cybersécurité des agences publiques prioritaires.
Programme de l'hémisphère occidental – Réhabilitation des CRLDI **OIM**	En cours	Réhabilitation des centres de réception et de livraison des documents d'identité (CRLDI) et soutien aux autorités compétentes pour la délivrance des documents d'identité. Sept CRLDI ont déjà été remis en état.
Poto Mitan **AFD, Expertise France**	En cours	Le projet vise à améliorer des services d'état civil et des services administratifs inclusifs et accessibles localement en renforçant les institutions publiques et en favorisant l'engagement citoyen. Il accompagne les réformes nationales et les efforts de décentralisation, en mettant l'accent sur l'efficacité, l'équité et la réactivité, notamment au profit des femmes. Le programme améliore également la qualité des services grâce à des partenariats entre citoyens et administration, une meilleure gestion des plaintes et une plus grande transparence.

2. ÉCOSYSTÈME DE L'IDENTIFICATION EN HAÏTI

Présentation générale

L'écosystème de l'identification de base d'Haïti est composé de systèmes d'état civil, d'identification et de protection sociale. Le système d'état civil est chargé de l'enregistrement de toutes les naissances, tous les décès, mariages et adoptions, et le cadre de l'identification prévoit l'enregistrement dès la naissance, tandis que les cartes d'identification nationale sont délivrées à partir de 18 ans. Par ailleurs, le système de protection sociale (le registre social) contient des données à caractère personnel utilisées pour l'évaluation de la vulnérabilité.

Les principales institutions qui interviennent dans l'écosystème de l'identification d'Haïti sont les suivantes:

- Le ministère de la Justice et de la Sécurité publique (MJSP), et en particulier l'Office national d'identification (ONI), qui opère sous son autorité, ainsi que les officiers de l'état civil (OEC), qui sont des fonctionnaires assermentés de la République.

- Le ministère de la Culture et de la Communication (MCC), et en particulier les Archives nationales (ANH), qui opèrent sous son autorité.

- Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales (MICT), qui joue un rôle essentiel dans la décentralisation administrative et territoriale des processus d'état civil et d'identification.

- Les ambassades et consulats (relevant du ministère des Affaires étrangères et du Culte).

- Les organisations de la société civile (OSC) et les responsables religieux, qui jouent un rôle important de mobilisation communautaire et de plaidoyer auprès de la population.

Le pays compte trois principales bases de données à grande échelle contenant des données d'identification: les Archives nationales, le système national d'identification et le Registre social. Deux autres bases de données, contenant un sous-ensemble de données d'identification, mais répondant à des usages plus ciblés, sont également utilisées dans le pays: le Système d'identification fiscale et le Système de passeport.

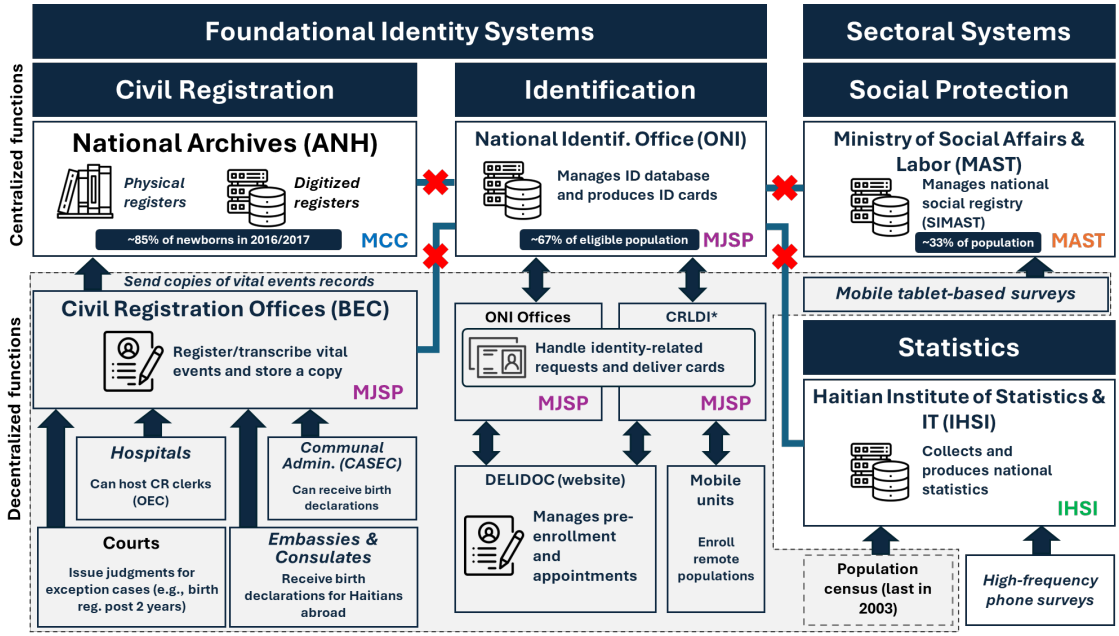
Tableau 2.1: Liste des systèmes liés à l'identification en Haïti et leurs caractéristiques (analyse de la Banque mondiale)

NOM DU SYSTÈME	RÔLE	AUTORITÉ COMPÉTENTE	NIVEAU DE DÉMATÉRIALISATION
Archives nationales (ANH)	Conserve les registres d'état civil et délivre des extraits d'archives	Les Archives nationales d'Haïti relèvent du ministère de la Culture et de la Communication	Système papier, avec une numérisation (scannage) limitée des copies papier
Système national d'identification	Délivre des numéros d'identification et des cartes d'identité aux ressortissants et résidents haïtiens	Office national d'identification (ONI), placé sous l'autorité du ministère de la Justice et de la Sécurité publique	Entièrement dématérialisé
Registre social (Système d'information du ministère des Affaires sociales et du Travail, SIMAST)	Collecte des données démographiques aux fins d'identification et de ciblage des ménages vulnérables	Ministère des Affaires sociales et du Travail	Entièrement dématérialisé
Système d'identification fiscale (base de données NIF)	Conserve les numéros d'identification fiscale des contribuables (historiquement NIF, en cours de transition vers le NINU)	La Direction générale des impôts (DGI), qui relève du ministère de l'Économie et des Finances	Partiellement dématérialisé (ancien système, quelques difficultés d'intégration du NINU)
Base de données des passeports	Délivre et gère les passeports pour les citoyens haïtiens	Service de l'immigration et de l'émigration, relevant du ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales	Entièrement dématérialisé

Les mécanismes de coordination entre les institutions gérant les trois principaux systèmes sont insuffisants. Les systèmes fonctionnent sans grande interaction en raison de l'absence de mécanismes d'interopérabilité. Le fait que les trois bases de données soient gérées par des entités différentes complique l'harmonisation des

procédures et des données, ce qui limite le potentiel d'interopérabilité. Les deux autres systèmes qui contiennent un sous-ensemble d'informations identitaires fonctionnent de manière totalement indépendante et ne sont pas intégrés à l'écosystème.

Figure 2.1: Aperçu de l'écosystème de l'identification de base en Haïti (analyse de la Banque mondiale)



In color, higher level responsible entity / ministry
* CRLDI = Centers for the Reception and Delivery of Identity Documents

Un constat récurrent dans l'écosystème de l'identification en Haïti est que la pratique s'écarte souvent sensiblement des dispositions législatives. Les lois haïtiennes elles-mêmes sont vagues et décrivent mal les procédures. Lorsque la loi est précise et prescriptive, elle est rarement appliquée, ou lorsqu'elle l'est, c'est avec des retards importants. Par exemple, le décret du 18 juin 2020 apporte des modifications importantes aux procédures d'état civil, mais rien n'indique clairement que ses dispositions soient appliquées de manière systématique. Nous décrirons donc ici à la fois la situation réelle et le cadre juridique existant.

Les trois principaux écosystèmes fondateurs d'Haïti peinent tous à combler l'écart entre leur efficacité opérationnelle et les lois qui les régissent. Le système d'état civil, codifié dès avant l'indépendance d'Haïti en 1804, a beaucoup de mal à clarifier et à appliquer son cadre juridique. Le système d'identification est un peu mieux organisé, mais de nombreux problèmes subsistent, notamment en matière de financement et de couverture. Les systèmes de protection sociale ont leur part de problèmes, mais le fait qu'ils sont développés avec l'appui d'organisations internationales de développement qui les utilisent, et qu'ils touchent moins aux autres aspects de la vie quotidienne, explique qu'ils soient utilisés de manière fiable par les organismes œuvrant dans la protection sociale et les acteurs humanitaires.

Le décret de 2005 portant création de l'ONI a marqué le début d'une dynamique de consolidation des fonctions d'identification et d'état civil. Cette restructuration a réuni les responsabilités en matière d'identification et d'état civil au sein du ministère de la Justice et de la Sécurité publique, précisément de l'Office national d'identification (ONI). Cela n'a toutefois entraîné aucun changement substantiel pour les Haïtiens, qui doivent toujours accomplir séparément les démarches liées à chacune de ces fonctions.

Plusieurs dynamiques concourent au maintien du statu quo, notamment les suivantes:

- **Alors que l'état civil relève, en vertu d'une prérogative historique, de fonctionnaires placés sous l'autorité du ministère de la Justice et de la Sécurité publique, l'ONI est une agence bien plus récente, dotée d'une autorité administrative.** L'ONI dispose des moyens financiers et opérationnels nécessaires pour fonctionner plus rapidement, sans être entravé par des structures et des processus dépassés, ni par les plafonds salariaux habituels des agents publics, ce qui lui permet de recruter plus facilement du personnel qualifié. Cependant, la forte disparité dans les capacités et les moyens entre les deux institutions freine toute convergence vers la rationalisation des systèmes d'état civil et d'identification.
- **L'état civil a toujours été un processus analogique, fondé sur le stylo et le papier ainsi que sur la gestion de registres physiques rappelant des livres.** Un acteur interrogé a qualifié les agents de l'état civil de "scribes", dont le rôle consiste principalement à transcrire des informations textuelles d'un document à un autre. L'identité, en revanche, est traitée comme un processus numérique, s'appuyant sur des technologies numériques telles que la biométrie, ainsi que sur des outils comme les formulaires et bases de données numériques. Construire une passerelle entre ces deux mondes exige du temps, une volonté politique affirmée et des moyens financiers importants.
- **Jusqu'à présent, la volonté politique d'intégrer les systèmes et les services est restée faible.** Dans tous les pays, y compris en Haïti, la volonté d'offrir un service public de qualité se heurte aux difficultés liées au financement et à la coopération entre les différentes entités concernées. Des financements insuffisants conjugués à de faibles incitations freinent le partage des données, empêchant ainsi le développement d'infrastructures techniques et de cadres de confiance. Favoriser l'interopérabilité suppose de rationaliser les processus et d'éviter les redondances; or, une réticence organisationnelle naturelle se manifeste lorsque le changement et la recherche de l'efficacité sont perçus comme une menace potentielle pour le pouvoir politique et les budgets.

Niveaux de couverture

Les crises constitutionnelles, institutionnelles, sociales, sanitaires et naturelles qui touchent Haïti depuis une décennie, conjuguées à des conditions loin de faciliter les enquêtes, ont entravé la collecte de données par des enquêtes démographiques. Le dernier recensement de la population d'Haïti a été réalisé en 2003. Les estimations démographiques ultérieures reposent sur des projections établies à partir de ce recensement, tandis que des enquêtes par sondage fournissent des informations démographiques et socioéconomiques complémentaires. La plupart des données désagrégées ne sont pas accessibles, et les rares données disponibles proviennent de sources diverses employant des méthodes de collecte différentes. Par conséquent, ces données ne permettent que de dresser un tableau général de l'état actuel du pays.

Tableau 2.1: Liste des systèmes liés à l'identification en Haïti et leurs caractéristiques (analyse de la Banque mondiale)

GROUPE DE POPULATION	CHIFFRE[3]	COUVERTURE EC POUR LES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS	COUVERTURE ID
Population totale	11,867,032 (100%)	85 % estimations d'EMMUS-VI 2016-2017	4 400 000 (estimation USAID de février 2023) 4 700 000 (estimation de la BM d'avril 2025)
dont les adultes (âgés de 15 ans et plus)	~7,594,900 (64%)	Indéterminée	Voir ci-dessus
dont les enfants (moins de 15 ans)	~4,272,131 (36%)	Indéterminée	Aucune
dont les hommes/garçons	5,873,888 (49.5%)	Indéterminée	75,8% (estimation Findex 2017)
dont les femmes/filles	5,993,144 (50.5%)	Indéterminée	83% (estimation Findex 2017)
dont les personnes vivant en zones urbaines	7,084,618 (59.7%)	90% estimations d'EMMUS-VI 2016-2017	Indéterminée
dont les personnes vivant en zones rurales	4,782,413 (40.3%)	82% estimations d'EMMUS-VI 2016-2017	Indéterminée
dont les personnes vivant avec moins de 2,15 dollars par jour (PPA 2017) – projection 2026	36.6%	Indéterminée	Indéterminée
dont les analphabètes (âgés de 15 ans et plus) – données de 2012	32%	Indéterminée	Indéterminée
dont les analphabètes (âgés de 15 à 24 ans) – données de 2017	11%	Indéterminée	Indéterminée

[3] Chiffres fondés sur les statistiques de l'IHSI pour 2024 et sur des extrapolations basées sur des indicateurs démographiques et géographiques. Les chiffres absolus ne sont pas fournis lorsque l'indicateur est exprimé en points de pourcentage pour une période de référence antérieure à 2024.

État civil

Des taux élevés d'enregistrement à l'état civil masquent d'importantes disparités de revenus et géographiques. L'enquête EMMUS-VI 2016-2017 fournit les statistiques les plus récentes sur l'état civil. Selon cette enquête, on estime que 85% des enfants voient leur naissance enregistrée avant l'âge de cinq ans, une statistique encourageante. Cependant, dans le quintile le plus pauvre, les naissances ne sont enregistrées que pour 75% des enfants, ce qui montre que les populations les plus vulnérables sont en butte à des difficultés importantes. On observe par ailleurs un écart de 8 points de pourcentage entre les zones urbaines et rurales, les zones urbaines affichant un taux d'enregistrement de 90%, contre 82% dans les zones rurales. L'enregistrement de la naissance ne se traduit pas toujours par la possession d'un acte : 85% des enfants de moins de cinq ans ont vu leur naissance enregistrée, alors que seuls 77% possèdent un acte de naissance.

Figure 2.2: % d'enfants de moins de cinq ans dont la naissance a été enregistrée à l'état civil, par quintile de richesse, du quintile le plus pauvre (à gauche) au quintile le plus riche (à droite[WB20.1]). EMMUS-VI 2016-2017.

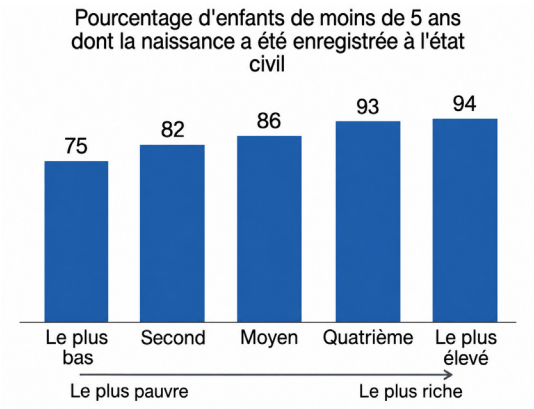
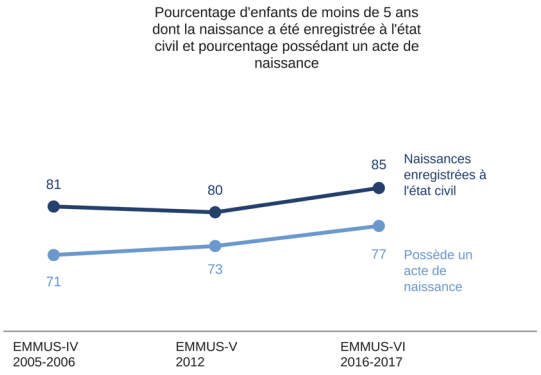


Figure 2.3: % d'enfants de moins de cinq ans dont la naissance a été enregistrée à l'état civil (bleu foncé) et % possédant un acte de naissance (bleu clair). EMMUS-VI 2016-2017.



Identification (ID)

Bien que la loi prévoie l'enregistrement de tous les Haïtiens, quel que soit leur âge, les procédures actuelles visent presque exclusivement les adultes. Environ 6,15 millions de personnes ont été enregistrées dans la base de données d'identification d'Haïti entre 2019 et 2025[4], dont environ 4,4 à 4,7 millions sont des titulaires vivants d'une CINU. Environ 67% de cette population (les Haïtiens âgés de plus de 18 ans) est couverte. Sur les 6,15 millions d'individus enregistrés dans la base de données, environ 10% n'ont pas encore reçu leur carte d'identification nationale unique (soit environ 650 000 cartes non livrées en mai 2025).

[4] Statistiques de mai 2025. Les statistiques actualisées peuvent être consultées sur le site Web de l'ONI (https://oni.gouv.ht/), dans l'onglet "Statistiques"

Difficultés pour les personnes non enregistrées

L'absence de certificat de naissance a des conséquences importantes pour les enfants comme pour les adultes, compromettant la capacité à obtenir une carte d'identification nationale. Il faut un acte de naissance pour obtenir une carte d'identification nationale. D'autres documents, comme un acte de mariage, peuvent en théorie être acceptés, mais dans la pratique, pour les obtenir il faut souvent aussi un acte de naissance. Le décret du 18 juin 2020 dispose que les certificats de baptême peuvent également être utilisés pour obtenir une carte d'identification nationale. Dans la réalité, même les actes de naissance délivrés par les bureaux de l'état civil (BEC) (par opposition aux extraits des Archives nationales) sont parfois rejetés comme pièces justificatives..

Or, posséder une carte d'identification nationale est une condition légale pour accéder à la plupart des services publics. Nombre de ces services sont liés au secteur formel, comme occuper un poste politique, travailler pour le secteur public ou privé, demander des documents à l'administration publique, s'inscrire à l'université, ou obtenir un passeport, un permis de conduire ou une plaque d'immatriculation de véhicule. Mais cette exigence s'étend également à des processus dont les effets en cascade aboutissent à l'exclusion. Par exemple, ouvrir un compte bancaire, obtenir un numéro de téléphone, voter, et, plus généralement, bénéficier de programmes sociaux publics, exigent tous légalement une carte d'identification nationale.

Les procédures d'exception sont mal définies et mal appliquées, la forte opacité juridique entraînant confusion et rejet des démarches d'état civil et d'identification. Par exemple, une carte d'identification nationale est requise pour "tout enregistrement ou demande auprès du registre de l'état civil ou des services de l'état civil des Archives nationales". En d'autres termes, pour enregistrer une naissance (y compris la sienne), un adulte doit présenter sa carte d'identification nationale, qui elle-même demande un certificat de naissance pour être établie. À la liste des cas où la loi exige explicitement une carte d'identification nationale, le décret du 18 juin 2020 ajoute: "généralement tous les autres cas exigeant une pièce d'identification". Cette situation laisse les prestataires de services dans l'incertitude juridique quant aux moyens d'identification qu'ils peuvent accepter, ce qui se traduit par des traitements au cas par cas, sources de confusion tant chez les prestataires de services que chez les citoyens. Cette confusion généralisée pousse de nombreux Haïtiens à recourir à l'illégalité, ou simplement à renoncer aux démarches d'état civil et d'identification.

3. SYSTÈME D'ÉTAT CIVIL

Présentation générale et contexte

L'état civil en Haïti a une longue histoire, qui remonte à la période coloniale. Mis en place durant la colonisation française, ce système était conçu pour enregistrer les faits d'état civil tels que les naissances, les mariages et les décès. Les visées étaient principalement administratives et juridiques, notamment en matière fiscale et successorale.

Après l'indépendance d'Haïti en 1804, l'État adopta et adapta le système d'état civil d'alors. L'objectif était de poser les bases de la gouvernance et de l'ordre social dans la nation nouvellement indépendante. Au fil des années, des cadres législatifs ont été introduits pour formaliser et moderniser le processus d'enregistrement. Par exemple, le Code civil d'Haïti, adopté pour la première fois en 1825, imposait l'enregistrement des faits d'état civil et définissait les responsabilités des autorités locales dans la tenue de registres exacts. Les modifications ultérieures apportées au Code civil et les lois complémentaires se sont attachées à affiner ces réglementations, en traitant notamment des questions relatives aux retards d'enregistrement et aux sanctions en cas de non-conformité. Au milieu du XX^{e} siècle, le Gouvernement haïtien a adopté des décrets spécifiques pour étendre la portée des bureaux de l'état civil, dans le but d'améliorer l'accessibilité dans les zones rurales mal desservies. Ces mises à jour législatives témoignaient d'une prise de conscience croissante de l'importance des documents d'état civil pour la planification nationale, l'identité juridique et l'équité sociale.

Bien qu'obligatoire et strictement réglementé, l'état civil est insuffisamment financé, ce qui engendre des problèmes opérationnels. Dans la pratique, l'état civil en Haïti se résume à l'enregistrement des naissances, les mariages, décès et autres faits d'état civil n'étant pas enregistrés de manière systématique. Les activités d'état civil relèvent de l'autorité du ministère de la Justice et de la Sécurité publique (MJSP). À la suite du décret du 18 juin 2020, ces responsabilités ont été spécifiquement attribuées à l'ONI, l'agence du MJSP chargée de l'identification, bien que seuls les officiers de l'état civil (OEC) soient légalement habilités à signer les actes d'état civil.

Tableau 3.1: Système d'enregistrement des naissances, récapitulatif des informations principales

ENREGISTREMENT DES NAISSANCES	
Âge minimum d'admissibilité	Dès la naissance
Âge maximal pour la déclaration ordinaire	Deux ans, après quoi le processus d'enregistrement de la naissance doit passer par un tribunal de première instance pour être régularisé En 2019, un décret présidentiel a institué une période de cinq ans durant laquelle les personnes souhaitant régulariser leur situation pouvaient le faire gratuitement
Population cible	Ressortissants haïtiens Étrangers nés sur le sol haïtien
Taille de la population cible	~11.6 millions
Couverture	85% des enfants de moins de 5 ans ont été déclarés enregistrés dans l'enquête EMMUS-VI 2016-2017, contre 81% en 2005-2006
Coût des certificats de naissance pour la population	Gratuit en théorie. Dans la pratique, il est bien connu que les certificats de naissance sont souvent facturés entre HTG 250 et HTG 1000 (1,9 à 7,6 dollars)

Inclusion

Éligibilité

Toutes les naissances de ressortissants haïtiens peuvent être enregistrées dans le système d'état civil. Par ailleurs, les étrangers nés en Haïti peuvent également faire enregistrer leur naissance. L'enregistrement est légalement obligatoire, et la loi prévoit des peines d'emprisonnement pour les personnes ayant été témoins d'une naissance et qui n'en font pas la déclaration, bien que ces peines soient très rarement appliquées. L'enregistrement des naissances est également rendu pratiquement obligatoire en en faisant une condition à l'accès à de nombreux services fondamentaux, tels que l'ouverture d'un compte bancaire, l'inscription à l'école ou l'obtention d'une carte d'identité. L'âge limite pour l'enregistrement des naissances est fixé à deux ans. Au-delà, la régularisation doit s'effectuer par voie judiciaire. La procédure à suivre à cet effet n'est pas clairement définie et s'avère donc complexe à suivre.

Encadré 3.1 : Le certificat de naissance

Le certificat de naissance haïtien délivré par le bureau de l'état civil (BEC) est un document papier de format A4 contenant des éléments biographiques et des métadonnées.

Ces éléments sont manuscrits sur des formulaires préimprimés et ne comportent pratiquement aucun élément de sécurité, à l'exception du tampon à l'encre et de la signature de l'officier de l'état civil.



Photo: World's Children's Prize Foundation

Coût

L'enregistrement des naissances est théoriquement gratuit, mais dans la pratique, les bureaux de l'état civil n'ont pas de ressources financières suffisantes et facturent parfois les citoyens de manière informelle pour ce service. Le montant facturé peut varier selon les cas. Selon une étude de l'UNICEF de 2020, le montant prélevé pour l'enregistrement des naissances se situerait entre HTG 250 et HTG 1000 (soit 1,9 à 7,6 dollars), et des frais pouvant atteindre HTG 1500 ont été documentés. Ces montants représentent plusieurs semaines de salaire pour une part importante de la population (voir les statistiques dans la section Niveaux de couverture), ce qui

peut dissuader les citoyens les plus démunis de déclarer la naissance de leurs enfants. Les autorités au plus haut niveau de l'État ont conscience de cette situation, comme en témoigne une circulaire de 2019 du ministre de la Justice rappelant aux officiers de l'état civil que les procédures d'enregistrement des naissances et la délivrance des certificats de naissance doivent être gratuites.

Un certificat de baptême, délivré par une institution religieuse, peut parfois tenir lieu de certificat de naissance en Haïti. Ces certificats sont primordiaux pour les enfants dont la naissance n'a pas été officiellement déclarée. Ils sont souvent acceptés à des fins telles que l'inscription scolaire (en particulier dans les écoles confessionnelles) et comme pièce justificative pour l'enregistrement tardif des naissances ou l'obtention d'une carte d'identification nationale. Toutefois, à l'instar des certificats de naissance, les certificats de baptême ont un coût pouvant aller jusqu'à HTG 1000, ce qui représente un obstacle financier supplémentaire pour les familles dans le besoin.

Difficultés pour la population

Déclaration par les mères

Les lois et les coutumes imposent des contraintes disproportionnées aux mères souhaitant déclarer la naissance de leur enfant. Lors de la déclaration, elles doivent fournir une pièce d'identité pour la mère et pour le père. En 2021, l'UNICEF a révélé qu'à cause de cette exigence, les agents de l'état civil demandent souvent que le père soit également présent lors de la déclaration, soit par méconnaissance de la procédure applicable, soit en raison de la coutume. Étant donné que de nombreux enfants de familles monoparentales naissent hors mariage — notamment dans les cas où le père refuse de reconnaître sa paternité ou lorsque l'identité du père est inconnue —, cette situation crée des conditions empêchant les mères de déclarer la naissance de leurs enfants. Cela perpétue des traditions culturelles qui conduisent à la sous-déclaration des enfants par les mères célibataires, par honte ou par méconnaissance.

Accès aux bureaux de l'état civil

Les bureaux de l'état civil sont principalement situés dans les centres-villes, ce qui engendre plusieurs obstacles. En dépit des efforts faits pour les déployer à travers le pays, notamment dans des maternités, ces cas demeurent rares et l'accès aux bureaux de l'état civil reste difficile.

Obtention de copies

Il s'avère particulièrement difficile d'obtenir des copies des certificats de naissance, pour plusieurs raisons. Parmi celles-ci figurent la complexité des procédures, le coût

et l'éloignement des centres administratifs (ANH et BEC, selon le cas) en mesure de les délivrer, ainsi que l'inadéquation et le non-respect des procédures établies par l'administration à différents maillons de la chaîne. Pour de plus amples informations sur les obstacles liés aux coûts, voir la section Coût. Pour de plus amples informations sur les difficultés liées aux procédures, voir la section Cycle de vie et processus opérationnels.

Gouvernance

Sur le plan administratif, le système d'état civil en Haïti est structuré autour de 10 bureaux régionaux, d'environ 180 bureaux locaux et de quelques autres acteurs clés chargés de gérer l'enregistrement des faits d'état civil à travers le pays. L'autorité centrale, placée sous la tutelle du ministère de la Justice et de la Sécurité publique (MJSP), supervise la mise en œuvre des politiques et de la réglementation, en veillant au respect des lois nationales. Les bureaux régionaux coordonnent les actions entre les départements, offrant soutien et supervision aux bureaux de l'état civil locaux. Les bureaux locaux constituent les principaux points de contact pour les citoyens : ils enregistrent les naissances ainsi que les mariages et les décès, bien que ces deux derniers faits soient rarement consignés. Bien que l'état civil relève principalement des bureaux du MJSP, les hôpitaux, l'administration communale, les ambassades et les consulats participent aussi à la consignation des données d'enregistrement des naissances. Par ailleurs, les tribunaux sont aussi habilités à rendre des jugements autorisant l'enregistrement des naissances lorsque l'enfant a dépassé l'âge de deux ans. Bien que le ministère de la Culture, par l'intermédiaire des Archives nationales, soit tenu de conserver des copies des registres de l'état civil, il ne joue aucun rôle fonctionnel dans les processus d'état civil au-delà de la conservation et de la consultation de ces documents. Le décret de juin 2020 (voir encadré 3.2) rapproche les fonctions d'état civil et d'identification, mais ne précise pas les modalités ni la répartition des responsabilités entre l'ONI et les officiers de l'état civil (OEC) (voir section suivante).

Encadré 3.2: Articles du décret de juin 2020 relatifs à l'état civil et à l'ONI

Article 7 – Le Ministère chargé de la Justice, assurant la direction du service de l'état civil et exerçant la tutelle de l'Office national d'Identification, synchronise les rôles et compétences respectifs de ces deux entités afin de les rendre aptes à gérer efficacement le registre national d'identification.

Article 7.1 – Les officiers de l'état civil demeurent des fonctionnaires publics qui collaborent étroitement et systématiquement avec l'Office national d'Identification dans le cadre de la gestion du certificat de naissance et du numéro d'identification nationale unique.

Article 7.2 – L'Office national d'Identification procède à la saisie numérique et au traitement des données relatives à l'état civil. De même, il s'assure de l'attribution du numéro d'identification nationale unique et de la délivrance du certificat de naissance, du certificat de décès et de la carte d'identification nationale.

Source: Décret de juin 2020 sur le numéro d'identification nationale unique et la carte d'identification nationale

Bureaux de l'état civil (BEC)

Les processus d'état civil sont principalement gérés par les bureaux de l'état civil (BEC), leurs officiers (OEC) et leurs préposés. Ceux-ci sont chargés de transcrire les déclarations de naissance dans leurs registres, de conserver des copies, d'en partager avec les Archives nationales d'Haïti et d'en fournir à la population.

Encadré 3.3: Bureaux de l'état civil

Les bureaux de l'état civil se trouvent majoritairement dans les zones urbaines, et les informations en ligne sur leurs emplacements restent limitées. Le bureau de Cap-Haïtien ne disposait d'aucun système numérique, l'électricité y faisait souvent défaut, et les agents travaillaient dans des pièces exiguës et mal éclairées, sans aucune confidentialité, ce qui nuisait à la prestation des services et à la tenue rigoureuse des registres.





Photos: Alexandre Amard, Banque mondiale

Le décret de 2005 place les BEC et les OEC sous l'autorité et la supervision de l'ONI, en théorie pour mieux rapprocher l'état civil et l'identification. L'idée est que cela pourrait, par exemple, faciliter la délivrance de numéros d'identification nationale lors de l'enregistrement des naissances. Dans la pratique, toutefois, les choses n'ont pas beaucoup évolué en raison de contraintes financières et techniques:

- **L'UNICEF indique que les BEC manquent cruellement de personnel.** Les allocations budgétaires destinées aux salaires n'intègrent pas systématiquement le personnel des BEC, ce qui laisse de nombreuses fonctions essentielles à la charge de travailleurs qui ne sont pas à la solde du MJSP. On estime qu'environ 42,5% du personnel des BEC n'a reçu aucune rémunération du MJSP en 2021[5]. Leur rémunération repose en revanche sur les frais perçus pour des services qui, en vertu de la loi, devraient être fournis gratuitement. En fait, le personnel des BEC est contraint de recourir à des pratiques illégales pour maintenir ses activités.

[5] Oversee Advising Group (OAG). Étude compréhensive du système d'enregistrement des naissances en Haïti. UNICEF Haiti, 2021.

- **La formation du personnel est un autre problème majeur.** Environ 29% (29,4) du personnel a déclaré n'avoir reçu aucune formation sur les normes, standards et lois relatifs à l'enregistrement des naissances[6]. Même pour le personnel formé, le contenu des formations repose souvent sur des informations obsolètes qui ne rendent pas compte des dernières évolutions législatives. Cela a été confirmé lors d'une mission de la Banque mondiale, au cours de laquelle il est apparu que certains employés ignoraient des dispositions légales aussi élémentaires que le délai imparti pour une déclaration de naissance ordinaire.

Archives nationales d'Haïti

Les Archives nationales d'Haïti (ANH), placées sous la tutelle du ministère de la Culture et des Communications, sont chargées de la collecte, de la conservation et de la gestion des documents d'état civil. Il s'agit notamment des certificats de naissance, de mariage et de décès. Ces archives constituent un dépôt centralisé de documents officiels utilisés à des fins juridiques et administratives. La loi du 18 août 1976 sur les Archives nationales, qui définit les missions et responsabilités en matière d'état civil, précise que les extraits signés délivrés par les Archives nationales constituent des pièces justificatives valables auprès des institutions administratives, judiciaires ou autres sur l'ensemble du territoire national.

Mais les Archives nationales font face à plusieurs défis:

- **Frais.** Contrairement aux bureaux de l'état civil, les Archives nationales ne sont pas légalement tenues de fournir leurs services gratuitement; elles sont autorisées à facturer des frais pour la préparation et la délivrance de copies d'actes, les revenus ainsi générés étant affectés au budget de fonctionnement de l'institution.

- **Sécurité.** Les Archives nationales sont réparties entre deux bâtiments, le bureau principal — qui abrite des documents historiques et des actes d'état civil de Port-au-Prince antérieurs à 1950 — étant inaccessible en raison de la situation sécuritaire dans la ville. L'autre bâtiment, situé à Delmas 75, abrite la majorité des registres de l'état civil répartis sur huit zones de stockage séparées par région, sur une superficie totale d'environ 600 m^2. Les extraits d'archives relatifs aux faits d'état civil représentent environ 70% de l'activité des Archives, soit près de 200 personnes sur un total de 300.

- **Faible numérisation des documents.** Cette situation compromet l'accessibilité et accroît le risque de perte ou de détérioration due à des facteurs environnementaux. La plupart des documents sont encore conservés sous forme physique, ce qui les rend vulnérables aux catastrophes naturelles et aux mauvaises conditions de stockage. Les Archives nationales ont des problèmes d'espace pour le stockage des nouveaux documents, et plusieurs années d'archives restent encore à classer.

[6] Ibid.

Depuis 2005, ce qui est qualifié de projet pilote (mais qui constitue en réalité une procédure opérationnelle courante) assure la numérisation progressive des dossiers, par une infrastructure fournie par la société FamilySearch. Entre 2008 et 2012, une campagne de numérisation massive soutenue par l'OEA et le Gouvernement du Canada a permis de numériser 16,7 millions de documents, mais cette campagne a depuis pris fin.[7]

Encadré 3.4: L'extrait d'archives

L'extrait délivré par les Archives nationales est un document papier au format A4 contenant une copie de l'acte d'état civil.

Les informations sont imprimées mécaniquement sur du papier gaufré, sur lequel est apposé un hologramme. Chaque extrait est ensuite signé individuellement par le directeur général.

Le papier coûte environ 0,70 dollar le feuillet et l'hologramme 0,40 dollar la pièce, soit un total de 1,10 dollar en consommables par extrait, hormis l'impression.



RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

ARCHIVES NATIONALES

D2016/410757

Extrait des registres des Actes de **Naissance** déposés au bureau des Archives Nationales de la République.

Commune : JACMEL - Bureau : NORD
Acte n° : - Année : 199 - Registre : ALZ - Page :

ACTE DE NAISSANCE DE né le 11 août 1993

A0520153

L'An mil neuf cent quatre-vingt- , An 19 ème de l'Indépendance et le Lundi trois Jan er.
Par-devant Nous Thieno LUBIN, Officier de l'Etat Civil de Jacmel Section Nord, Soussigné;
A comparu le , majeur demeurant à Jacmel et domicilié à Jacmel. Lequel nous a présenté un enfant du sexe masculin qu'il nous a déclaré être son fils né le à midi de ses oeuvres légitimes avec la citoyenne son épouse majeure demeurant et domiciliée à Jacmel.
Auquel enfant il a donné les prénoms de
Dont acte fait en notre Bureau, Rue Baranquilla en présence de et de tous deux majeurs demeurant et domiciliés à Jacmel témoins choisis et amenés par la comparante.
Après lecture faite par nous du présent acte, l'avons signé avec le comparant et les témoins.
Récépissé de l'Administration Générale des Contributions au No 644 Série H.H.H.
Signé: Le Comparant: Les Témoins: L'Officier:
Thieno LUBIN

Fait à Port-au-Prince, le 14 novembre 2016
POUR COPIE CONFORME

JEAN WILFRID BERTRAND
DIRECTEUR GENERAL

Photo: Haiti démarches administratives

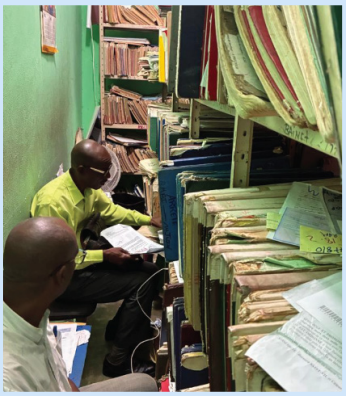
[7] https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/a034034001

Encadré 3.5: Activités des Archives nationales

Les opérations de l'état civil représentent environ 70 % des activités des Archives nationales et comprennent le stockage, la préservation et la numérisation des actes d'état civil, ainsi que la production d'extraits d'archives.

Ces photographies montrent un poste de numérisation et le processus fastidieux de recherche manuelle des dossiers dans des registres en dégradation qui tapissent l'entrepôt d'environ 600 m^2.





Photos : Archives nationales d'Haïti

Autres acteurs fonctionnels

Outre les BEC, différents acteurs interviennent dans les processus d'enregistrement des naissances:

- Le conseil d'administration de section communale (CASEC) peut initier les processus de l'état civil, en particulier dans les localités où aucun BEC n'est disponible à proximité[8].

- Dans certains hôpitaux, les agents de l'état civil détachés par les représentations locales du BEC peuvent initier les enregistrements de naissance. Les hôpitaux peuvent fournir les informations relatives aux naissances en guise de justificatifs pour les déclarations, mais leurs systèmes ne sont pas directement reliés aux bases de données de l'état civil, ce qui limite l'efficacité et empêche le partage de données en temps réel. Une fois le processus initial achevé, l'agent emporte les actes au BEC pour signature par l'officier de l'état civil. Les documents signés sont ensuite renvoyés à l'hôpital dans les jours qui suivent pour être retirés par les parents, ce qui peut se solder par des retards et des actes non retirés si les parents ne reviennent pas.

[8] Loi du 4 avril 1996 portant organisation de la collectivité territoriale de section communale.

- Les ambassades et consulats font office de BEC pour les Haïtiens vivant à l'étranger.

- Les églises et autres institutions religieuses peuvent fournir des certificats de baptême, qui peuvent servir de pièces justificatives à l'appui d'une déclaration de naissance ou d'une demande d'établissement d'une carte d'identité.

- Les tribunaux locaux peuvent régulariser certaines situations (par exemple, les déclarations de naissance effectuées alors que l'enfant a dépassé l'âge de deux ans).

Encadré 3.6: Bureau de l'agent chargé de l'enregistrement des naissances dans une maternité à Cap-Haïtien

À l'hôpital Justinien de Cap-Haïtien, le bureau de l'agent chargé de l'enregistrement des naissances est situé dans un espace ouvert, accessible au public, sans aucune mesure de confidentialité. Les certificats de naissance sont conservés sans protection particulière dans le tiroir du bureau, exposés au risque de perte, de détérioration ou d'accès non autorisé. De nombreux certificats ne sont pas retirés, car les mères quittent souvent l'hôpital avant que les documents ne soient signés et prêts à être remis, ce qui complique davantage la délivrance rapide et sécurisée des actes.



Photo : Alexandre Amard, Banque mondiale

Cycle de vie et processus opérationnels

Déclaration de naissance: enregistrement des informations, délivrance des certificats de naissance et transcription dans les registres

Un système d'enregistrement des naissances existe, mais dans la pratique, les mères ont beaucoup de mal à déclarer la naissance de leurs enfants, notamment dans le cas d'enfants nés hors mariage (voir section Difficultés pour la population). La déclaration doit être faite auprès d'un officier de l'état civil de la municipalité où réside la mère ou dans laquelle l'enfant est né. Cette étape consiste à signaler la naissance de l'enfant à l'autorité civile compétente dans les deux ans suivant la naissance. Cette responsabilité incombe aux parents ou, en leur absence, aux professionnels de santé (médecins, sages-femmes) ou à toute personne présente lors de l'accouchement[9]. Lorsque la naissance a lieu dans un hôpital, les parents demandent une attestation de naissance, qui peut être utilisée pour faciliter l'enregistrement ultérieur de la naissance. Dans les régions sans accès immédiat à un bureau de l'état civil, les naissances peuvent aussi être déclarées auprès du conseil d'administration de section communale (CASEC), qui transmettra ensuite la déclaration au BEC. Pour les Haïtiens nés à l'étranger, les ambassades et consulats jouent le rôle d'officier de l'état civil, enregistrant les naissances et transmettant les actes aux Archives nationales d'Haïti (ANH)[10].

Les officiers de l'état civil recueillent les données nécessaires à l'enregistrement des naissances sur la base des informations fournies par les parents, les autres personnes présentes à la naissance et les témoins. Les établissements religieux, comme les églises, servent également, bien souvent, de sources de données, notamment par le biais de certificats de baptême, et certains établissements médicaux fournissent aussi des données sur les naissances pouvant être utilisées pour établir des actes d'état civil. Le formulaire à utiliser dépendra de la situation familiale de l'enfant. Il existe trois formulaires distincts — "Mère", "Père" et "Tiers" — ce qui complique la procédure.

[9] Décret du 14 novembre 1988.
[10] Loi du 14 septembre 1953 sur le service consulaire.

Tableau 3.2: Pratiques des officiers de l'état civil (OEC) pour l'enregistrement d'une naissance à l'état civil et l'attribution du nom de famille de l'enfant[11]

Déclarant	Situation matrimoniale des parents de l'enfant	Copie de la déclaration remise au déclarant	NOM de famille devant être porté par l'enfant / MENTION inscrite en marge de l'acte
1. Père	Marié	Certificat de naissance / déclaration "père"	Père – enfant légitime
	Concubinage	Déclaration "père"	Père – enfant naturel
2. Mère	Mariée	Certificat de naissance / déclaration "mère"	Père [sur présentation de l'acte de mariage] – enfant légitime
	Concubinage	Déclaration "mère"	Père – enfant naturel
	Célibataire	Déclaration "mère"	Mère – enfant naturel
	Veuve [ancienne épouse légale]	Déclaration "mèr "	Père [sur présentation de l'acte de mariage] – enfant légitime
	"Veuve" [ancienne partenaire, concubinage]	Déclaration "mère"	Mère – enfant naturel
3. Héritiers adultes du défunt accompagnés de la "veuve"	Mère "veuve" [ancienne partenaire, concubinage]	—	Père – enfant naturel
4. Représentant du père	Mariés ou en concubinage	—	Père – enfant naturel
5. Tuteurs de l'orphelin/des orphelins	Parents mariés mais décédés	Certificat de naissance / déclaration de " tiers " (personne)	Père – enfant légitime ou naturel
5.1. Tuteurs du côté paternel	Parents en concubinage mais décédés	—	Père [sur présentation de l'acte de mariage des parents] – enfant légitime
5.2. Tuteurs du côté maternel	Parents en concubinage mais décédés, ou mère célibataire et décédée	—	Père – enfant naturel / mère – enfant naturel
6. Médecins, chirurgiens, sages-femmes ou autres personnes présentes à la naissance ou ayant accueilli la mère pour l'accouchement	—	Les officiers de l'état civil refusent souvent d'enregistrer la déclaration de naissance	—

[11] Source: Diagnostic des systèmes d'enregistrement à l'état civil et d'identification nationale en Haïti, 2007, GARR et D&D

Le processus d'enregistrement des naissances présente des incohérences manifestes. Les registres ne sont pas fournis systématiquement par le ministère de la Justice et de la Sécurité publique, d'où d'éventuelles divergences dans les formulaires utilisés dans les différents BEC. Par ailleurs, il existe souvent un décalage entre l'introduction de nouvelles exigences légales — telles que celles prévues par le décret du 18 juin 2020 — et leur application sur le terrain, de sorte que tous les BEC ne recueillent pas nécessairement les éléments de données actualisés. Les données les plus fréquemment recueillies lors de l'enregistrement des naissances sont les suivantes (dans cet ordre) :

- Numéro de l'acte
- Date de l'acte
- Nom de l'OEC et ville du BEC
- Nom et adresse du père
- Sexe de l'enfant
- Mention de la situation matrimoniale des parents (enregistré comme enfant "légitime")
- Date et heure de naissance
- Nom et adresse de la mère
- Nom de l'enfant
- Noms et ville de deux témoins

Le processus d'enregistrement des naissances est mal protégé contre les fraudes. Le décret du 18 juin 2020 impose l'indication de la nationalité des deux parents ainsi que des numéros d'identification nationale uniques (NINU) de la mère, du père et de l'enfant. Il supprime également l'obligation d'enregistrer la situation matrimoniale des parents et la présence de témoins. Dans la pratique, les anciens registres sont encore en usage. Les informations sont consignées à la main dans un formulaire standardisé et tamponnées à l'encre ordinaire, offrant une protection minimale contre la falsification ou l'utilisation non autorisée. Les agents de l'état civil enregistrent les informations dans la plupart des cas, mais ils ne sont pas habilités à signer les actes. Les actes sont, par conséquent, souvent signés par lots, ce qui oblige la famille à revenir au bureau pour récupérer son acte signé.

Bien que d'après la politique les dépôts doivent être effectués entre le 1er janvier et le 10 février de chaque année, de graves retards persistent ; de nombreux registres ne sont pas transmis pendant plusieurs années et demeurent archivés dans les bureaux locaux de l'état civil. L'acte signé est transcrit dans deux registres:

l'un reste au bureau aussi longtemps que l'OEC est en activité, et l'autre doit suivre une chaîne administrative complexe. Il est d'abord soumis au commissaire du gouvernement pour être signé, puis envoyé au ministère de la Justice et de la Sécurité publique pour être finalement transmis aux Archives nationales. Or, lorsque les registres ne sont pas transmis, les Archives nationales sont dans l'impossibilité de fournir des extraits d'archives pour ces actes, et la seule option pour en obtenir une copie consiste à retourner au bureau dans lequel l'enregistrement initial a été effectué, dans l'espoir que la copie du registre soit encore accessible et récupérable. Lorsque le mandat de l'officier de l'état civil prend fin, les représentants du ministère de la Justice doivent inventorier les registres restants dans le bureau, les soumettre à un processus de certification impliquant le commissaire, puis les transmettre aux Archives nationales. Selon toute indication, c'est rarement le cas dans la pratique.

Encadré 3.7: Actes et registres d'état civil non remis

En raison du délai entre la déclaration et la signature par l'officier de l'état civil, de nombreux actes d'état civil restent longtemps dans les bureaux de l'état civil, dans des conditions peu favorables à leur intégrité et à leur consultation ou récupération.



Photos: Alexandre Amard, Banque mondiale

Gestion des données

La gestion des données est elle aussi très complexe:

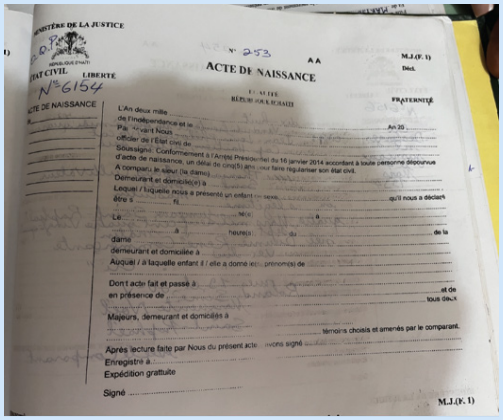
- Jusqu'à la fin de l'étape décrite ci-dessus, chaque processus repose sur du papier. Le certificat de naissance remis à la famille est une simple feuille de papier ordinaire, et les deux registres de naissance sont des livrets en papier.

- Les actes ont été initialement conçus pour comporter un identifiant unique censé faciliter le suivi et l'authentification. Cependant, faute de ressources dans les bureaux de l'état civil, ces actes sont principalement photocopiés à partir d'un document source unique — moyen le moins coûteux de les obtenir —, ce qui signifie qu'un même identifiant peut figurer sur des centaines, voire des milliers d'actes.
- De même, les registres sont souvent acquis en dehors de tout circuit officiel, et les numéros y sont inscrits à la main.

La seule opération de numérisation des données d'enregistrement des naissances concerne le registre transmis aux Archives nationales, mais même les capacités disponibles à cet effet sont réduites. Depuis 2005, une partie des actes d'état civil est en cours de numérisation : les actes traités pour répondre aux demandes d'extraits d'archives et les registres de l'état civil reçus des officiers de l'état civil. Faute de capacités, seule une fraction de ces registres de l'état civil qui arrivent est numérisée. Ce processus de numérisation est assuré par une vingtaine d'opérateurs sur des ordinateurs, qui introduisent manuellement les informations des registres dans le système. De plus, les registres sont numérisés et joints aux dossiers de la base de données numérisée. Ce système est fourni gratuitement par FamilySearch, une organisation mormone américaine. Les données sont communiquées à l'organisation, qui fournit en retour une base de données structurée aux Archives nationales, ainsi que les fonctionnalités de recherche appropriées.

Encadré 3.8: Registres de l'état civil

Ces livrets sont principalement acquis auprès de l'imprimeur local le moins cher, et leur qualité laisse beaucoup à désirer. Un registre de 200 pages coûte environ HTG 5 000 (~40 dollars).



Photos : Alexandre Amard, Banque mondiale

Obtention de copies des certificats de naissance

Le BEC et les Archives nationales peuvent tous deux fournir des copies des certificats de naissance (celles délivrées par les Archives nationales sont appelées "extraits d'archives"), mais cette procédure présente également des difficultés

considérables. Pour les copies demandées au BEC, l'acte de naissance doit être intact et localisable (voir encadré 3.7), et le demandeur doit s'acquitter du coût de la copie. Cependant, ces copies sont rarement acceptées comme documents officiels, vu qu'elles sont facilement falsifiables. Les extraits d'archives s'avèrent des copies plus utiles. Cette procédure est elle aussi émaillée de nombreuses difficultés. Tout d'abord, pour obtenir un extrait d'archives, le registre concerné doit avoir été reçu par les Archives nationales d'Haïti. Ensuite, la procédure d'obtention d'extraits manque de transparence en raison de l'absence d'informations publiques sur le processus, le site Web des Archives nationales n'étant plus en ligne depuis 2020. Enfin, les copies sont coûteuses : en 2020, une copie coûtait HTG 700,00, soit environ 5,35 dollars.[12]

Les citoyens ont trois options pour obtenir un extrait d'archives, chacune nécessitant une démarche en personne. La première option consiste à déposer une demande directement au bureau des Archives nationales. En raison de la situation sécuritaire actuelle, cette option n'a de sens que pour les personnes résidant déjà à Port-au-Prince. La deuxième option consiste à déposer la demande dans l'un des bureaux de demande et de livraison des Archives nationales, y compris ceux présents dans les Centres de réception et de livraison des documents d'identité (CRLDI). Il faut généralement un mois pour obtenir un extrait d'archives par cette voie, ce qui inclut le temps de transit depuis Port-au-Prince jusqu'à l'antenne déconcentrée des Archives nationales. La dernière option consiste à effectuer la demande par l'intermédiaire du réseau de partenaires des Archives nationales (par exemple, Sogexpress, une entité du groupe Sogebank). Dans le cas où aucun de ces moyens ne permet de localiser un acte de naissance, une nouvelle déclaration doit être effectuée auprès d'un tribunal local, sans garantie que ce nouveau document parviendra aux Archives nationales en vue d'une réémission ultérieure.

Interopérabilité et utilisation

Seuls les certificats de naissance originaux, les extraits d'archives et, dans de rares cas, les copies certifiées conformes sont acceptés pour les procédures administratives, mais la majorité des dossiers sont conservés sur support papier, sans interopérabilité avec d'autres systèmes ou services. En l'absence d'interopérabilité, les autres bases de données contenant des informations personnelles, telles que le Registre national d'identification et le SIMAST, sont obligées de saisir à nouveau les données. Cette difficulté est aggravée par le caractère non structuré des certificats de naissance et la diversité des styles calligraphiques qui rend la reconnaissance optique des caractères particulièrement ardue. Ces facteurs accroissent considérablement le risque d'erreurs lors de la transcription des données, notamment en raison des conventions d'appellation singulières et peu normalisées courantes en Haïti.

[12] Des opérations proposant des extraits d'archives gratuits à la population, appelées "Coup de poing" ou "Kout pwen" en créole haïtien, ont été organisées en partenariat avec l'ONI, mais elles demeurent rares et ciblées.

Par ailleurs, les copies des certificats de naissance délivrées par les BEC ne sont, dans la pratique, pas jugées fiables. Bien qu'il s'agisse de formes d'identification légalement acceptables pour accéder à des services courants tels que l'ouverture de comptes bancaires ou l'obtention de passeports, elles sont trop facilement falsifiables. L'extrait d'archives est requis dans ces cas, car il comporte un élément de sécurité holographique depuis 2008. Les extraits peuvent néanmoins être obtenus par le biais d'agents corrompus des Archives nationales.

Récapitulatif des processus opérationnels et des difficultés connexes

Figure 3.1: Représentation simplifiée des processus d'enregistrement des naissances et d'obtention des copies de certificats de naissance, et principales difficultés observées (analyse de la Banque mondiale)

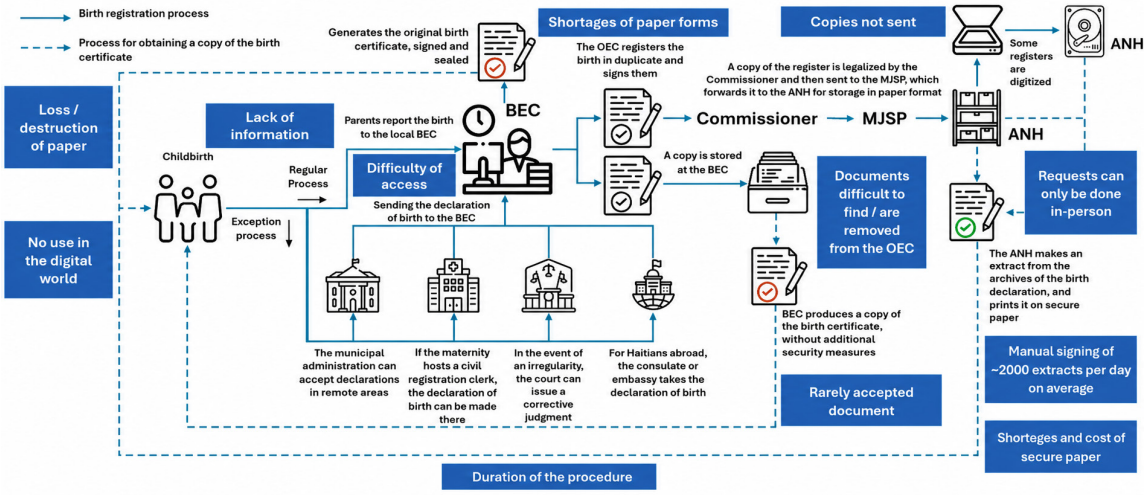


Tableau 3.3: Liste des problèmes pesant sur les processus d'enregistrement des naissances en Haïti (analyse de la Banque mondiale)

PROBLÈME	DESCRIPTION
1. Manque d'information – incertitude quant au lieu d'enregistrement de l'acte ou à la démarche à suivre	De nombreux citoyens ignorent où leur naissance a été enregistrée, quel bureau détient le document ou comment en demander un extrait, surtout s'ils ont déménagé dans un autre département.
2. Difficultés d'accès – obstacles physiques et financiers pour se rendre dans les bureaux de l'état civil	Les bureaux de l'état civil sont souvent éloignés des lieux de résidence, en particulier dans les zones rurales ou montagneuses. Le mauvais état des routes, les coûts élevés du transport et l'insécurité rendent l'accès à ces bureaux particulièrement difficile pour les citoyens.
3. Absence de dossiers – registres de l'état civil manquants ou détruits	Les registres physiques peuvent avoir été endommagés, perdus ou ne jamais avoir été correctement enregistrés en raison de catastrophes, d'un mauvais archivage ou de négligence.
4. Copies non transmises – lacunes dans la transmission entre les communes et les Archives nationales	Les bureaux de l'état civil locaux peuvent omettre d'envoyer des copies des registres de l'état civil aux Archives nationales (ANH), réduisant ainsi les possibilités de consultation et de récupération des documents.
5. Documents difficiles à trouver / retirés du BEC – mauvaise organisation ou retrait non autorisé des registres	Même lorsque des copies existent au bureau de l'état civil, elles peuvent être égarées, mal cataloguées ou retirées, ce qui rend leur extraction difficile.
6. Demande d'extrait en personne uniquement – absence de mécanismes de demande à distance ou par délégation	Les citoyens doivent souvent se rendre en personne à la commune d'enregistrement ou aux Archives nationales, ce qui s'avère coûteux et fastidieux, en particulier pour les personnes résidant dans d'autres départements ou à l'étranger.
7. Signature manuelle de ~2 000 extraits par jour en moyenne – surcharge administrative	Le volume élevé de demandes d'extraits, combiné aux exigences de signature manuelle, entraîne de longs délais de traitement.
8. Manque de papier sécurisé – pénurie de fournitures officielles	Le papier sécurisé officiel requis pour l'établissement des extraits peut venir à manquer, bloquant le processus jusqu'au réapprovisionnement.
9. Document rarement accepté – reconnaissance institutionnelle limitée	Certains extraits, en particulier les plus anciens, peuvent ne pas répondre aux normes en vigueur et être rejetés par les institutions, contraignant les demandeurs à recommencer l'ensemble du processus.
10. Inutile dans l'environnement numérique – absence de numérisation et d'interopérabilité	Les actes de naissance ne sont pas intégrés dans les systèmes électroniques, ce qui limite leur utilisation dans les services publics numériques.
11. Perte ou destruction du papier – vulnérabilité physique des registres	Les registres sur support papier sont vulnérables à la détérioration, aux inondations, aux incendies, aux nuisibles et aux dommages liés à la manipulation.
12. Durée de la procédure – délais de traitement excessifs	Les délais liés à la recherche, à la vérification et à la préparation manuelle peuvent prolonger le processus sur plusieurs semaines, voire des mois.

4. SYSTÈME D'IDENTIFICATION

Présentation générale et contexte

Contrairement à l'état civil, dont l'histoire en Haïti remonte au XVIIIe siècle, l'identification de base est un concept bien plus récent. Elle trouve ses origines juridiques dans le décret du 1er juin 2005 portant création de l'ONI et instituant la carte d'identification nationale. Avant 2005, la carte fiscale et le numéro d'identification fiscale constituaient les principaux moyens d'identification des citoyens et résidents haïtiens. Depuis lors, ils ont été progressivement remplacés par le Numéro d'identification nationale unique (NINU) et la Carte d'identification nationale unique (CINU), désormais considérés comme les deux principaux moyens d'identification légale. Dans la pratique, toutefois, le numéro d'identification fiscale est encore exigé par certains prestataires de services.

La carte d'identification nationale a été conçue à l'origine principalement à des fins électorales et a bénéficié d'un large soutien de l'Organisation des États américains (OEA). Ce lien étroit entre la carte et les processus électoraux demeure prégnant aujourd'hui, de nombreux Haïtiens, y compris au sein de l'administration, appelant la carte d'identification nationale "carte électorale".

En juin 2020, un nouveau décret est venu remplacer celui de 2005 et représente désormais le cadre législatif applicable. Ce texte régit le fonctionnement de l'ONI, l'enregistrement dans la base de données d'identification ainsi que les cartes d'identification nationale. Le décret a également introduit rétroactivement une nouvelle version électronique de la carte d'identité haïtienne en 2018, dont la délivrance a débuté en 2019. Enfin, le décret attribue spécifiquement à l'ONI des prérogatives en matière d'enregistrement des naissances, dans le but de rationaliser les processus d'enregistrement des naissances et d'identification.

Tableau 4.1: Système national d'identification, récapitulatif des informations de base (analyse de la Banque mondiale, source des données: ONI)

IDENTIFICATION NATIONALE	
Âge minimum d'admissibilité	Naissance pour l'enregistrement partiel (attribution d'un NINU, sans capture biométrique). Cinq ans pour l'enregistrement complet (attribution d'un NINU, capture biométrique). Âge de 18 ans pour obtenir une carte d'identification nationale.
Population cible	Ressortissants haïtiens.

IDENTIFICATION NATIONALE	
Taille de la population cible	~7 millions.
Couverture	Nombre estimé de personnes vivantes détenant une carte d'identification nationale unique (CINU) : entre ~4,4 millions (estimation USAID 2023) et ~4,7 millions (estimation Banque mondiale 2025) (sur la base des livraisons de cartes et des taux de mortalité sur la période concernée). ~6,5 millions de personnes inscrites au registre d'identification entre 2019 et 2025. Environ 52 % de femmes contre 48 % d'hommes (selon les statistiques de mars 2025).
Coût de la carte pour la population	Gratuité de la première carte et des cartes suivantes (situation en décembre 2024). L'article 12.2 du décret de juin 2020 délègue à la loi budgétaire la détermination des frais applicables, ce qui pourrait conduire à l'introduction de frais. Des rapports de partenaires humanitaires ont signalé l'existence d'un " mécanisme informel mais systématisé de recherche de rente ", en vertu duquel la délivrance d'une carte, qui devrait être gratuite, est subordonnée au paiement d'une somme par le citoyen.
Coût de la carte pour le gouvernement	~4 à 5 dollars pour une carte vierge. ~11/12 dollars (estimation) coût total par carte, y compris les processus connexes. Ces coûts sont largement pris en charge par des bailleurs de fonds internationaux.

Inclusion

Éligibilité

L'inscription dans la base de données d'identification est obligatoire pour tous les Haïtiens. Tous les Haïtiens sont admis à obtenir un Numéro d'identification nationale unique (NINU), et tous les Haïtiens âgés de 18 ans et plus peuvent prétendre à une Carte d'identification nationale unique (CINU).

Utilisation

La CINU et le NINU sont indispensables pour accéder à la plupart des services publics et privés, et pour participer à la plupart des activités publiques essentielles. Il s'agit notamment de participer aux élections, de s'inscrire dans l'enseignement secondaire et de travailler dans le secteur formel. Mais la loi en fait une exigence au-delà du secteur formel, ce qui a une incidence sur les populations les plus vulnérables aussi : par exemple, posséder une carte d'identification nationale est aussi une obligation légale pour bénéficier des programmes de protection sociale et obtenir une carte SIM, laquelle peut être utilisée pour recevoir des transferts monétaires via les services d'argent mobile (voir section Inclusion financière et transferts monétaires).

Coût

Depuis l'introduction de la nouvelle carte d'identification nationale en 2019, l'enregistrement dans la base de données d'identification, l'attribution d'un numéro d'identification nationale unique et la délivrance d'une carte d'identification sont gratuits. La gratuité de la délivrance n'est pas garantie par la loi ; en effet, l'article 12.2 du décret de juin 2020 délègue la fixation des frais à la loi budgétaire, la rendant ainsi susceptible de modification.

Cependant, les coûts indirects peuvent engendrer des coûts et des difficultés en cascade pour les personnes vulnérables. Toute personne dans l'incapacité de présenter une carte d'identité aux forces de l'ordre peut se voir infliger une amende équivalant à 5 % de ses revenus mensuels, ou à 5 % du salaire minimum pour les personnes sans emploi. Bien qu'elle constitue une puissante incitation à se procurer une carte d'identité, cette règle peut engendrer un effet en cascade d'injustice en matière d'identification. Bien que l'inscription soit techniquement gratuite, elle exige la présence physique des personnes concernées dans les bureaux compétents, ce qui suppose des coûts de transport et des coûts d'opportunité ainsi que des risques potentiels dans le contexte sécuritaire actuel — autant de facteurs qui pèsent plus lourdement sur les populations défavorisées. Par conséquent, les personnes les plus vulnérables, incapables de se procurer une carte d'identité, se retrouvent doublement désavantagées: elles sont à la fois exclues des services essentiels et exposées à des amendes pour défaut de possession de ce document.

Encadré 4.1: Carte d'identification nationale unique

La carte d'identification nationale haïtienne est une carte de la taille d'une carte de crédit qui contient des éléments biographiques et biométriques, notamment le numéro d'identification nationale unique.

Ces éléments figurent dans la zone d'inspection visuelle, la puce et un code-barres 2D PDF417 au dos de la carte, offrant plusieurs moyens de capture des données, y compris par voie numérique.



Carte d'identification factice (Source : Site Web de l'ONI)

Difficultés pour la population

Documents sources

L'inscription dans la base de données d'identification passe par la présentation de documents que de nombreux Haïtiens ne possèdent pas. Les documents acceptés comprennent le certificat de naissance (original ou extrait d'archives), un certificat de baptême légalisé, un acte d'adoption ou un exemplaire du journal officiel pour les étrangers naturalisés. Entre 2005 et 2012, les personnes ne disposant pas de ces documents pouvaient produire deux témoins se portant garants de leur identité. Depuis que cette possibilité a été supprimée, l'inscription à la base de données de l'ONI, l'attribution d'un NINU et la délivrance d'une CINU sont subordonnées à la présentation des actes visés plus haut.

Distance par rapport aux centres d'inscription

Les quelque 150 centres d'inscription que compte Haïti laissent de vastes pans du territoire non couverts. Les bureaux de l'ONI sont répartis sur les 27 750 km^2 du pays et se trouvent principalement dans les mairies des villes (voir Figure 4.1: Carte des bureaux de l'ONI en Haïti), et leur seule option consiste souvent à attendre le passage d'une unité mobile, paramètre sur lequel ils n'ont aucun contrôle.

Délais d'impression, de réception et de livraison des cartes d'identification

Aujourd'hui, toutes les cartes d'identification sont imprimées à Port-au-Prince, ce qui en laisse un grand nombre non distribuées pour des raisons techniques et sécuritaires. Les cartes d'identification étaient autrefois acheminées par voie terrestre vers les centres de livraison à travers le pays, mais compte tenu de la situation sécuritaire extrêmement difficile, de nombreuses localités doivent désormais recourir au transport aérien pour sortir les cartes de ***Port-au-Prince***, avant qu'elles soient acheminées plus loin par la route, dans des conditions précaires. Cette situation crée des retards dans la remise des cartes d'identification. Ces contraintes sont déjà pesantes pour les grands sites fixes, mais elles deviennent critiques dans le cas des unités mobiles déployées dans des zones isolées. En mai 2025, 656 000 cartes n'ont pas été remises à leurs destinataires, ce qui représentait environ 11 % du total des cartes produites. Ce problème vient s'ajouter aux difficultés que rencontre le système de l'ONI. Les interruptions de la production des cartes dues à des problèmes techniques sont fréquentes, et il a été rapporté qu'une de ces interruptions a duré plusieurs mois. Les gangs contrôlant progressivement les principaux carrefours d'Haïti, tels que ***Port-au-Prince et Mirebalais***, des zones entières du pays se transforment peu à peu en enclaves, avec des solutions de transport très limitées, tandis que barrages routiers et points de contrôle illégaux sont monnaie courante. Cette difficulté trouve une parfaite illustration dans la situation du projet PSARA, qui vise à fournir 15 000 CINU à des populations vulnérables dans des zones isolées : après deux ans d'activités, seulement 6 000 cartes ont été délivrées.

L'ONI, en partenariat avec l'Agence française de développement, prépare actuellement le déploiement d'un second centre d'impression, à Vaudreuil (Cap-Haïtien).

Gouvernance

Rôle institutionnel

Le décret du 1er juin 2005 crée l'Office national d'identification (ONI), sous la tutelle du ministère de la Justice et de la Sécurité publique, en tant qu'organisme responsable de la gestion de l'identification de l'ensemble des Haïtiens et de la supervision de la délivrance des documents d'identification nationale. Le décret charge l'ONI d'assurer l'identification de tous les individus dès la naissance, reconnaissant cette mission comme une fonction administrative fondamentale indispensable tant à des fins civiles qu'électorales. Pour s'acquitter de cette mission, l'ONI est chargé de gérer et de tenir à jour le dépôt central des données d'identification de l'ensemble des citoyens haïtiens, à savoir le Registre national d'identification. Par ailleurs, la délivrance et le renouvellement des cartes d'identification nationale constituent l'une des prérogatives essentielles de l'ONI. Cela passe par le traitement des demandes, la vérification des documents d'identité et la garantie que l'ensemble des citoyens haïtiens ait accès à une pièce d'identité valide.

En plus de son rôle en matière d'identification, l'ONI est tenu de collaborer avec l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). Ce partenariat vise à accompagner les initiatives nationales de recensement de la population et à garantir l'exactitude et l'exhaustivité des données démographiques.

L'ONI se voit également confier un rôle dans les processus électoraux. Il est chargé de travailler en collaboration avec le Conseil électoral pour établir et tenir à jour des listes électorales fiables. La carte d'identification nationale constituant le document de référence pour l'inscription sur les listes électorales, le rôle de l'ONI est déterminant pour garantir l'intégrité et l'inclusivité des élections. L'ONI est donc tenu de fournir en temps utile aux

Encadré 4.2: Responsabilités de l'ONI d'après le décret de 2020

Article 18.- L'Office national d'identification a pour attributions de:

a) procéder à l'identification des Haïtiens dès leur naissance;

b) tenir le Registre national d'identification;

c) recevoir les demandes de cartes d'identification nationale;

d) délivrer et renouveler les cartes d'identification nationale;

e) collaborer avec l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) au recensement de la population;

f) exécuter toutes autres attributions qui lui sont assignées par la loi;

g) collaborer avec le Conseil électoral pour l'établissement des listes électorales.

autorités électorales des données d'identification exactes afin de faciliter des processus électoraux transparents et efficaces.

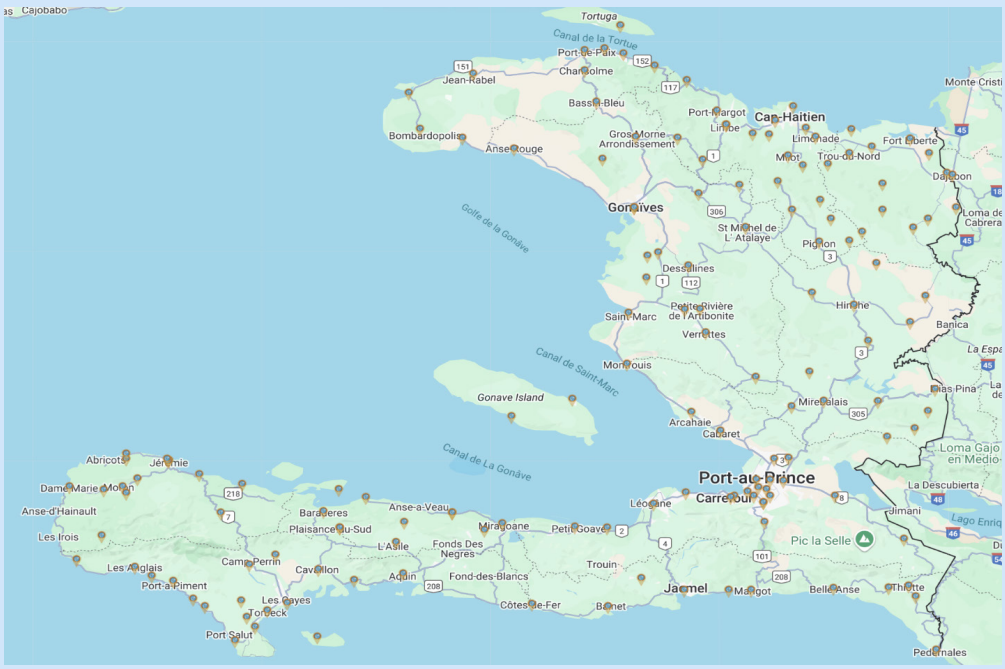
De surcroît, le décret confère à l'ONI le pouvoir d'autoriser la vérification d'identité aussi bien dans les institutions publiques que privées. Pour s'acquitter de cette autre mission, l'ONI est chargé de mettre en place des mécanismes de vérification, notamment des terminaux de vérification d'identité dans le cadre d'accords formels. Cette prérogative garantit que les personnes peuvent authentifier leur identité à diverses fins administratives, financières et juridiques, renforçant ainsi la sécurité et la confiance dans les transactions reposant sur l'identité.
En 2020, un nouveau décret a été signé pour remplacer celui de 2005. Tout en confirmant la majorité des dispositions du décret de 2005, ce nouveau texte a également établi clairement la responsabilité de l'ONI de collaborer avec les officiers de l'état civil pour les processus d'enregistrement des naissances.

Configuration organisationnelle

Bureaux fixes de l'ONI

L'ONI compte environ 150 bureaux fixes (BONI) répartis à travers le pays, qu'il partage tous avec d'autres institutions, telles que les mairies, les écoles, les commissariats de police, les bureaux de l'état civil et les tribunaux. Ces bureaux couvrent l'ensemble des départements du pays (voir Figure 4.1). Par ailleurs, des bureaux fixes de l'ONI sont implantés au Canada, aux États-Unis, au Mexique, aux Bahamas, aux îles Turks-et-Caïques, en République dominicaine, à Aruba, à Curaçao, au Panama, au Suriname, en Colombie, au Brésil, en Argentine et en France.

Figure 4.1 : Carte des bureaux de l'ONI en Haïti[13]



Kits mobiles

Les kits d'inscription mobiles viennent compléter les bureaux fixes de l'ONI, permettant de couvrir les zones difficiles d'accès où la capacité d'enregistrement est faible. Le matériel d'inscription est identique à celui des stations fixes, ce qui facilite les processus d'approvisionnement et de déploiement, mais il est conditionné dans de solides boîtes garantissant un transport sécurisé. Environ 30 kits mobiles de ce type peuvent être déployés simultanément à travers le pays, une cinquantaine d'unités ayant été acquises au total. Ces kits peuvent être déployés à partir d'une position semi-mobile, par exemple une tente équipée de mobilier de base et de panneaux solaires pour l'alimentation électrique. La plupart du matériel

Encadré 4.3: Exemple de kit mobile déployé dans des zones isolées

Le relief et la répartition de la population obligent l'ONI à déployer des kits mobiles, chacun tenu par 3 à 4 agents, lors de campagnes d'inscription à travers le pays. L'exemple ci-dessous présente une configuration entièrement équipée servant de "bureau mobile". Dans d'autres cas, la configuration est plus rudimentaire.



Photo : Département pour la gestion publique efficace, Organisation des États américains

[13] Consulté sur https://oni.gouv.ht/oni-map/ en février 2025

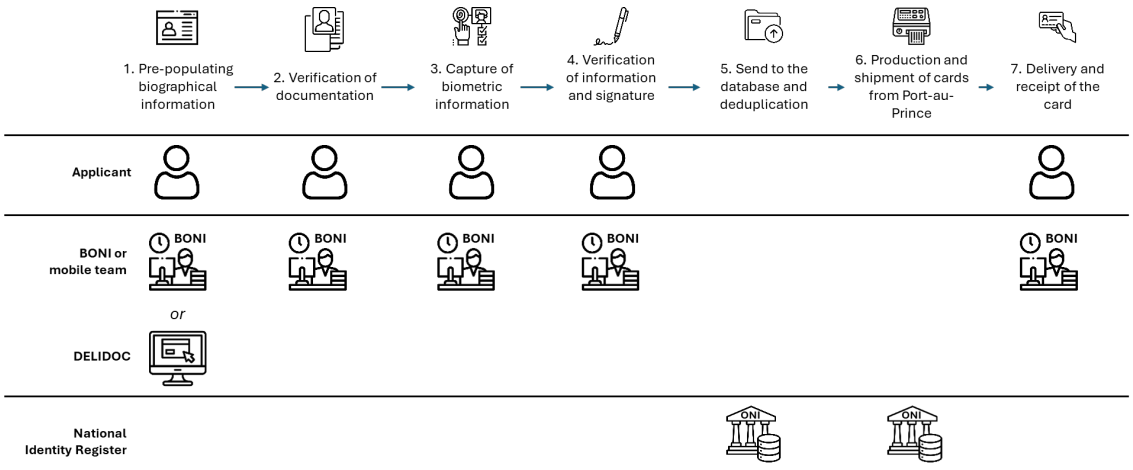
concernant les kits mobiles est acquis dans le cadre du projet de soutien de l'OEA à l'Office national d'identification d'Haïti.

Cycle de vie et processus opérationnels

Enregistrement dans la base de données d'identification

La première étape du processus d'identification est l'enregistrement dans la base de données d'identification. Ce processus peut être initié en personne dans un bureau de l'ONI (BONI), par des équipes mobiles, ou en ligne sur la plateforme DELIDOC accessible au public. Le choix du BONI pour effectuer l'enregistrement est laissé à la discrétion de chaque personne, bien que certains de ces bureaux n'acceptent que les dossiers initiés en ligne.

Figure 4.2: Représentation simplifiée des processus d'enregistrement d'identité et d'émission de carte, ainsi que des parties prenantes (analyse de la Banque mondiale)



Encadré 4.4: Un kit d'inscription type dans un bureau fixe

Le kit d'inscription comprend un ordinateur, un lecteur de cartes et une webcam pour l'authentification des opérateurs et la capture d'images, un scanneur pour numériser le document source, un scanneur d'empreintes digitales à plat, un scanneur d'iris, un pavé de signature et un système d'éclairage LED portable.



Photo : Département pour la gestion publique efficace, Organisation des États américains

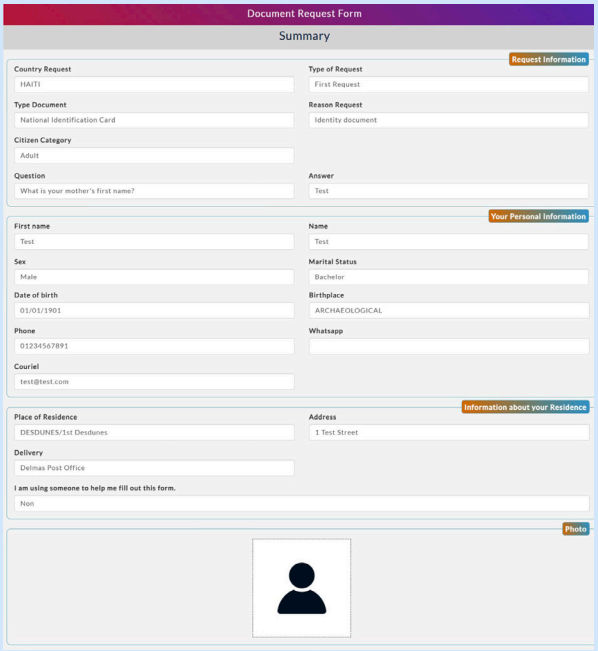
L'enregistrement initial commence par une pré-déclaration des informations biographiques. Il comprend des champs tels que le prénom, le nom de famille, le sexe, la situation matrimoniale, la date de naissance, le département, le district et la commune de naissance, ainsi que les coordonnées. L'adresse actuelle est aussi demandée, ainsi que le BONI de livraison souhaité. Les demandeurs peuvent également ajouter les coordonnées d'une personne les assistant dans la démarche, laquelle sera notifiée au cours de la procédure. Une photo de la personne est exigée. Les documents exigés comprennent soit des documents de base (extrait d'archives, certificat de naissance, acte de mariage), soit une copie du NINU, soit un rapport de police. Une fois la demande acceptée par le BONI, ou une pré-déclaration effectuée sur le site Web de DELIDOC, le demandeur reçoit un numéro de suivi lui permettant de vérifier l'état d'avancement de sa demande, soit auprès des préposés de l'ONI, soit directement sur le site Web de DELIDOC.

Délivrance de la carte d'identité

Une fois les informations du demandeur saisies, les données sont transmises au Registre national d'identification à *Port-au-Prince*. Les données peuvent être envoyées en temps réel ou par lot lorsque l'ordinateur d'inscription est hors ligne, auquel cas toutes les données saisies peuvent être transmises une fois l'ordinateur connecté à Internet. Les données sont ensuite dédupliquées sur la base des données biométriques recueillies (empreintes digitales, visage et iris).

Un contrôle qualité est effectué sur les données saisies à partir des documents sources. Une fois les données validées, le processus d'impression peut démarrer, lequel comprend également une étape de contrôle qualité une fois la carte imprimée.

Encadré 4.5: Récapitulatif des informations demandées pour la pré-déclaration (avec données fictives, traduit automatiquement en anglais)



Source: Site Web de DELIDOC

Aujourd'hui, tout le travail d'impression se fait à *Port-au-Prince*, ce qui — comme indiqué — pose des problèmes logistiques pour la distribution des cartes dans le reste du pays. C'est notamment le cas pour la distribution dans les zones les plus reculées, où vivent les personnes les plus démunies. Le Gouvernement haïtien envisage actuellement la décentralisation des processus d'impression vers *Cap-Haïtien* pour la partie septentrionale du pays, *Saint-Marc* pour le centre, et *Artibonite* et *Les Cayes* pour la partie méridionale.

Une fois traitées et imprimées, les cartes sont renvoyées par lots dans le bureau où l'enregistrement a eu lieu, un processus qui n'est pas sans difficultés. Les employés de bureau scannent ensuite les codes-barres de chaque carte pour confirmer leur réception. Les cartes restent ensuite au bureau jusqu'à ce qu'elles soient récupérées. Les demandeurs peuvent vérifier l'état d'avancement de leur carte d'identité via la plateforme DELIDOC; beaucoup ignorent cependant cette possibilité et se rendent dans les bureaux avant que leur carte soit prête. Les bureaux visités offraient une faible protection contre les intempéries et les conditions extérieures en général, et l'accès à l'électricité et à Internet était très réduit, ce qui entravait les opérations et engendrait des files d'attente.

Renouvellement des cartes

D'après la loi, la carte d'identification est valable 10 ans à compter de la date de production. Le nouveau système ayant été déployé en 2019 et les nouvelles cartes délivrées depuis lors, aucun renouvellement n'est requis au titre de la procédure de renouvellement standard. Les cartes ultérieures délivrées à la même personne le sont par le biais d'un processus de remplacement.

Remplacement des cartes

Les demandes de remplacement de cartes peuvent être effectuées via la plateforme "Doléances". La perte, l'égarement ou la détérioration de la carte, le changement de nom (par exemple, en cas de mariage ou d'adoption) ainsi que la correction d'erreurs sont autant de motifs de remplacement. Différentes pièces justificatives peuvent être demandées en fonction du motif de remplacement, notamment une déclaration de perte faite auprès de la police, un acte de mariage ou un jugement supplétif.

Encadré 4.6: Zone d'accueil pour les cartes d'identité

Comme il apparaît à l'image, des usagers font la queue au bureau de l'ONI à Cap-Haïtien pour recevoir leur carte d'identification sans aucune infrastructure de protection. Les coupures fréquentes d'Internet et d'électricité rallongent souvent le processus, s'ajoutant ainsi aux difficultés auxquelles les demandeurs sont confrontés.



Photo: Alexandre Amard, Banque mondiale

Modification des données

Il existe deux cas dans lesquels une modification des données peut être demandée: des erreurs ou des changements biographiques. Le premier cas concerne une erreur survenue lors de la saisie des informations au moment de l'enregistrement. La correction d'erreurs peut être effectuée sur présentation d'une pièce justificative appropriée, telle que le document source ou une carte antérieure. Un second cas peut se présenter lorsque certaines informations biographiques viennent à changer (par exemple, le nom, la situation matrimoniale ou le genre). La loi haïtienne autorise la modification des informations personnelles dans la base de données, sur la base des documents appropriés (par exemple, un acte de mariage ou de divorce, un jugement civil pour un changement de nom ou de genre). La modification doit être demandée dans les 2 mois suivant l'événement. Si les données sous-jacentes sont modifiées, la carte d'identification est invalidée et une nouvelle carte est délivrée au demandeur.

Vérification de la carte d'identification

La vérification de l'existence et de la validité de la carte d'identification peut être effectuée sur le site Web de DELIDOC, par le biais d'une interface Web accessible au public. Pour vérifier la carte d'identification, l'utilisateur doit fournir le NINU et la

date de naissance de la personne, ainsi que le numéro de la carte. En retour, si les informations correspondent à un enregistrement dans la base de données, le service renvoie les informations associées: nom, prénom, sexe, date de naissance, commune de naissance, ville de naissance et une photo en couleur.

Interopérabilité et utilisation

Le Registre national d'identification propose des services numériques en aval à d'autres entités gouvernementales ou pour des processus imposés par le gouvernement, tels que la connaissance du client (KYC) à l'intention des opérateurs de réseaux mobiles (ORM) et des fournisseurs de services financiers. Le premier mode de partage des données du Registre national d'identification par l'ONI consiste en l'envoi par lots de données démographiques à des fins électorales. Une autre méthode passe par un service de vérification, disponible sur la plateforme DELIDOC, qui permet à l'utilisateur de vérifier la validité et l'intégrité d'une carte, l'existence d'un numéro d'identification nationale unique (NINU), ainsi que les données associées à l'enregistrement. Enfin, l'ONI propose également une intégration directe à la base de données du Registre national d'identification via une interface de programmation d'applications (API). C'est le cas du ministère des Finances et du ministère du Commerce, par exemple, qui peuvent programmer des requêtes automatisées vers le Registre national d'identification.

5. ANALYSE DES CAS D'UTILISATION

Social Protection

Contexte

L'ampleur du défi de la pauvreté en Haïti souligne l'importance cruciale d'un ciblage efficace pour la protection sociale. En 2017, la pauvreté multidimensionnelle touchait environ 41% de la population haïtienne. D'ici à 2030, 3,65 millions d'Haïtiens pourraient bénéficier de mécanismes de transferts monétaires si le ciblage de la pauvreté multidimensionnelle est appliqué. Fournir à cette population des transferts représentant 50% du seuil de pauvreté nécessiterait des coûts de transferts monétaires équivalant à 10% du PIB du pays.[14]

Les mécanismes de protection sociale en Haïti sont depuis longtemps fragmentés et souffrent d'un cruel manque de données. Bien que cela n'ait pas empêché la mise en œuvre des programmes sociaux, ceux-ci ont principalement consisté en des initiatives ponctuelles et ont nécessité des ressources importantes pour atteindre et identifier les bénéficiaires. Ces dernières années, les principaux programmes de protection sociale à grande échelle ont été les suivants:

Encadré 5.1: Faits et chiffres clés

Pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure : **66%** (estimation de 2024), dont **36%** vivant dans l'extrême pauvreté (seuil de 2,15 dollars par jour).

Pourcentage de la population en proie à une insécurité alimentaire aiguë: **50%** (estimation de 2024).

Source : Banque mondiale. 2024. Macro Poverty Outlook : Latin America and the Caribbean.

- le programme Kore Lavi[15] (2013-2019, financé par l'USAID);
- le programme de sécurité alimentaire et de nutrition du 11e Fonds européen de développement (2017-2022, soutenu par l'Union européenne);
- le programme de transferts monétaires Klere Chimen, dans le cadre du projet PSARA (2021-2029, financé par l'IDA de la Banque mondiale);

[14] V. Tromben Rojas, S. Cecchini et R. Gilbert, "Estimates of the cost of cash transfers under the National Policy on Social Protection and Promotion (PNPPS) in Haiti", Project Documents, (LC/TS.2020/96), Santiago, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), 2020. https://repositorio.cepal.org/server/api/core/bitstreams/836f2877-6640-4a35-8f9f-2a8dbf2e4ce9/content

[15] https://www.usaid.gov/stories/kore-lavi

- les programmes de réponse à la COVID-19 et aux urgences multisectorielles mis en place par le Gouvernement haïtien, pour assurer des transferts monétaires, la distribution alimentaire et le versement de salaires aux employés du secteur textile;

- et une série de programmes de filets sociaux d'urgence à court terme mis en œuvre par le Fonds d'assistance économique et sociale (FAES), combinant transferts monétaires, paiements contre travail et distributions alimentaires en nature (financés par la Banque interaméricaine de développement, BID).

Le Système d'information du ministère des Affaires sociales et du Travail (SIMAST) est le principal dispositif national de protection sociale. Ce registre social statique a été mis en place en 2014 pour accompagner le programme Kore Lavi. Le SIMAST définit un score de l'Indice de privation et de vulnérabilité d'Haïti (IPVH) qui est utilisé pour une évaluation indirecte des ressources permettant de classer les ménages en catégories de vulnérabilité en fonction de leurs caractéristiques socio-économiques et démographiques. Le SIMAST est géré par le ministère des Affaires sociales et du Travail (MAST), et reçoit en outre un appui financier et technique direct ou indirect substantiel d'organisations internationales de développement, notamment l'USAID, l'OEA, la BID, le PAM, l'UNICEF et d'autres institutions de l'ONU, ainsi que le Groupe de la Banque mondiale. Des ONG telles que CARE, Food for the Hungry, Mercy Corps et Catholic Relief Services apportent également une assistance technique, notamment pour la réalisation d'enquêtes démographiques.

L'objectif premier du SIMAST est d'enregistrer l'ensemble des individus et des ménages dans une zone géographique donnée en collectant des données socio-économiques au moyen d'opérations de collecte semblables à des recensements, afin d'identifier les ménages vulnérables et d'orienter la mise en œuvre des programmes de protection sociale. Le registre social ambitionne de couvrir l'ensemble de la population du pays; toutefois, le MAST a défini des priorités géographiques compte tenu de l'insuffisance des ressources. Les inscriptions au registre social ont donc privilégié les zones identifiées comme présentant des niveaux de vulnérabilité et de privation plus élevés, sur la base des données issues d'enquêtes antérieures telles que l'Enquête sur les conditions de vie des ménages après séisme (ECVMAS) de 2012, ainsi que de données complémentaires comme les indicateurs d'insécurité alimentaire issus des mesures de classification de l'IPC[16].

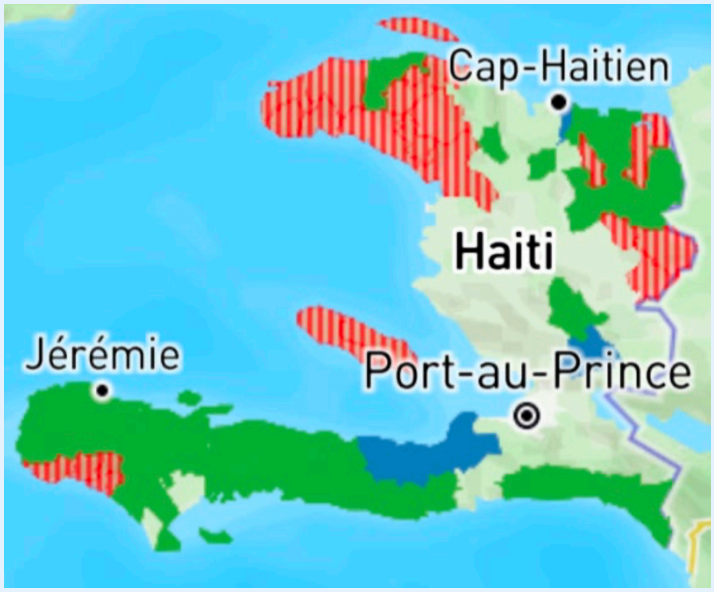
Bien que le SIMAST ait été créé dans le cadre d'un programme spécifique (Kore Lavi), sa couverture s'est élargie et il est désormais utilisé par plusieurs acteurs de la protection sociale en Haïti. La base de données comprend aussi des ménages moins vulnérables, afin de pouvoir réagir si leur situation venait à changer. En effet, le SIMAST est devenu un outil essentiel pour éclairer la conception et la mise en

[16] Le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)

œuvre des programmes de protection sociale dans le cadre de la Politique nationale de protection et de promotion sociales (PNPPS) d'Haïti. Ces dernières années, le rôle du SIMAST s'est élargi pour couvrir un éventail plus vaste d'applications, notamment la réponse aux catastrophes et la prestation de services sociaux. Les efforts récents visant à institutionnaliser le SIMAST se sont notamment traduits par la formulation en 2023 d'un Plan stratégique destiné à étendre sa couverture, à améliorer la fiabilité des données et à anticiper l'interopérabilité avec d'autres bases de données administratives.

En juin 2025, le SIMAST avait collecté des informations sur les ménages dans 92 communes[17] réparties dans les 10 départements que compte Haïti, représentant plus de 766 381 foyers (soit environ 32% de la population). Les informations ont été collectées entre 2014 et 2025, et 23% des ménages enregistrés dans la base de données avaient fait l'objet d'une enquête au cours des trois dernières années. D'après le score IPVH, environ 23,5% des personnes sont classées dans la catégorie la plus vulnérable, 20% dans la catégorie moyennement vulnérable, 19% dans la catégorie moins vulnérable et 38% dans la catégorie non vulnérable. Les départements les mieux couverts sont ceux de la Grand'Anse, des Nippes, du Nord-Est, du Sud et du Sud-Est, avec un taux de couverture des communes proche des 100%. Le MAST assure le suivi de ses données et les publie sur une page Web dédiée, accessible au public: https://infopage.simast.info/

Figure 5.1: Carte de la couverture du SIMAST



Vert = Enquête effectuée
Bleu = Enquête à venir
Rouge = À actualiser

Source: Base de données du SIMAST, consultée en Décembre 2024.

[17] Haïti est subdivisée en 10 départements (régions) et 146 communes (municipalités).

Méthodes d'identification actuelles pour les procédures de protection sociale

L'inscription au SIMAST s'effectue par le biais d'enquêtes auprès des ménages, qui veillent à ce que la participation soit gratuite et accessible à tous les ménages sans discrimination. Les enquêtes ciblent en priorité les zones affichant la plus forte incidence de pauvreté et d'insécurité alimentaire. Des cabinets partenaires et des agents de terrain sont recrutés pour les enquêtes et formés, puis déployés dans les régions. Ils procèdent à l'inscription des ménages à l'aide d'un questionnaire standard. Les données collectées comprennent les informations biographiques, la situation matrimoniale, les coordonnées personnelles, les coordonnées géospatiales, ainsi que des indicateurs portant notamment sur la démographie, la santé, l'éducation, le travail, la sécurité alimentaire et les caractéristiques des logements.

Tous les points de données du SIMAST sont saisis localement, le système n'étant actuellement pas interopérable avec les autres bases de données gouvernementales, ce qui en réduit la fiabilité. Par conséquent, il n'est pas possible de pré-renseigner les formulaires avec des informations de base sur les ménages, ni de recouper et de vérifier les informations fournies par les ménages avec des sources externes. La détermination précise de l'emplacement des ménages avant les exercices de collecte des données s'avère difficile. La vérification des erreurs est effectuée manuellement et de manière ponctuelle, ce qui peut nuire à la fiabilité des données.

Le SIMAST ne délivre pas d'identifiants aux ménages et n'offre pas non plus de mécanisme permettant aux ménages de signaler eux-mêmes tout changement dans leur situation après l'enquête. Par ailleurs, il ne fonctionne pas comme une composante intégrée d'un système numérique plus large de prestation de la protection sociale. L'accès aux données du registre est plutôt accordé aux organismes chargés de la mise en œuvre des programmes, qui sont autorisés à les utiliser conformément à des protocoles d'accord de partage de données établis par le MAST. Il s'agit notamment d'organismes nationaux comme le Fonds d'assistance économique et sociale (FAES), et d'institutions internationales, dont celles du système des Nations Unies.

En vertu de ces protocoles d'accord, les organismes de mise en œuvre doivent mettre à jour les données chaque fois qu'ils enregistrent un changement dans la situation d'un bénéficiaire au cours de leurs activités. Cette pratique est cependant loin d'être courante. De plus, étant donné que ces rapports ne reposent souvent pas sur des documents officiels formels — ou, quand bien même ils reposent sur de tels documents, ils sont vérifiés par des agents n'ayant pas les capacités nécessaires pour en évaluer la validité — il est difficile de déterminer si la mise à jour est pertinente. Par conséquent, le seul moyen de mettre à jour les données des ménages dans le registre social a été le redéploiement de cabinets d'enquête pour effectuer de nouveaux

recensements, ce qui entraîne des coûts financiers et opérationnels considérables. Enfin, en l'absence de tout moyen d'échange machine-à-machine, la mise à jour des données repose sur des processus de rapprochement manuel peu fiables, qui pourraient introduire des erreurs et des incohérences, notamment la réécriture, la perte et l'altération de données.

Problèmes en matière d'identification

Le décret de 2020 sur l'identification complique à plusieurs égards les prestations monétaires au titre de la protection sociale. Il stipule clairement que la possession d'une carte d'identité est une condition préalable à l'obtention de prestations dans le cadre d'un programme social de l'État. Il restreint en outre l'ouverture de comptes de téléphonie mobile utilisés pour les transferts monétaires via des appareils mobiles, et interdit expressément la participation à toute transaction financière, ainsi que l'ouverture de comptes bancaires ou de comptes de monnaie mobile (voir la section Inclusion financière et transferts monétaires). Les personnes qui ne peuvent pas ouvrir de compte de monnaie mobile doivent recevoir leurs prestations dans des enveloppes, ce qui les oblige à se rendre dans les bureaux désignés et les expose à des risques sécuritaires. Ces méthodes de paiement engendrent également des coûts de mise en œuvre du programme plus élevés et sont plus exposées à la fraude.

La nouvelle carte d'identification nationale unique (CINU), instaurée par le décret de 2020, n'est détenue que par environ 67% de la population adulte. Le problème est aggravé par la forte corrélation entre la pauvreté et le manque d'accès aux documents d'identité en Haïti, qui engendre des effets d'exclusion successifs. Si une authentification rigoureuse des bénéficiaires est indispensable pour garantir l'efficacité du ciblage de la protection sociale, elle introduit des obstacles qui touchent de manière disproportionnée les populations les plus démunies et crée des inefficacités dans les processus.

L'absence de documents d'identification parmi les populations les plus pauvres complique davantage les efforts d'inscription des personnes au registre social. L'une des principales difficultés du processus d'enquête réside dans l'impossibilité de vérifier les données biographiques et l'unicité des individus enregistrés, en raison de l'absence d'interopérabilité entre le SIMAST et le Registre national d'identification. Bien que le NINU soit théoriquement exigé pour l'inscription et puisse faciliter le rapprochement des données, de nombreuses personnes vulnérables n'en ont pas. Même pour celles qui en disposent, les agents de terrain ne sont pas en mesure de croiser ou de pré-renseigner les données, faute de fonctionnalité d'interrogation en temps réel. Le SIMAST n'exclut cependant pas les personnes qui ne possèdent pas de NINU.

Actuellement, le SIMAST couvre un petit nombre de municipalités, et des initiatives pour élargir sa couverture sont en cours dans le cadre du projet PSARA, financé par la Banque mondiale, en combinaison avec les ressources d'autres partenaires de développement. Cependant, les processus de sélection des zones et les activités d'enquête sont entravés par le manque de données démographiques, notamment sur les naissances, les décès et les indicateurs de santé, ainsi que par des problèmes sécuritaires croissants. Ces freins engendrent des inefficacités dans la sélection des zones à couvrir par les équipes d'enquête et entravent l'enregistrement des ménages vivant dans des zones difficiles d'accès – notamment celles comptant les plus fortes proportions de populations vulnérables.

Enfin, l'absence de moyens de contact fiables freine la notification au niveau communautaire. Ce type de notification est reconnu pour accroître considérablement l'efficience et, en fin de compte, l'efficacité des programmes de protection sociale. L'interopérabilité entre le SIMAST et les systèmes d'identification d'Haïti est reconnue comme essentielle pour améliorer la prestation des services de protection sociale. La mise en œuvre de la Politique nationale de protection et de promotion sociales (PNPPS), adoptée en 2020, repose largement sur l'utilisation du SIMAST pour atteindre les résultats escomptés. En effet, le SIMAST offre des fonctionnalités essentielles à la mise en œuvre de cette politique: un registre social central et un mécanisme de classification.

Pistes d'amélioration

Le Plan stratégique institutionnel (PSI) adopté pour le SIMAST en 2023 prévoit le renforcement de l'interopérabilité avec d'autres bases de données. Le plan reconnaissait la nécessité d'élargir la couverture du SIMAST et d'améliorer la fiabilité et la pertinence de ses données. Ces deux objectifs pourraient être atteints en partie grâce à l'interconnexion avec d'autres bases de données administratives nationales. L'interopérabilité entre la base de données du Registre de l'état civil, le Registre national d'identification, les bases de données statistiques et les outils d'enquête du SIMAST pourrait:

- Accélérer les procédures d'inscription en réduisant la nécessité d'enregistrer les individus depuis le début (pour ceux qui disposent d'un NINU).
- Éviter de répéter l'exercice d'enregistrement en effectuant en une seule visite l'inscription au Registre national d'identification et dans les bases de données du SIMAST.
- Améliorer l'exactitude des données en utilisant les informations figurant sur les certificats de naissance. De même, les données incorrectement saisies dans le Registre national d'identification pourraient être signalées pour correction à cette étape.

- Contribuer à l'estimation des ménages non recensés, permettant ainsi de mieux orienter les enquêtes et d'éclairer les politiques.
- Faciliter l'interopérabilité du SIMAST avec d'autres bases de données administratives (santé, éducation, fiscalité) en utilisant le NINU comme identifiant clé pour vérifier l'exactitude des informations fournies par les ménages et, à terme, améliorer la qualité des données et l'adéquation du registre social.

Inclusion financière et transferts monétaires

Contexte

Haïti continue d'afficher un niveau d'inclusion financière très faible, malgré des années de réforme et l'introduction de nouvelles technologies financières. L'infrastructure bancaire demeure limitée, avec seulement 2,6 agences et moins de quatre distributeurs automatiques de billets pour 100 000 adultes en 2020. C'est bien en deçà de la moyenne de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC), qui s'établit à environ 15 agences bancaires et 71 distributeurs automatiques de billets pour 100 000 adultes, selon l'Enquête sur l'accès financier réalisée par le FMI en 2020. Cette carence structurelle réduit considérablement l'accès à des produits financiers tels que les comptes d'épargne, le crédit et l'assurance.

Les utilisateurs des services bancaires formels demeurent peu nombreux. Un groupe restreint, principalement urbain et relativement aisé, recourt aux services bancaires, mais moins d'un tiers des adultes possèdent un compte bancaire. Les services d'argent mobile tels que MonCash ont atteint près de six millions de comptes en mars 2025, selon les statistiques de la BRH, mais moins de la moitié restent actifs, la plupart des utilisateurs n'y ayant recours que ponctuellement pour recevoir et retirer des transferts. Les services fintech et les portefeuilles numériques en dehors des opérateurs de réseau mobile en sont encore à leurs balbutiements, en butte à la méfiance et à l'absence d'interopérabilité.

Les services financiers numériques sont en expansion, avec trois opérateurs agréés, mais l'écosystème demeure fragile. Selon l'Enquête Merchant Acceptance 2025 de la Banque mondiale, moins de 9% des micro, petites et moyennes entreprises disposent d'un compte d'argent mobile, et les problèmes de liquidité et de connectivité des agents persistent. Les paiements en espèces restent prédominants dans l'aide sociale : plus de 65% des programmes gouvernementaux y ont eu recours en 2024 (analyse de la Banque mondiale). Klere Chimen — le programme de protection sociale et de résilience financé par la Banque mondiale et mis en œuvre par le MAST —

n'affichait que 3% de décaissements numériques à son lancement en 2022; en 2025, cette proportion a atteint 76% grâce à des efforts ciblés et à la distribution de pièces d'identification nationale (données du projet PAM/Banque mondiale, mars 2025).

L'emprunt est monnaie courante en Haïti, mais rarement auprès d'institutions financières formelles. Plus de 60% des adultes vivant dans des zones rurales et non connectées déclaraient en 2017 avoir contracté un emprunt[18], mais environ 10% seulement des Haïtiens adultes empruntent auprès d'institutions financières formelles, et à peine 15% possèdent quelque épargne. L'emprunt formel et l'épargne sont plus fréquents parmi les populations urbaines et à revenus plus élevés, tandis que les mécanismes informels sont prédominants dans les zones rurales (Enquête de la Banque mondiale sur les capacités financières et l'inclusion, 2017).

L'accès au téléphone mobile est primordial mais inégal, les ménages les plus pauvres étant souvent dépourvus d'appareils ou de connexions stables. Les exigences autour de l'enregistrement des cartes SIM et de la connaissance du client (KYC) imposent aux utilisateurs de disposer de pièces d'identité valides, ce qui exclut de nombreuses personnes des services financiers mobiles (décret de juin 2020). Le fait que l'administration américaine ait qualifié récemment certains gangs haïtiens d'organisations terroristes étrangères est une évolution contextuelle qui pourrait accroître les risques liés à la conformité et à la connaissance du client (KYC) pour les fournisseurs de services financiers. Plus de 710 000 MPME opèrent principalement de manière informelle, seulement 11% d'entre elles étant officiellement immatriculées, ce qui limite leur accès au crédit et aux paiements numériques (FinScope Haïti, 2023). Des stratégies nationales telles que la Stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF) visent à élargir l'accès en encourageant les paiements numériques et l'interopérabilité, mais la rigueur des règles encadrant la connaissance du client (KYC) prive les groupes les plus vulnérables de ces services.

Problèmes en matière d'identification

Les problèmes touchant à l'identification demeurent l'un des obstacles les plus importants à l'inclusion financière en Haïti. Conformément à la réglementation de la Banque de la République d'Haïti, l'accès aux services financiers formels, y compris l'ouverture d'un compte bancaire ou d'un portefeuille mobile, est soumis au respect de règles strictes de connaissance du client (KYC). Dans la pratique, cela signifie que, quel que soit le type de produit financier, les individus doivent présenter des pièces d'identité valides, qu'une grande partie de la population ne possède pas. Il en résulte que les personnes dépourvues de pièce d'identité officielle se trouvent dans l'impossibilité d'ouvrir un compte ou de recevoir des virements numériques.

[18] Buchenau, Juan; Trevino Garza, Luis. 2020. Financial Capability and Inclusion in Haiti: Result of a Demand-Side Survey (English). Washington, D.C. : World Bank Group

Même pour les personnes possédant des pièces d'identité, le processus d'authentification et d'ouverture de compte s'avère souvent fastidieux. Les procédures actuelles reposent largement sur la présentation de documents physiques, qui sont ainsi exposés au risque de perte, de détérioration ou de falsification. De plus, faute de capacités d'authentification à distance, il est impossible aux personnes d'ouvrir ou de gérer des comptes sans se rendre physiquement dans une agence ou auprès d'un agent. Pour les populations rurales, les coûts du transport et du temps perdu loin des activités génératrices de revenus, conjugués à la disponibilité limitée des points de service, constituent de puissants freins à la formalisation de l'activité financière.

Pour les fournisseurs de services financiers, ces lacunes engendrent des coûts de conformité élevés et des risques opérationnels importants. En l'absence de mécanismes efficaces de vérification en temps réel de la validité des pièces d'identité, les prestataires sont contraints d'investir dans des vérifications manuelles, ce qui alourdit le coût de l'intégration des clients à faibles revenus. Les garanties réglementaires, telles que celles prévues par la Circulaire 121 et destinées à préserver l'intégrité financière tout en réduisant les risques d'activités illicites, supposent donc un arbitrage complexe. Si elles renforcent la surveillance et protègent le système des abus, elles compliquent en même temps l'élargissement des services aux populations dépourvues de formes d'identification sécurisées.

L'accès aux services de téléphonie mobile constitue un facteur déterminant dans l'utilisation des services financiers numériques (SFN). Bien que le taux de pénétration global soit relativement élevé, la SNIF et des études complémentaires indiquent que de nombreux ménages pauvres utilisent des appareils partagés ou ne bénéficient pas de connexions stables, ce qui limite leur capacité à utiliser des portefeuilles électroniques de manière autonome. Il convient de noter que l'enregistrement d'une carte SIM exige également la possession de documents d'identité valides, conformément aux directives de la BRH sur la monnaie mobile et au règlement de 2017 du régulateur CONATEL sur l'enregistrement des cartes SIM. Cette situation aggrave l'exclusion des personnes ne disposant pas de pièce d'identité reconnue, car l'absence d'accès à un téléphone se traduit directement par l'exclusion des services financiers accessibles via des appareils mobiles..

Ces obstacles liés à l'identification poussent les ménages et les entreprises à recourir à des pratiques informelles. Les personnes qui ne peuvent pas satisfaire aux exigences d'identification doivent compter sur leur épargne en espèces, les réseaux familiaux ou des prêteurs non réglementés. Les MPME, dont la majorité opèrent sans être formellement immatriculées, restent en marge des mécanismes de crédit et de paiements numériques, ce qui renforce l'informalité et les éloigne davantage du système financier formel. Il en résulte une économie à deux vitesses, où ceux qui disposent de justificatifs d'identité solides peuvent accéder aux services bancaires réglementés, tandis que les autres sont cantonnés à des circuits informels et peu sécurisés.

Pistes d'amélioration

La solution à ces problèmes appelle une démarche globale intégrant bien plus que la question de la couverture de l'identification. Élargir l'accès aux identifiants de base est indubitablement une première étape indispensable, mais investir dans l'authentification à distance et des dispositifs électroniques de connaissance du client (eKYC) — permettant d'ouvrir et de gérer des comptes sans avoir à se déplacer à chaque fois — est tout aussi important. L'interopérabilité et le partage des données entre le Registre national d'identification, les institutions financières et les opérateurs mobiles permettraient de réduire les coûts d'intégration, d'améliorer l'exactitude des données et de renforcer la confiance des consommateurs. Parallèlement, la modernisation du cadre réglementaire pour promouvoir des modèles KYC proportionnels et fondés sur le risque permettrait d'étendre aux groupes vulnérables des services destinés aux opérations de faible montant, tout en maintenant les garde-fous nécessaires à l'intégrité financière. Ensemble, ces améliorations permettraient de:

- réduire le temps et les coûts d'intégration grâce à des contrôles d'identité automatisés et sécurisés;
- faciliter l'ouverture et la gestion de comptes à distance, réduisant ainsi la nécessité d'une présence physique;
- réduire les risques de fraude grâce à une validation plus solide et plus fiable des données d'identité;
- promouvoir des modèles de KYC progressifs, dans lesquels les plafonds de comptes et les services s'élargissent à mesure que les informations sur l'identité des utilisateurs sont renforcées;
- renforcer la confiance dans les services financiers numériques, encourageant ainsi les ménages et les MPME à conserver leurs fonds sous forme numérique.

Des progrès coordonnés sur ces points contribueraient à favoriser l'inclusion financière. Haïti pourrait passer d'un paysage financier fragmenté et exclusif à un système plus inclusif, conciliant la supervision réglementaire avec la nécessité urgente d'élargir l'accès aux ménages et aux entreprises vulnérables.

Élections

Contexte

Les élections en Haïti ont toujours été marquées par l'instabilité et des résultats contestés, preuve du passé politique tumultueux du pays. Depuis son indépendance en 1804, Haïti alterne régimes autoritaires, coups d'État et gouvernance démocratique précaire. La chute de la dictature Duvalier en 1986 a ouvert la voie à des balbutiements démocratiques, mais ces efforts ont été contrariés par la corruption, la violence politique et un manque de confiance dans les processus électoraux. Les élections de 2010-2011 notamment ont été entachées d'allégations de fraude et d'ingérence extérieure, accentuant davantage le scepticisme de la population. Les derniers scrutins organisés en Haïti furent les élections présidentielles et législatives du 20 novembre 2016. Ces élections, initialement prévues plus tôt, ont subi de multiples reports en raison de l'instabilité politique et de catastrophes naturelles, notamment l'ouragan Matthew. À l'élection présidentielle, Jovenel Moïse l'emporta dès le premier tour avec plus de 50% des suffrages, rendant ainsi tout second tour inutile. Il prit ses fonctions le 7 février 2017.

Haïti a connu une instabilité politique profonde et persistante, notamment l'assassinat du président Moïse en juillet 2021, qui a eu pour effet de retarder l'organisation des élections suivantes. En décembre 2024, le pays n'avait pas tenu d'élection nationale depuis 2016. En septembre 2024, le Gouvernement haïtien a institué un Conseil électoral provisoire chargé d'organiser des élections d'ici à 2026, dans le but de restaurer la gouvernance démocratique après une décennie sans scrutin.

Le processus électoral en Haïti est supervisé par le Conseil électoral provisoire (CEP), appuyé par les Bureaux électoraux communaux au niveau local. Le Conseil électoral provisoire est chargé d'organiser et de superviser les élections, de veiller à l'inscription des électeurs et de certifier les résultats, tandis que les Bureaux électoraux communaux font office d'unités administratives locales chargées de la gestion des listes électorales et des bureaux de vote. Les élections en Haïti comportent généralement plusieurs tours pour les fonctions présidentielles, parlementaires et locales, et accordent une place centrale à la représentation proportionnelle. Cependant, des problèmes logistiques, tels que l'insuffisance des infrastructures et, ces dernières années, les menaces croissantes pour la sécurité liées aux activités des gangs, compromettent le bon déroulement des opérations.

Malgré l'augmentation du nombre d'électeurs inscrits, la participation réelle lors des derniers scrutins a été particulièrement faible. Pour être admis à voter en Haïti, il faut être âgé de 18 ans au moins, être inscrit sur les listes électorales, être en possession d'une carte d'identification nationale valide et jouir pleinement de ses droits civiques

et politiques. Le nombre d'électeurs inscrits a varié d'un cycle électoral à l'autre au cours des dernières années. Ainsi, lors des élections législatives de 2015, on comptait environ 5 838 838 électeurs inscrits. À l'occasion des élections présidentielles de 2016, ce nombre était passé à environ 6 189 253. Lors de cette élection présidentielle, 1 120 663 personnes ont effectivement voté, soit un taux de participation d'à peine 19,2%.

Méthodes d'identification actuelles pour les élections

L'inscription sur la liste électorale est concomitante à l'inscription au Registre national d'identification. Dans la pratique, cela signifie que toute personne ayant fait une demande de carte d'identification nationale se trouve automatiquement inscrite au registre électoral, l'un des rares cas de synergie entre des bases de données en Haïti. Par ailleurs, la carte d'identification nationale est le seul document d'identité valable pour voter.

Problèmes en matière d'identification

Si l'interconnexion des bases de données nationales d'identification avec les documents d'identité permet de réduire les doublons, plusieurs difficultés demeurent. La production et la distribution des cartes d'identification nationale ne sont pas suffisamment efficaces pour garantir leur remise aux électeurs en temps voulu. On observe généralement des pics d'inscription à l'approche des élections, saturant ainsi un système qui n'est pas conçu pour répondre à ce niveau de demande. Par ailleurs, le coût élevé de la production des cartes d'identité a rendu Haïti tributaire des financements des bailleurs de fonds, ce qui limite considérablement sa capacité à organiser les élections de manière autonome. On peut raisonnablement supposer que la faible proportion des personnes possédant une pièce d'identité réduit la participation électorale.

Les données d'état civil posent elles aussi un problème de fraude électorale, lié au faible taux d'enregistrement des décès. Ainsi, le registre électoral contient des noms de personnes décédées, et l'absence d'actes de décès dans les systèmes d'état civil ne facilite pas leur identification et leur suppression, ce qui accroît le risque de fraude électorale.

Pistes d'amélioration

Le renforcement de l'écosystème d'identification et d'état civil en Haïti, conjugué à une meilleure interopérabilité des données entre les systèmes gouvernementaux, permettrait de remédier dans une mesure importante à ces problèmes persistants. Un système d'état civil plus efficace et plus inclusif faciliterait l'enregistrement rapide et précis des faits d'état civil, notamment les naissances, les décès et les changements de résidence, garantissant ainsi que les bases de données

nationales d'identification restent à jour et exactes. Une plus grande interopérabilité permettrait aux organismes responsables des processus électoraux de recouper et de vérifier aisément les informations avec les bases de données de l'état civil et d'autres bases de données pertinentes, réduisant ainsi les doublons et supprimant les dossiers non éligibles, notamment ceux de personnes décédées. En facilitant la délivrance et le renouvellement plus rapides des titres d'identité, et en permettant une vérification numérique sécurisée multisectorielle, ces améliorations contribueraient à rationaliser les processus d'inscription des électeurs, à réduire les vagues de dernière minute à la veille d'élections et à alléger la charge administrative pesant sur les organismes de gestion des processus électoraux. Par ailleurs, un écosystème de l'identification plus intégré et plus fiable renforcerait l'intégrité des listes électorales, réduirait le risque de fraude et améliorerait la confiance du public dans les processus démocratiques.

Garantir la souveraineté des processus électoraux est indispensable, car cela fonde la légitimité et l'indépendance de la gouvernance démocratique. La gratuité des cartes d'identité est certes très bénéfique pour la population et pour élargir la couverture en matière d'identification, mais il serait opportun de réfléchir à des moyens pour l'ONI de générer des revenus durables qui lui permettraient de renforcer ses capacités et son efficacité. L'intégration de ces modèles de recettes — par exemple, la perception de frais pour certains services de vérification — tout en maintenant la gratuité des services de base, réduirait la dépendance de l'ONI à l'égard des cycles ou des priorités de financement externes et le rendrait moins vulnérable aux influences politiques ou financières d'acteurs extérieurs. Une meilleure viabilité financière renforcerait la confiance du public dans l'équité et la crédibilité des élections, tout en aidant l'ONI à maintenir une prestation continue des services, à investir dans l'amélioration du système, à répondre aux besoins électoraux et, de manière générale, à consolider sa résilience institutionnelle.

Migrations

Contexte

Les problèmes migratoires que connaît Haïti s'intensifient. Les problèmes migratoires que vit Haïti depuis des décennies se sont considérablement intensifiés depuis le début des années 2020. Les principaux profils migratoires problématiques peuvent être répartis en trois grandes catégories : la migration légale, les expulsions et les personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Migration légale

En Haïti, la migration légale repose sur la délivrance de passeports, les principaux documents de voyage. Les passeports sont délivrés par la Direction de l'immigration et de l'émigration (DIE), une division du ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales (MICT). Pour demander un passeport, les adultes doivent présenter leur carte d'identification nationale unique (CINU), un extrait d'archives original de leur acte de naissance, ainsi qu'un identifiant fiscal délivré par la Direction générale des impôts (DGI). Pour les mineurs, les documents requis sont un extrait d'archives de l'acte de naissance (ou, s'il n'est pas encore disponible dans les archives, une copie légalisée de l'acte de naissance) et la CINU de l'un des parents. Tous les passeports délivrés en Haïti sont imprimés à Port-au-Prince, ce qui engendre des délais pour les personnes résidant hors de la capitale et souhaitant obtenir un passeport dans les villes secondaires. Les frais de demande s'élèvent à HTG 8 000 (~60 dollars) pour les adultes et à HTG 2 500 (~20 dollars) pour les mineurs, payables sous la forme d'un timbre fiscal.

Les demandes de migration légale ont explosé. La demande de passeports a fortement augmenté en 2023 à la suite du lancement du programme CHNV des États-Unis, qui offre chaque mois des permis de séjour conditionnel pour des raisons humanitaires (Humanitarian Parole) à un maximum de 30 000 personnes originaires de Cuba, d'Haïti, du Nicaragua et du Venezuela. On estime que 138 000 Haïtiens ont bénéficié de ce programme, ce qui a provoqué une forte hausse des demandes de passeports à l'échelle nationale, les délais d'obtention atteignant plusieurs mois, voire plusieurs années, dans certaines villes en dehors de *Port-au-Prince*.

Dans l'ensemble, les procédures de délivrance des passeports haïtiens fonctionnent de manière satisfaisante. Malgré les difficultés, le système demeure opérationnel. Les données du passeport sont stockées à la fois sous forme physique et sur une puce intégrée contenant des informations biométriques, la sécurité étant renforcée par une infrastructure à clés publiques (ICP). Les données biométriques sont collectées lors de la procédure de demande, et le passeport est conforme aux spécifications du Document 9303 de l'OACI relatives aux documents de voyage lisibles à la machine.

Expulsions

En 2011, des changements juridiques intervenus en République dominicaine, pays limitrophe d'Haïti, ont rendu des centaines de milliers d'Haïtiens apatrides. Ces révisions juridiques ont ensuite été renforcées par une décision de la Cour constitutionnelle de 2013 qui a révoqué rétroactivement la nationalité des personnes nées dans le pays de parents étrangers en situation irrégulière, touchant de manière disproportionnée les personnes d'origine haïtienne et laissant un grand nombre d'entre elles apatrides. Depuis 2024, les autorités dominicaines ont durci leurs politiques

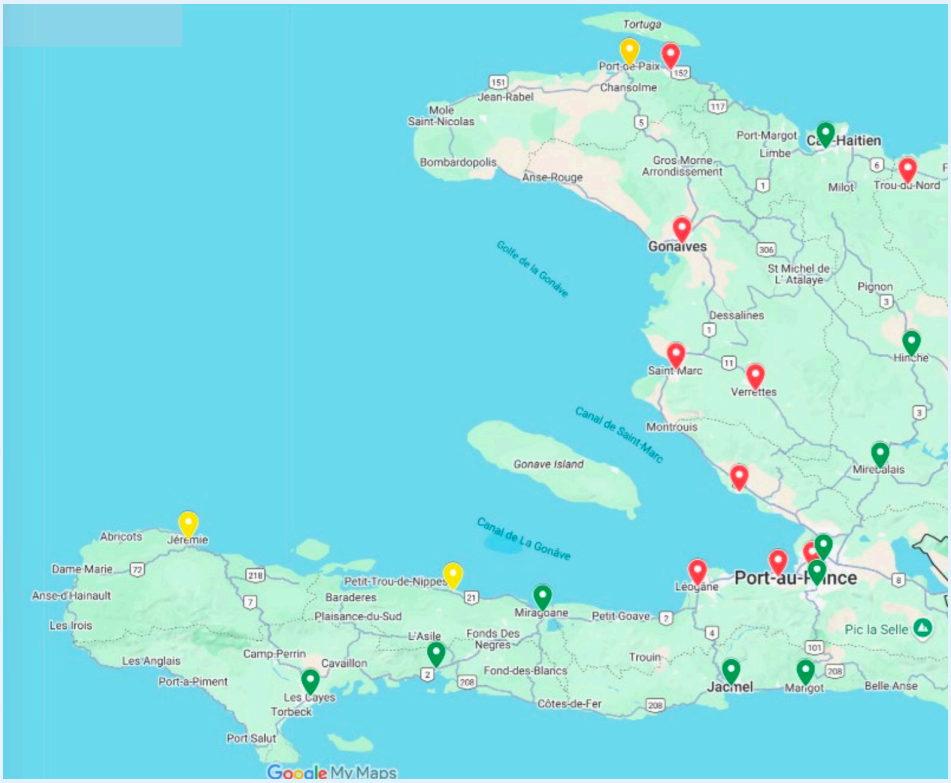
migratoires en ciblant particulièrement les Haïtiens résidant dans le pays. En 2024, l'OIM a estimé qu'environ 200 000 personnes avaient été expulsées de la République dominicaine vers Haïti, le Gouvernement dominicain faisant, lui, état de 180 000 expulsions entre octobre 2024 et mars 2025. En 2025, on estimait qu'en moyenne 10 000 personnes étaient expulsées chaque semaine.

Les Haïtiens vivant en République dominicaine sont souvent dépourvus de pièce d'identité. Pour la plupart, ils sont arrivés illégalement dans le pays, et beaucoup ont perdu leurs documents d'identité au cours du trajet. Mais bon nombre sont également nés en République dominicaine et n'ont jamais été enregistrés auprès de l'administration haïtienne. Les expulsions interviennent souvent dans le cadre de descentes nocturnes inopinées, au cours desquelles les personnes visées n'ont aucune possibilité de rassembler leurs affaires, notamment leurs pièces d'identité. En somme, la proportion d'Haïtiens vivant en République dominicaine qui détiennent des documents d'identité est faible: d'après les enquêtes de l'OIM à la frontière, le taux serait d'environ 54%.

Pour ceux dont la naissance n'a jamais été déclarée en Haïti, c'est le début d'un processus laborieux de régularisation de leur situation, qui vient s'ajouter aux difficultés liées à l'expulsion. Les expulsions ont principalement lieu au poste frontalier *d'Ouanaminthe – Dajabón*, mais les trois autres points de passage frontaliers — *Belladère-Comendador [Elías Piña], Malpasse-Jimaní et Anse-à-Pitres-Pedernales* — sont également utilisés. Des CRLDI sont mis en place à la frontière pour aider les personnes expulsées à obtenir des documents d'identité, mais d'importantes difficultés persistent concernant l'accès à ces points de passage frontaliers. Ainsi, la recrudescence de l'activité des gangs et les problèmes de sécurité dans le département du Centre limitent l'accès routier au poste frontalier de *Belladère-Comendador*.

De nombreux Haïtiens expulsés vers Haïti ont peu ou pas séjourné dans le pays depuis des années, ce qui les rend peu familiers des procédures d'identification et constitue un obstacle supplémentaire à leur réinsertion. Pour y remédier, des centres de ressources frontalières ont été créés aux points de passage frontaliers en partenariat avec l'OIM. Combinés aux CRLDI, ils offrent un premier point de soutien essentiel pour les rapatriés sur le chemin de leur réinsertion dans la société.

Figure 5.2: Carte des CRLDI dans le pays



25 CRLDI devraient être déployés à travers Haïti, avec le soutien de bailleurs de fonds et d'acteurs humanitaires tels que l'OIM. Parmi ceux-ci, 12 sont déjà opérationnels (vert), 3 sont en cours de mise en service (jaune) et 10 sont prévus, mais pas encore opérationnels (rouge).

Personnes déplacées à l'intérieur du pays

En 2024 et 2025, l'escalade de la violence armée et l'expansion territoriale des gangs ont provoqué d'importants mouvements de population en Haïti, durant lesquels il est fréquemment advenu que des pièces d'identité soient perdues, volées ou détruites. En juin 2025, on estimait à environ 1,3 million le nombre de déplacés internes à l'échelle nationale ; en mars 2025, l'UNICEF estimait que plus d'un enfant sur huit était déplacé à l'intérieur du pays, soit le double de la proportion enregistrée en octobre 2024. Les déplacements sont particulièrement prononcés dans la région métropolitaine de Port-au-Prince et en Artibonite, avec des mouvements massifs vers des communes rurales moins dangereuses ou des zones urbaines considérées comme mieux sécurisées. De nombreux déplacés internes ont été déplacés à plusieurs reprises, souvent à la suite d'attaques soudaines, se retrouvant dans l'impossibilité de rassembler leurs effets personnels avant de fuir, y compris leurs documents d'identité.

Le taux de possession de documents d'identité parmi les déplacés internes est faible. Les enquêtes de l'OIM menées dans les principaux sites de déplacement indiquent qu'une proportion importante de ces personnes ne dispose pas d'un acte de naissance valide ou d'une CINU, soit parce que ces documents n'ont jamais été délivrés, soit parce qu'ils ont été perdus pendant la fuite. Pour ceux n'ayant jamais été enregistrés à l'état civil haïtien, le processus de régularisation de leur situation est long et complexe, situation qu'aggrave encore la précarité inhérente au déplacement.

Des CRLDI ont été déployés dans les zones touchées par les déplacements pour aider à l'enregistrement des naissances, au remplacement des pièces égarées et à la délivrance des cartes d'identité. Toutefois, l'insécurité et les difficultés d'accès humanitaire demeurent des obstacles majeurs. Dans certaines communes contrôlées par les gangs, l'accès routier aux points de service des CRLDI est coupé, rendant la délivrance des documents d'identité extrêmement difficile.

De nombreuses personnes déplacées ont vécu pendant des mois, voire des années, sans pouvoir accéder de manière fiable aux services administratifs. De ce fait, elles sont peu familières des procédures d'identification en vigueur, ce qui constitue un frein supplémentaire à leur réinsertion sociale et économique. Les équipes mobiles de documentation et les points de service temporaires, mis en place en partenariat avec des acteurs humanitaires, visent à combler ce fossé, mais leur couverture reste inégale et tributaire des conditions sécuritaires.

Pistes d'amélioration

Pour relever ces défis, il faut des réformes structurelles allant bien au-delà du simple élargissement des services existants. Les principales recommandations sont les suivantes:

- **Décentraliser la production et la livraison.** La concentration de l'impression des passeports et de la CINU à *Port-au-Prince* constitue un goulet d'étranglement critique. La création de centres d'impression régionaux permettrait de réduire les délais, d'améliorer l'équité d'accès et d'atténuer les risques liés à l'insécurité dans la capitale.
- **Numériser les titres d'identité et les dossiers.** L'introduction de titres d'identité numériques et la numérisation systématique des documents papier permettraient une réémission rapide en cas de perte, de vol ou de destruction de documents, une réalité fréquente pour les expulsés et les déplacés internes.
- **Renforcer les CRLDI en tant que guichets uniques de services.** Les CRLDI devraient être dotés des capacités nécessaires pour traiter les transactions de bout en bout — et pas seulement assurer la prise en charge initiale — grâce à des infrastructures

adaptées, un personnel suffisant et une connectivité sécurisée des données. Cela renforcerait leur efficacité au service des rapatriés aux frontières et des personnes déplacées.

- **Réduire la dépendance à l'égard des bailleurs de fonds et des acteurs humanitaires.** À l'heure actuelle, les services d'identification aux frontières et dans le cadre des déplacements sont en grande partie financés et assurés par des partenaires tels que l'OIM. La transition vers un financement intérieur durable et l'institutionnalisation de ces services au sein de l'ONI et des organismes connexes sont indispensables pour renforcer la résilience et la souveraineté.

- **Faciliter le partage sécurisé des données.** L'interopérabilité entre l'ONI, les Archives nationales, les autorités fiscales et les CRLDI simplifierait la vérification de l'identité, réduirait les doublons et accélérerait la prestation des services.

Statistiques

Contexte

Les statistiques officielles, telles que définies par la Division de la statistique des Nations Unies, forment une composante indispensable du système d'information des sociétés démocratiques. Les statistiques officielles fournissent au gouvernement, à l'économie et au public des données sur la situation économique, démographique, sociale et environnementale. À cette fin, les statistiques officielles qui répondent au critère d'utilité pratique devraient être compilées et mises à la disposition du public de manière impartiale par les agences statistiques officielles, afin de garantir le droit des citoyens à l'information publique.[19]

L'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) est l'organisme public chargé des statistiques officielles. Créé à la suite du premier recensement de la population du pays en 1950, l'institut a été doté d'un socle juridique par la loi du 4 septembre 1951. Il a été réorganisé en 1958 et est officiellement devenu l'IHSI en 1981, à la faveur d'un décret qui a introduit l'informatique dans son champ d'action et l'a placé sous la tutelle du ministère de l'Économie et des Finances. Un nouveau décret (juillet 2020) a permis de moderniser davantage l'institut, de préciser ses fonctions principales au sein du système national de statistiques haïtien et de le désigner comme organisme d'exécution du tout nouveau Conseil national de la statistique et de l'informatique (CNSI)[20]. L'IHSI est chargé de l'élaboration de statistiques démographiques, sociales et économiques portant sur divers indicateurs et thématiques, notamment les statistiques relatives au travail, à l'éducation, au logement, à la protection sociale, à la pauvreté et aux inégalités, à l'état civil et aux migrations.

[19] Voir les Principes fondamentaux de la statistique officielle (A/RES/68/261 du 29 janvier 2014) https://unstats.un.org/unsd/dnss/gp/fundprinciples.aspx

[20] Voir https://ihsi.gouv.ht/apropos_de_nous/presentation_generale pour en savoir plus sur les missions et attributions de l'IHSI

Le dernier recensement de la population haïtienne a été réalisé en 2003. Les projections démographiques continuent de reposer sur le recensement de 2003 ; les indicateurs démographiques et socio-économiques s'appuient également sur des enquêtes par sondage réalisées ultérieurement. La grande majorité des indicateurs, sauf pour les statistiques générales de la population qui présentent des projections fondées sur le recensement de 2003, sont considérés comme "pendants".

Problèmes

L'IHSI, à l'instar d'autres organismes publics haïtiens, traverse une crise profonde en raison d'une situation sécuritaire extrêmement difficile et de ressources financières très limitées. Ces difficultés limitent la capacité de l'institution à remplir sa mission. Elles rendent en outre les recensements de population et les enquêtes porte-à-porte pratiquement impossibles dans les départements les plus touchés, contraignent les entités gouvernementales à délaisser les infrastructures numériques obsolètes hébergées à *Port-au-Prince* (notamment les serveurs de stockage de données) au profit de solutions en nuage, et provoquent un exode de personnel qualifié, affaiblissant davantage les capacités techniques de l'institution.

Les données statistiques utiles peuvent être de nature diverse et provenir de sources variées. Pour les statistiques démographiques, les registres de l'état civil peuvent fournir des données précieuses sur les naissances et les décès. Les migrations interdépartementales peuvent être analysées à partir des données contenues dans les registres électoraux, lesquels sont rattachés aux bureaux de vote. Les statistiques de santé peuvent être compilées au niveau national à partir des systèmes d'information de gestion sanitaire, sur des sujets tels que les taux de vaccination. L'utilisation de ces données administratives peut améliorer les statistiques grâce à divers mécanismes, notamment le rapprochement des données, qui facilite la correction et l'ajustement des données empiriques, renforce la fiabilité des projections et simplifie la compilation statistique dans des domaines tels que les migrations.

Malheureusement, plusieurs obstacles se conjuguent pour limiter leur utilité en Haïti. Le problème le plus préoccupant est que certaines de ces données ne sont pas collectées ou demeurent peu fiables. Par exemple, les décès sont encore rarement déclarés, en particulier dans les zones isolées où la probabilité qu'un décès survienne dans un établissement de santé est plus faible. Même lorsque les données sont collectées, l'interopérabilité entre les systèmes reste limitée.

Pistes d'amélioration

Face à cette situation, l'IHSI évalue des approches empiriques innovantes pour actualiser les statistiques démographiques. Il s'agirait par exemple d'effectuer un recensement dans les départements où l'influence des gangs est limitée, et d'utiliser des données satellitaires et de téléphonie mobile pour les départements les plus touchés par la violence des gangs (par exemple, l'Ouest et l'Artibonite). L'IHSI envisage également de recourir aux données administratives, notamment celles issues des registres d'identification et de l'état civil, afin d'améliorer la fiabilité de ses projections.

Encadré 5.2: Objet du SyNSIP, conformément au décret de 2020

L'objet du SyNSIP est le suivant:

i) Pour les statistiques officielles : mettre à disposition des données statistiques de haute qualité, pertinentes, fiables et actualisées pour la société, les ministères, les agences publiques et les entités économiques, concernant la situation économique, démographique, sociale et environnementale.

ii) Pour l'informatique publique : mettre en œuvre le modèle de gouvernance organisationnelle en vue de la transformation numérique de l'État, faciliter et promouvoir les services d'administration électronique, et accompagner le processus de gestion du changement découlant de ces transformations.

Dans le cadre du décret de 2020, un Système national de statistiques publiques et d'informatique (SyNSIP) a été créé afin de développer des capacités de partage de données au sein du gouvernement. Le SyNSIP regroupe la capacité nationale incarnée par l'IHSI, ainsi que les unités statistiques et informatiques des ministères sectoriels et des autres entités gouvernementales. En substance, il englobe les dispositifs de gouvernance, les processus et les systèmes devant permettre la production, l'échange et l'exploitation des données à des fins statistiques aux niveaux national et sectoriel.

Pour surmonter les difficultés auxquelles il se heurte et faire face à l'insécurité, le système statistique haïtien se doit d'évoluer. Haïti doit cesser de s'appuyer sur des projections obsolètes et des enquêtes ponctuelles pour recourir à un modèle fondé sur des données administratives, une infrastructure numérique solide et un partage institutionnalisé des données au sein de l'appareil d'État:

- **Renforcer l'infrastructure numérique.** La capacité statistique d'Haïti repose actuellement sur des solutions d'informatique en nuage rudimentaires, adoptées après que les anciens systèmes de *Port-au-Prince* sont devenus intenables en raison de l'insécurité et de chocs récurrents. Bien que cette transition ait permis d'assurer la continuité, elle reste insuffisamment développée. La mise en place d'une infrastructure numérique nationale plus solide — combinant des environnements en nuage sécurisés avec des services de stockage et de calcul standardisés — offrirait résilience, adaptabilité et capacité à traiter de grands volumes de données administratives. Des investissements dans un bus de services gouvernemental

sécurisé ou dans un intergiciel similaire sont également nécessaires pour permettre l'échange de données en temps réel entre les organismes.

- **Renforcer l'efficacité de l'interopérabilité.** L'intégration des données administratives dans les statistiques officielles est essentielle pour Haïti, en particulier pour les indicateurs démographiques. Les systèmes d'état civil et d'identification contiennent des informations essentielles sur les naissances, les décès et les caractéristiques de la population, pourtant ces données ne sont pas reliées à la production statistique. Un échange systématique de données entre le registre national d'identification, les registres de l'état civil et l'IHSI fournirait la base de références démographiques fiables. L'interconnexion d'autres systèmes sectoriels, tels que les données de santé, d'éducation et fiscales, ainsi que les données de géolocalisation et d'adressage, renforcerait davantage les projections et permettrait des mises à jour continues, même dans les régions où il est difficile de réaliser des enquêtes.

- **Activer le SyNSIP.** Le décret de 2020 portant création du Système national de statistiques publiques et d'informatique (SyNSIP) a constitué une étape importante vers une approche gouvernementale globale en matière de statistiques. Son objectif déclaré est d'établir la gouvernance, les processus et l'infrastructure nécessaires à la production, à l'échange et à l'exploitation des données à des fins statistiques, aux niveaux national et sectoriel. Toutefois, le SyNSIP demeure en grande partie un cadre théorique. Pour atteindre ses objectifs, le SyNSIP doit être pleinement activé : les ministères et agences doivent conclure des accords contraignants en matière de partage des données, l'IHSI doit être habilité à coordonner et valider les flux intersectoriels, et des plateformes numériques communes doivent être déployées pour permettre des échanges standardisés et sécurisés.

Si elles sont mises en œuvre, ces réformes permettraient à Haïti de se doter progressivement d'un système statistique capable de produire en temps quasi réel des données démographiques et sociales fiables. Plutôt que de s'appuyer uniquement sur des projections de recensement obsolètes, le pays serait en mesure de croiser et de valider plusieurs sources administratives grâce à un environnement en nuage sécurisé et à une infrastructure gouvernementale interopérable de partage de données. Il en résulterait des statistiques plus précises, plus actuelles et plus solides — à même d'étayer des politiques fondées sur des données probantes, la gouvernance et la redevabilité dans des contextes fragiles.

6. RECOMMANDATIONS

Outre les recommandations présentées au chapitre 5 sur des cas d'utilisation spécifiques, notre analyse du paysage de l'identification et de l'état civil en Haïti nous a conduits à formuler neuf grandes catégories de recommandations pour aider Haïti à développer ses systèmes d'identification et d'état civil. Nous recommandons un ensemble coordonné de réformes et d'investissements à fort impact dans trois piliers: i) Inclusion, ii) Conception des systèmes, et iii) Gouvernance. Nous les examinerons successivement. Les tableaux 6.1 à 6.3 présentent ensuite des recommandations encore plus détaillées pour les systèmes d'identification et d'état civil haïtiens, classées à la fois par ordre de priorité et par horizon temporel — des "gains rapides" aux investissements à moyen terme, puis à long terme.

Les neuf principales catégories de recommandations sont les suivantes:

1. Élargir les options et la couverture des titres d'identité et des identifiants.
2. Améliorer et faciliter les processus d'inscription.
3. Garantir la viabilité financière à long terme.
4. Lancer un mouvement de sensibilisation et de plaidoyer à l'échelle de la société.
5. Moderniser et clarifier les politiques et les lois afin d'habiliter et de protéger les capacités d'identification.
6. Renforcer les capacités institutionnelles et professionnaliser la prestation de services.
7. Améliorer l'interopérabilité, le partage des données et les capacités de protection des données
8. Numériser et décentraliser les processus et les titres d'identité.
9. Renforcer les infrastructures et les capacités techniques.

Plus précisément :

1. Élargir les options et la couverture des titres d'identité et des identifiants. Pour combler les lacunes dans l'accès aux services d'état civil et d'identification, il convient de mettre l'accent sur la décentralisation (via les Centres de réception et de livraison des documents d'identité, CRLDI), l'allègement des procédures d'enregistrement tardif, le pré-enregistrement des faits d'état civil ainsi que l'attribution systématique d'un numéro d'identification nationale unique (NINU) à la naissance. Ces mesures visent à rendre les titres d'identité à la fois plus accessibles et plus inclusifs.

2. Améliorer et faciliter les processus d'inscription. Organiser des campagnes d'inscription de masse (en tirant parti des données sociales existantes telles que le SIMAST et l'IHSI), multiplier les solutions d'inscription mobiles et simplifier les exigences documentaires pour lever ces obstacles. L'ensemble de ces réformes contribuerait à réduire l'exclusion en simplifiant l'inscription et en la rendant moins contraignante, en particulier pour les groupes marginalisés.

3. Garantir la viabilité financière à long terme. Pour réduire la dépendance aux financements extérieurs et favoriser la viabilité financière, il est recommandé de prévoir des lignes budgétaires pour l'état civil dans la loi de finances, et d'élaborer des modèles de financement à long terme aussi bien pour l'état civil que pour l'identification. Ces mesures permettraient de sortir progressivement le système de la dépendance envers les bailleurs de fonds en faveur d'une appropriation nationale durable.

4. Lancer un mouvement de sensibilisation et de plaidoyer à l'échelle de la société. Élaborer des guides accessibles, lancer des campagnes de communication et mobiliser directement les communautés lors des campagnes d'enregistrement. Non seulement ces interventions permettraient de renforcer la sensibilisation, mais elles consolideraient en outre la confiance dans le système, réduisant ainsi le risque d'exclusion et de sous-enregistrement.

5. Moderniser et clarifier les politiques et les lois afin d'habiliter et de protéger les capacités d'identification. Mettre l'accent sur la consolidation et la clarification du cadre juridique confus, élaborer et faire appliquer des lois sur la protection des données et la cybersécurité, et formuler une vision de politique nationale claire, afin d'apporter clarté, garanties juridiques et cohérence pour le développement à long terme de l'écosystème de l'état civil et de l'identification.

6. Renforcer les capacités institutionnelles et professionnaliser la prestation de services. Élaborer des kits de formation, des guides pratiques et des dispositifs d'échange entre les membres du personnel, tout en renforçant la gestion des plaintes grâce à des plateformes telles que "Doléances". Parallèlement, renforcer le conseil d'administration de l'ONI en y intégrant des institutions telles que le ministère de la Santé et l'IHSI permettrait d'accroître l'appropriation institutionnelle et la coordination interinstitutionnelle. Ensemble, ces mesures permettraient de professionnaliser la prestation de services, d'améliorer l'expérience des citoyens et de renforcer la responsabilité institutionnelle.

7. Améliorer l'interopérabilité, le partage des données et les capacités de protection des données. Concevoir des cadres d'interopérabilité, créer une infrastructure nationale de partage des données et relier concrètement l'ONI, les Archives nationales,

l'IHSI et d'autres institutions afin de remédier aux lacunes systémiques. Associées à des capacités d'anonymisation et de pseudonymisation[21], ces réformes permettraient à la fois de protéger la vie privée et de maximiser la valeur des données d'état civil/d'identification à des fins sociales, économiques et statistiques.

8. Numériser et décentraliser les processus et les titres d'identité. Décentraliser les fonctions back-end (y compris l'impression de cartes), numériser l'inscription et la délivrance des documents, numériser les archives historiques et les rendre accessibles, et créer des identifiants numériques vérifiables. En investissant dans ces réformes, Haïti pourrait simplifier les processus, accélérer la prestation des services et poser les bases de services publics numériques.

9. Renforcer les infrastructures et les capacités techniques. Évaluer et moderniser les infrastructures, renouveler les kits d'inscription et équiper les bureaux de manière appropriée. Développer des capacités de vérification à distance et des fonctions de signature électronique afin d'accroître l'utilité et la fiabilité des titres d'identité. Ces améliorations permettraient de moderniser l'infrastructure technique des systèmes d'état civil et d'identification, les rendant plus capables de résister aux crises. Cela permettrait en outre d'alléger certaines contraintes pesant sur l'infrastructure numérique publique, qui entravent le partage de données entre les bases de l'état civil et de l'identification et les services susceptibles de les utiliser, notamment en matière de statistiques.

Les tableaux 6.1 à 6.3 classent les recommandations détaillées par ordre de priorité et par horizon de mise en œuvre. La priorité distingue les actions essentielles des actions souhaitables. L'horizon de mise en œuvre distingue les gains rapides, les améliorations à moyen terme et les investissements stratégiques à long terme. Ensemble, ces classifications facilitent la hiérarchisation et le séquençage des réformes dans le contexte institutionnel, budgétaire et sécuritaire d'Haït.

Premièrement, les recommandations sont classées par ordre de priorité:

- **Les "recommandations essentielles" répondent aux lacunes fondamentales de l'écosystème de l'identification et de l'état civil en Haïti.** Ce sont les conditions préalables à l'inclusion, à la confiance et à la continuité opérationnelle. Sans leur mise en œuvre, les autres réformes resteraient fragiles, inéquitables ou non viables. Ces mesures permettent de réduire directement les risques d'exclusion, de stabiliser les fonctions essentielles et de renforcer la crédibilité des services d'identification et d'état civil.

[21] Alors que l'anonymisation désidentifie les données de façon permanente et irréversible, la pseudonymisation remplace les identifiants directs par des codes artificiels. Cela permet d'analyser les données en toute sécurité, tout en limitant la capacité de réidentifier les individus aux seuls administrateurs autorisés détenant la clé de déchiffrement.

- **Les "recommandations souhaitables" contribuent à la modernisation, au renforcement de la résilience et à la transformation à long terme de l'écosystème.** Bien que générant une valeur non négligeable, elles ne sont pas immédiatement cruciales pour la fonctionnalité de base du système et peuvent être mises en œuvre de manière graduelle une fois que les capacités de base, les dispositifs de gouvernance et les mécanismes de financement sont en place.

Deuxièmement, les recommandations sont classées par horizon temporel, en fonction de leurs exigences techniques, juridiques, financières et de coordination:

- **Les "gains rapides" sont des mesures pouvant être mises en œuvre dans les conditions actuelles.** Elles présentent une complexité faible à modérée et dépendent peu de réformes juridiques majeures ou d'investissements à grande échelle. Elles devraient produire à court terme des améliorations visibles dans les cas d'utilisation prioritaires liés à l'identification et à l'état civil.

- **Les améliorations à moyen terme sont réalisables sur une période d'environ 24 à 60 mois grâce à une mise en œuvre progressive.** Elles nécessitent une coordination institutionnelle modérée et des ressources supplémentaires progressives. Ces actions consolident les premiers acquis et préparent l'écosystème à des réformes plus avancées.

- **Les investissements stratégiques à long terme exigent des réformes profondes, un financement soutenu ou la coordination intersectorielle.** Ils sont transformateurs et prospectifs — notamment en matière d'interopérabilité, de protection des données et de durabilité — mais dépendent de l'amélioration de l'environnement habilitant au sens large et de la volonté politique.

Considérée dans son ensemble, cette classification vise à faciliter le séquençage et la prise de décision, plutôt qu'à suggérer des frontières rigides dans la mise en œuvre. Certaines actions peuvent évoluer de manière graduelle d'un horizon temporel à l'autre, mais le cadre précise ce qui doit être traité en priorité pour stabiliser le système, ce qui doit suivre pour le renforcer, et ce qui peut être engagé pour libérer les bénéfices à long terme des infrastructures publiques numériques.

Tableau 6.1: Gains rapides

PRINCIPE	RECOMMENDATION	CONSTAT DU RAPPORT	RECOMMANDATION DÉTAILLÉE	NIVEAU DE PRIORITÉ	SYSTÈME CONCERNÉ
INCLUSION	Élargir les options et la couverture des titres d'identité et des identifiants.	Les naissances sont souvent déclarées sans lien avec le NINU, ce qui retarde leur intégration dans le système d'identification.	Attribuer un NINU aux enfants dès la déclaration de leur naissance.	Essentiel	État civil
		Les CRLDI existent mais sont peu nombreux et inégalement répartis, ce qui laisse les populations rurales et frontalières insuffisamment desservies.	Multiplier les CRLDI afin d'offrir des guichets uniques décentralisés à la population, en particulier dans les zones éloignées et frontalières.	Essentiel	Les deux
		Les cartes de l'ONI ont une courte durée de validité (10 ans) et leur réémission nécessite un renouvellement physique, ce qui crée des goulets d'étranglement tant pour l'institution que pour les citoyens.	Adapter les spécifications de la carte d'identification nationale actuelle afin d'en prolonger la durée de vie, tout en veillant à maîtriser les coûts.	Souhaitable	Identification
	Améliorer et faciliter les processus d'inscription.	L'absence de règles KYC échelonnées pour les services financiers empêche de nombreuses personnes vulnérables dépourvues de pièce d'identité officielle d'ouvrir un compte.	Introduire des stratégies de finance inclusive, telles que des exigences de KYC graduelles pour l'ouverture de comptes d'argent mobile.	Essentiel	Identification
		Les hôpitaux et les sages-femmes recueillent déjà des données sur les naissances et les décès, mais ces informations ne sont pas systématiquement transmises aux bureaux de l'état civil, ce qui entraîne des doublons ou des pertes de données.	Systématiser le pré-enregistrement des informations par les professionnels de santé intervenant lors des naissances et des décès (hôpitaux, sages-femmes, par exemple).	Essentiel	État civil
		Les processus d'inscription et d'identification sont lourds, souvent peu fiables et offrent peu de possibilités de recours.	Réaliser un examen systématique des processus d'inscription et d'identification selon une approche centrée sur la personne, en accordant une attention particulière aux besoins des populations vulnérables, notamment les déplacés internes.	Souhaitable	Les deux

PRINCIPE	RECOMMENDATION	CONSTAT DU RAPPORT	RECOMMANDATION DÉTAILLÉE	NIVEAU DE PRIORITÉ	SYSTÈME CONCERNÉ
GOUVERNANCE	Garantir la viabilité financière à long terme.	Les activités d'état civil sont sous-financées; le financement ponctuel actuel n'est pas intégré dans un budget public stable.	Affecter des crédits budgétaires aux processus d'état civil dans la loi de finances.	Essentiel	État civil
		La viabilité à long terme des systèmes d'identification et d'état civil n'est pas garantie; une forte dépendance au financement des bailleurs de fonds et aux projets fait peser des risques sur leur pérennité.	Anticiper la nécessité d'assurer la viabilité financière de l'identification et de l'état civil.	Essentiel	Les deux
	Lancer un mouvement de sensibilisation et de plaidoyer à l'échelle de la société.	Le personnel administratif, les professionnels de santé et les intermédiaires manquent souvent de connaissances claires sur les procédures d'état civil et d'identification ; les démarches sont source de confusion pour les citoyens.	Élaborer des guides simples sur l'identification et l'état civil à l'intention du personnel administratif et de santé, de la société civile, des établissements religieux, des entreprises de pompes funèbres, ainsi qu'à l'intention des citoyens eux-mêmes.	Souhaitable	Les deux
		Les communautés sont peu sensibilisées à l'importance de l'identification/l'état civil ; les citoyens sont peu impliqués dans les processus d'inscription et de mise à jour.	Organiser des campagnes de sensibilisation et de communication impliquant les communautés, notamment dans le cadre des initiatives d'inscription.	Souhaitable	Les deux
	Moderniser et clarifier les politiques et les lois afin d'habiliter et de protéger les capacités d'identification.	Il n'existe pas de politique nationale unifiée ni d'orientations stratégiques en vue de la coordination des différents acteurs des systèmes d'état civil et d'identification, ce qui fragmente les efforts.	Proposer une vision et des orientations stratégiques pour l'état civil/l'identification dans le cadre d'une politique nationale visant à mobiliser l'ensemble du gouvernement autour d'une feuille de route pour l'amélioration des systèmes.	Souhaitable	Les deux

PRINCIPE	RECOMMENDATION	CONSTAT DU RAPPORT	RECOMMANDATION DÉTAILLÉE	NIVEAU DE PRIORITÉ	SYSTÈME CONCERNÉ
GOUVERNANCE	Renforcer les capacités institutionnelles et professionnaliser la prestation de services.	Le personnel administratif manque souvent de documents de référence clairs et pratiques. Des manquements se produisent, comme le refus d'enregistrer les naissances de mères célibataires ou l'inclusion d'informations proscrites (par exemple, la situation matrimoniale des parents).	Créer des guides pratiques EC/ID à l'intention du personnel administratif sur les lois et procédures applicables. Ceux-ci devraient recenser les comportements professionnels inacceptables — par exemple, refuser d'enregistrer une naissance déclarée par une mère seule, ou consigner sur l'acte de naissance des informations proscrites telles que la situation matrimoniale des parents.	Souhaitable	Les deux
		La coordination entre les agences est faible, en l'absence d'un mécanisme structuré pour harmoniser les institutions chargées de l'état civil et de l'identification, ce qui entraîne le cloisonnement de chacune.	Renforcer la collaboration interinstitutionnelle par la mise en place d'un groupe de travail national sur la question de l'identification et du partage des données.	Souhaitable	Les deux
		Les institutions chargées de l'état civil et de l'identification fonctionnent isolément, avec peu d'occasions d'échanges professionnels. Le transfert de connaissances entre le personnel des BEC/EC et celui de l'ONI/BONI est limité.	Créer des occasions d'échange pour le personnel des BEC/EC et de l'ONI/BONI, via des réunions et forums en ligne.	Souhaitable	Les deux
		Les officiers de l'état civil (OEC) manquent souvent de formation et de directives actualisées, d'où l'incohérence dans les pratiques et une mauvaise application des règles.	Mener une campagne de formation à l'intention des OEC, leur fournir des boîtes à outils de formation et les informer des évolutions des processus et des textes législatifs.	Souhaitable	État civil

PRINCIPE	RECOMMENDATION	CONSTAT DU RAPPORT	RECOMMANDATION DÉTAILLÉE	NIVEAU DE PRIORITÉ	SYSTÈME CONCERNÉ
CONCEPTION	Numériser et décentraliser les processus et les titres d'identité.	L'impression de toutes les cartes est centralisée à Port-au-Prince, ce qui engendre des goulots d'étranglement, des coûts de transport élevés et des retards dans la délivrance des documents.	Décentraliser les processus back-end, notamment l'impression des cartes, afin de réduire la dépendance à Port-au-Prince et de diminuer les coûts et contraintes liés au transport.	Essentiel	Identification
		L'enregistrement des naissances reste largement fondé sur le papier; les processus manuels ralentissent l'inscription et la délivrance des documents.	Numériser les processus d'enregistrement des naissances, y compris l'inscription et la délivrance des documents.	Essentiel	État civil
	Renforcer les infrastructures et les capacités techniques.	Les kits d'inscription, les serveurs et les autres équipements techniques sont obsolètes ou insuffisants, ce qui compromet la fiabilité des opérations et limite les possibilités de déploiement à grande échelle.	Moderniser / renouveler le matériel technique (par exemple, les kits d'inscription).	Essentiel	Les deux
		La délivrance de titres d'identité et d'actes requiert des signatures manuelles, ce qui entraîne des inefficacités et des retards; aucun dispositif de signature électronique n'est disponible.	La délivrance de titres d'identité et d'actes requiert des signatures manuelles, ce qui entraîne des inefficacités et des retards ; aucun dispositif de signature électronique n'est disponible.	Souhaitable	Les deux
		De nombreux BEC, BONI et CRLDI manquent d'infrastructures et d'équipements adaptés; certains bureaux sont mal situés ou insuffisamment équipés pour servir efficacement les citoyens.	Évaluer les besoins en infrastructures des BEC, BONI et CRLDI, et équiper ou déplacer les bureaux selon les besoins.	Essentiel	Les deux

Tableau 6.2: Améliorations à moyen terme

PRINCIPLE	RECOMMENDATION	FINDING(S) FROM THE REPORT	RECOMMENDATION DETAIL	PRIORITIZATION	IMPACTED SYSTEM
INCLUSION	Élargir les options et la couverture des titres d'identité et des identifiants.	Bien que les cartes de l'ONI soient gratuites, leur obtention nécessite de se rendre dans des centres d'enregistrement, d'attendre dans de longues files, et parfois de revenir plusieurs fois. Cela engendre des coûts directs et des coûts d'opportunité considérables, en particulier pour les populations vulnérables.	Introduire des identifiants plus simples et moins coûteux, tout en conservant des capacités de vérification en ligne.	Souhaitable	Identification
	Améliorer et faciliter les processus d'inscription.	Après deux ans, l'enregistrement d'une naissance requiert une autorisation judiciaire, procédure complexe et coûteuse qui dissuade les parents de mener à bien un enregistrement tardif.	Simplifier les modalités d'obtention des certificats de naissance après l'expiration du délai de deux ans.	Souhaitable	État civil
		Les bases de données du SIMAST et de l'IHSI contiennent des données démographiques qui ne sont pas pleinement exploitées pour cibler les individus non enregistrés en vue d'une inscription de masse.	Préparer et mener une campagne d'inscription de masse sur la base des données du SIMAST et de l'IHSI.	Souhaitable	Les deux
GOUVERNANCE	Moderniser et clarifier les politiques et les lois afin d'habiliter et de protéger les capacités d'identification.	Haïti ne dispose pas encore de législation dédiée à la protection des données ou à la cybersécurité, ni d'organismes de surveillance, ce qui signifie que les données des citoyens ne sont pas protégées.	Élaborer des lois sur la protection des données et la cybersécurité, et instituer des organismes capables de les superviser et de les faire appliquer.	Essentiel	Les deux
		Les responsabilités de l'ONI recoupent celles des acteurs de l'état civil, créant une ambiguïté quant à son rôle.	Préciser le rôle de l'ONI en matière d'état civil.	Essentiel	Les deux

PRINCIPLE	RECOMMENDATION	FINDING(S) FROM THE REPORT	RECOMMENDATION DETAIL	PRIORITIZATION	IMPACTED SYSTEM
GOUVERNANCE	Renforcer les capacités institutionnelles et professionnaliser la prestation de services.	Des plateformes de plaintes citoyennes existent (par exemple, la plateforme Doléances de l'ONI), mais elles ne couvrent pas les questions d'état civil et sont sous-utilisées. Les retours d'information sur la corruption et l'état des infrastructures ne sont pas systématiquement recueillis.	Renforcer la plateforme "Doléances" de l'ONI : inclure les aspects liés à l'état civil et permettre aux citoyens d'évaluer les services, notamment les demandes de pots-de-vin, l'état des infrastructures, etc.	Souhaitable	Les deux
		La gouvernance de l'ONI manque de représentation intersectorielle; des institutions clés telles que le ministère de la Santé, l'IHSI, la BRH et le CONATEL ne sont pas formellement impliquées, ce qui affaiblit l'appropriation.	Renforcer le sentiment d'appropriation gouvernementale de l'ONI en consolidant l'expertise du Conseil d'administration, par exemple en y intégrant le ministère de la Santé, l'IHSI, la BRH, le CONATEL, etc.	Souhaitable	Identification
CONCEPTION	Numériser et décentraliser les processus et les titres d'identité.processes and credentials.	Les certificats de naissance sont délivrés sur papier et la CINU est une carte physique. L'absence d'identifiants numériques vérifiables équivalents limite l'intégration avec les services électroniques et les futures infrastructures publiques numériques.	Délivrer la CINU et les certificats de naissance assortis d'un document équivalent vérifiable, afin de préparer les cas d'utilisation numérique.	Souhaitable	Les deux
		Les services publics reposent toujours sur le papier et sont fragmentés; les demandes relatives à l'identification et à l'état civil ne sont pas intégrées aux services électroniques, ce qui empêche un accès simplifié et des liens numériques vers le NINU.	Intégrer les demandes relatives à l'état civil et à l'identification à un portail gouvernemental de services électroniques, lié au NINU.	Souhaitable	Les deux

PRINCIPLE	RECOMMENDATION	FINDING(S) FROM THE REPORT	RECOMMENDATION DETAIL	PRIORITIZATION	IMPACTED SYSTEM
CONCEPTION	Améliorer l'interopérabilité, le partage des données et les capacités de protection des données.	Haïti ne dispose pas d'un cadre national d'interopérabilité; les échanges de données entre institutions se font actuellement de manière ponctuelle, engendrant des inefficacités et des doublons.	Élaborer un cadre national d'interopérabilité et des protocoles de partage de données conformément à la législation sur la protection des données et la cybersécurité.	Essentiel	Les deux
		Les échanges de données entre l'ONI, les Archives nationales et d'autres acteurs ne sont ni formalisés ni systématiques. Il n'existe aucune infrastructure nationale de partage de données pour étayer les statistiques démographiques ou la prestation de services.	Concevoir et développer une infrastructure nationale de partage de données, et la déployer pour faciliter les échanges entre l'ONI, les Archives nationales et d'autres parties prenantes bénéficiant de l'accès aux données (par exemple, l'IHSI, le SIMAST, les ORM, les FSF), notamment en vue de l'élaboration et de la diffusion de statistiques démographiques à l'appui de l'élaboration des politiques.	Essentiel	Les deux
		Il existe peu de dispositifs de vérification à distance; les prestataires de services éprouvent des difficultés à confirmer les identifiants en dehors des procédures physiques de l'ONI.	Développer davantage les capacités de vérification à distance des identifiants (portail de vérification, API).	Souhaitable	Identification

Tableau 6.3: Investissements stratégiques à long terme

PRINCIPE	RECOMMANDATION	CONSTAT DU RAPPORT	RECOMMANDATION DÉTAILLÉE	NIVEAU DE PRIORITÉ	SYSTÈME CONCERNÉ
GOUVERNANCE	Moderniser et clarifier les politiques et les lois afin d'habiliter et de protéger les capacités d'identification.	La législation sur l'état civil est fragmentée : le décret de 2020 recouvre partiellement le Code civil et d'autres lois, créant une ambiguïté juridique et des incohérences dans la pratique.	Clarifier la relation entre le Code civil et les autres textes législatifs applicables à l'état civil, notamment le décret de 2020, et, dans la mesure du possible, regrouper les dispositions juridiques relatives à l'état civil dans une loi spéciale, ou conjointement avec la loi de l'ONI.	Essentiel	État civil
	Renforcer les capacités institutionnelles et professionnaliser la prestation de services.	L'ONI et les institutions chargées de l'état civil ont des problèmes de capacité : des compétences techniques limitées, des pratiques dépassées et un recrutement insuffisant freinent la modernisation.	Renforcer les capacités techniques grâce à la formation du personnel et au recrutement de diplômés.	Essentiel	Les deux
CONCEPTION	Numériser et décentraliser les processus et les titres d'identité.	Un grand nombre d'actes de naissance anciens ne sont conservés que sous forme physique aux Archives nationales, ce qui rend leur accès difficile. Les citoyens et les prestataires de services ne peuvent pas les vérifier de manière fiable en ligne.	Numériser les actes de naissance existants conservés aux Archives nationales, permettre aux citoyens de demander des copies en ligne, et permettre aux prestataires de services de vérifier les actes de naissance en ligne.	Essentiel	État civil
	Améliorer l'interopérabilité, le partage des données et les capacités de protection des données.	Les systèmes existants tels que le SyNSIP offrent une connectivité limitée ; il n'existe aucune plateforme d'interopérabilité robuste à l'échelle de l'administration pour relier les bases de données.	Concevoir et développer la capacité d'interopérabilité entre les bases de données gouvernementales (par exemple, en étendant le SyNSIP).	Souhaitable	Les deux
	Renforcer les infrastructures et les capacités techniques.	Les données d'état civil et d'identification existent, mais ne sont pas systématiquement exploitées à des fins statistiques ; l'absence d'anonymisation / pseudonymisation empêche leur réutilisation sécurisée pour la recherche et l'élaboration des politiques.	Créer la capacité d'anonymisation / pseudonymisation en vue de l'utilisation statistique des données d'état civil et d'identification.	Souhaitable	Les deux

BIBLIOGRAPHIE

Buchenau, Juan; Trevino Garza, Luis. 2020. *Financial Capability and Inclusion in Haiti: Result of a Demand-Side Survey (English)*. Washington, D.C. : World Bank Group.

FinScope Haiti. 2023. *FinScope Haiti MSME Survey 2023.*

International Civil Aviation Organization (ICAO). 2021. *Doc 9303: Machine readable travel documents* (8th ed.).

ID4D. 2019. ID4D practitioner's guide (Version 1.0). World Bank Group.

Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). 2003. *Population projections and census data (2003 census baseline).*

IMF. 2020. *Financial access survey 2020*. International Monetary Fund.

IOM. 2025. *Data on internally displaced persons (IDPs) and deportations in Haiti.* International Organization for Migration.

Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST). 2023. *Plan stratégique SIMAST 2023 [SIMAST Strategic Plan 2023].*

Ministère de la Santé Publique et de la Population, Institut Haïtien de l'Enfance, and ICF (MSPP, IHE, & ICF). *2018. Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services — EMMUS-VI 2016–2017.*

Oversee Advising Group (OAG) / UNICEF Haiti. 2021. *Étude compréhensive du système d'enregistrement des naissances en Haïti* [Comprehensive study of the birth registration system in Haiti].

République d'Haïti. 1825. *Code Civil d'Haïti.*

République d'Haïti. 1953*. Loi du 14 septembre 1953 relative au service consulaire* [Law of September 14, 1953 on the Consular Service].

République d'Haïti. 1976. *Loi du 18 août 1976 sur les Archives Nationales d'Haïti (ANH)* [Law of August 18, 1976 on the National Archives].

République d'Haïti. 1988. *Code Civil d'Haïti, Article 55 (tel qu'amendé le 14 novembre 1988)* [Civil Code of Haiti, Article 55 (as amended November 14, 1988)].

République d'Haïti. 1996. *Loi du 4 avril 1996 portant organisation de la collectivité territoriale de section communale* [Law of April 4, 1996 on the Organization of the Communal Section Territorial Collectivity].

République d'Haïti. 2005. *Décret du 1er juin 2005 portant création de l'Office National d'Identification (ONI) et de la carte nationale d'identité* [Decree of June 1, 2005 Establishing the National Identification Office and the National Identity Card]. Le Moniteur.

République d'Haïti. 2014. *Décret du 8 janvier 2014 accordant une période de grâce pour l'enregistrement tardif des naissances* [Decree of January 8, 2014 on Free Late Birth Registration]. Le Moniteur.

République d'Haïti, Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique (MJSP). 2019. *Circulaire ministérielle sur la gratuité de l'enregistrement des naissances et des actes de naissance* [Ministry of Justice Circular on the Free Issuance of Birth Certificates].

République d'Haïti. 2020a*. Décret du 18 juin 2020 portant modernisation du système national d'identification — carte nationale d'identification unique (CINU) et numéro d'identification national unique (NINU)* [Decree of June 18, 2020 on the Modernization of the National Identification System]. Le Moniteur.

République d'Haïti. 2020b. *Décret de juillet 2020 portant modernisation de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) et création du Système National de Statistiques Publiques et d'Informatique (SyNSIP)* [Decree of July 2020 on the Modernization of IHSI and Creation of SyNSIP]. Le Moniteur.

République d'Haïti, Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST). 2020c. *Politique nationale de protection et de promotion sociales (PNPPS)* [National Policy on Social Protection and Promotion].

Tromben, V., Cecchini, S., & Gilbert, R. 2020. *Estimates of the cost of cash transfers under the National Policy on Social Protection and Promotion (PNPPS) in Haiti (LC/TS.2020/96). Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC).*

United Nations Statistics Division. 2021. *Fundamental principles of official statistics. United Nations.*

UNICEF. 2025. *Birth registration and childhood displacement data: Haiti.* UNICEF.

World Bank. 2018. *Guidelines for ID4D diagnostics*. World Bank Group, Washington, DC.

World Bank. 2019. *Financial capability and inclusion in Haiti: Result of a demand-side survey.* World Bank Group, Washington, DC.

World Bank. 2024. *Macro poverty outlook: Latin America and the Caribbean — Spring Meetings 2024*. World Bank Group, Washington, DC.

Annexe A: Parties prenantes consultées

SECTEUR	ORGANISME	PARTIE PRENANTE
Gouvernement haïtien	Archives nationales d'Haïti (ANH)	Jean Wilfrid Bertrand – Directeur général Paul Dalencourt – Directeur général adjoint Volvick Noel – Responsable de l'unité informatique / numérisation
	Office national d'identification (ONI)	Reynold Guerrier – Directeur général Mirline Dorelien Dorval – Coordinatrice générale Reynaldo Camilus – Directeur technique
	Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI)	Wilson Fièvre – Directeur général Guy Serge Pompilus – Coordinateur, Secrétariat technique Djason Sylvaince – Directeur par intérim, DDCT
	Banque de la République d'Haïti (BRH)	Florence Jacques – Conseillère juridique Jimy Dorsainvil – Directeur des systèmes de paiement / informatique
	Conseil national des télécommunications (CONATEL)	Huguens Prévilon – Directeur général Joseph Morose – Directeur des réseaux et services
	Ministère des Affaires sociales et du Travail (MAST)	Sherley Germain – Directrice générale

SECTEUR	ORGANISME	PARTIE PRENANTE
Partenaires de développement	Organisation des États américains (OEA)	Rebeca Omaña – Chargée de programme, État civil Juan Minetto – Spécialiste senior, Processus électoraux
	Banque interaméricaine de développement (BID)	Claudia Mendieta Navarro – Spécialiste de la protection sociale Emmanuel Vassor – Spécialiste de l'administration numérique Horacio Nemeth – Conseiller en infrastructure informatique
	Programme alimentaire mondial (PAM)	Isabella Bianchi – Responsable du projet SIMAST Katia Boudrahem – Spécialiste en gestion des données Jones Pyram – Coordinateur des opérations sur le terrain Jouva Remolus – Chargé de l'appui technique
	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)	Carlos Maldonado – Statisticien senior Randolph Gilbert – Conseiller en matière de politiques Natacha Leroy – Spécialiste de la gouvernance des données
	UNICEF	Marie Anne Perpignand – Spécialiste de la protection de l'enfance Naval Ravoavison – Conseiller en transformation numérique Kevin Pelle – Chargé de la politique sociale
	Organisation internationale pour les migrations (OIM)	Grégoire Goodstein – Spécialiste des politiques migratoires Daniele Febei – Responsable de programme
	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)	Georg von Hehn – Chef de mission Gianluca Ogis – Responsable de la protection
	Expertise France / Agence française de développement (AFD)	Anne Azam-Pradeilles – Directrice de projet Jude Saint Natus – Conseiller technique

Annexe B : Quelques documents de base

Tableau B.1: Quelques documents de base concernant les systèmes d'état civil et d'identification haïtiens

NOM	TYPE	DESCRIPTION
Politique nationale de protection et de promotion sociales (PNPPS)	Stratégie nationale	Fournit un cadre pour orienter la conception, la coordination et la mise en œuvre de programmes visant à réduire la pauvreté, la vulnérabilité et les inégalités d'ici à 2040. Elle est utilisée par le gouvernement et ses partenaires pour harmoniser les efforts en matière d'interventions couvrant l'ensemble du cycle de vie — telles que le soutien à l'enfance, l'emploi, la protection de la santé et la réponse aux chocs — sur la base des principes d'universalité, d'équité et de solidarité financière.
Décret de juin 2020 sur le numéro d'identification nationale unique et la carte d'identification nationale unique	Législation	Impose l'utilisation de la carte d'identification nationale unique (CINU) comme seule preuve officielle d'identité pour accéder à des services tels que le vote, l'éducation, l'emploi et les services bancaires. Confie à l'Office national d'identification (ONI) la responsabilité de gérer les données d'identité centralisées afin de faciliter l'accès aux droits et aux services.
Code civil modifié (en particulier l'article 55)	Législation	Impose l'enregistrement des naissances, des mariages et des décès afin d'établir l'identité légale et l'état civil des individus. Il confie aux bureaux de l'état civil, relevant du ministère de la Justice, la responsabilité de documenter et de préserver ces actes, les rendant essentiels à l'accès aux droits, aux services et aux procédures judiciaires. Deux amendements notables méritent d'être mentionnés : L'amendement du 14 novembre 1988 stipule que les naissances doivent être déclarées dans un délai de 2 ans[WB44.1] auprès de l'officier de l'état civil du domicile de la mère ou du lieu de naissance de l'enfant, et prévoit des procédures d'enregistrement tardif par voie judiciaire lorsque ce délai est dépassé. L'amendement du 8 janvier 2014 accorde une période de grâce de cinq ans durant laquelle les enregistrements tardifs de naissance peuvent être effectués gratuitement selon une procédure ordinaire (et non par voie de jugement judiciaire). Cette période de grâce a été prolongée de cinq ans en 2019, puis de cinq nouvelles années en 2024.



ID4D

Identification
For Development

WORLD BANK GROUP